

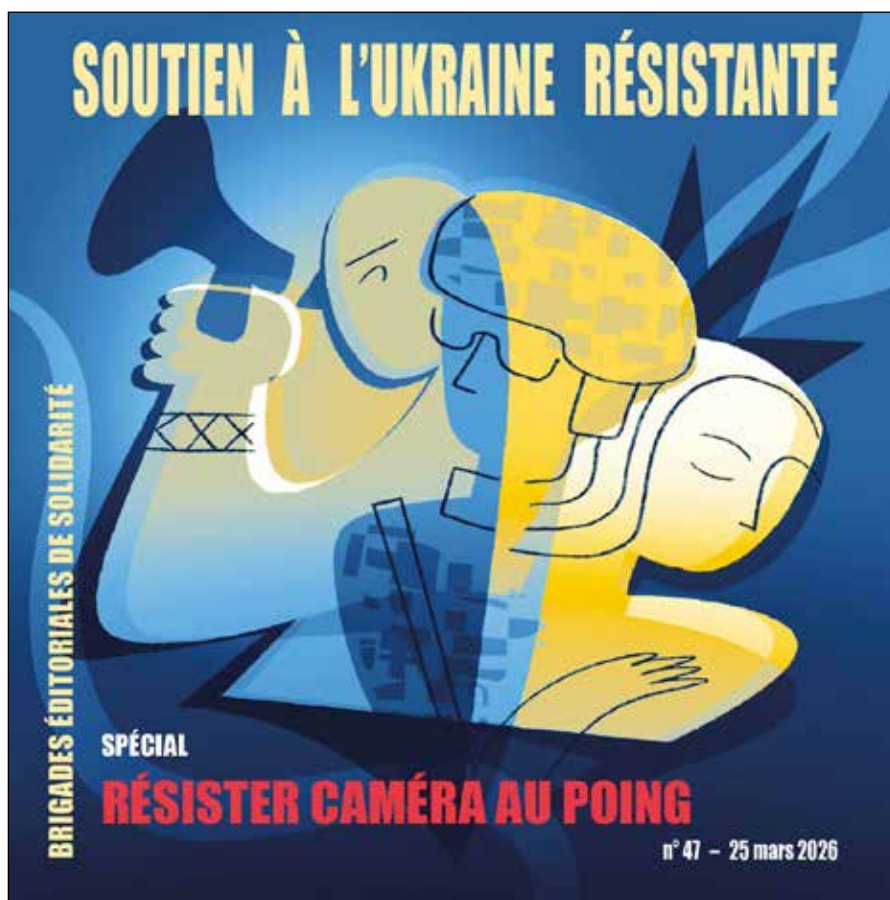
# ADRESSES

---

internationalisme et démocr@tie

N° 19 – 3 avril 2026





Pour nous écrire :

[Adresses.la.revue@gmail.com](mailto:Adresses.la.revue@gmail.com)

**ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT**

**SYLLEPSE**

---

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre les lignes entre les mots), [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net) et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : collections particulières.

# LISTE DES ADRESSES

## ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Dans le ciel sombre d'orage, il faut suivre le plus petit trait  
de lumière 5

Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

## ADRESSE N° 19 / 215

La guerre contre l'Iran : quelle approche pour une gauche  
socialiste attachée à ses principes ? 9

Frieda Afary

## ADRESSE N° 19 / 216

Le capitalisme politique iranien et les hésitations  
de la gauche occidentale : une révolte filtrée par l'idéologie 15

Sepehr Haghighi

## ADRESSE N° 19 / 217

Ni turban ni couronne, mais femme, vie, liberté 21

Maryam Namazie

## ADRESSE N° 19 / 218

Les Kurdes d'Iran lancent un appel à l'unité  
des nations opprimées 25

## ADRESSE N° 19 / 219

Déclaration de la Confédération syndicale iranienne 26

## ADRESSE N° 19 / 220

Socialisme européen, militarisme et défense de l'Ukraine 29

Simon Pirani

## ADRESSE N° 19 / 221

Le peuple ukrainien contre l'envahisseur russe 35

Marc Bonhomme

## ADRESSE N° #9 / 222

Que reste-t-il de la gauche chinoise ? 40

Au Loong-yu

<u>ADRESSE N° 19 / 223</u>	
L'économie des travailleu·euses confronté au libertarisme	43
<u>Richard Neuville</u>	
<u>ADRESSE N° 19 / 224</u>	
Comment les Afghanes reconstruisent le savoir en dehors des institutions	51
<u>Amna Mehmood</u>	
<u>ADRESSE N° 19 / 225</u>	
Ce que la nuit enseigne : vers une nouvelle gauche indienne à l'ère de la non-liberté	55
<u>Sushovan Dhar</u>	
<u>ADRESSE N° 19 / 226</u>	
Les menaces croissantes de Trump contre Cuba	60
<u>Entretien avec Samuel Farber</u>	
<u>ADRESSE N° 19 / 227</u>	
La croisade de Trump : nationalisme chrétien et guerre sainte	64
<u>Henry A. Giroux</u>	

# Dans le ciel sombre d'orage, il faut suivre le plus petit trait de lumière

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

5

Le premier numéro, d'*Adresses: internationalisme et démocr@tie* est paru le 15 mars 2024. Depuis, *Adresses* a suivi l'évolution de luttes multiples contre diverses formes de domination et d'aliénation, relayé les actions de solidarité et soutenu les résistances dans une période marquée par une triple ouverture: l'attaque impérialiste de l'Ukraine par la Russie poutiniste<sup>1</sup>, le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 et l'entrée de Donald Trump<sup>2</sup> à la maison Blanche.

Des crimes, des génocides et des atteintes aux droits humains et au droit international ont été commis à Gaza, en Ukraine, au Congo, au Soudan, en Iran, en Syrie, etc. Les projecteurs braqués sur les souffrances des Palestinien·nes, sur Netanyahu, sa politique et le génocide à Gaza, laissent dans l'ombre de nombreuses souffrances, de nombreux crimes mais aussi de courageuses résistances.

Nous avons maintenu l'attention sur le courage du peuple ukrainien afin de préserver le lien de soutien internationaliste que certain·es, que l'on a la faiblesse d'appeler encore «campistes», veulent rompre. Nous avons fermement soutenu cet éclairage en publiant des articles et des déclarations.

---

1. Voir *Adresses*, n° 15, spécial «Russie», 30 septembre 2025.

2. «La croisade de Trump: nationalisme chrétien et guerre sainte», p. 64. À l'heure où nous bouclons ce numéro, nous apprenons la disparition de Jean-Pierre Faye qui a tant contribué à démêler les fils de la «stratégie des deux discours dans le même langage» de l'extrême droite, à distinguer comment s'opèrent les transformations du langage qui font passer le discours de l'extrême droite du «contre» au «pour» et à rendre ainsi intelligible les processus de fascisation qui font qu'une idéologie se cristallise en bloc politico-social (*Langages totalitaires*, Hermann, 1972; *La déraison antisémite et son langage*, avec Anne-Marie de Vilaine, Babel, 1996).

Beaucoup d'autres analyses et reportages ont été publiés dans la revue *Soutien à l'Ukraine résistante*<sup>3</sup> publiée sous l'égide des Brigades éditoriales de solidarité, une esquisse de coalition internationaliste.

Nous avons toujours privilégié les mots, les paroles, les témoignages, les analyses des protagonistes et des combattant·es aux discours de tribune, aux considérations générales.

Le combat mené par les Ukrainien·nes est courageux et exemplaire; résister à l'un des pôles impérialistes est un exploit qui éclaire la période.

Aujourd'hui, la Russie, comme Israël ou les États-Unis<sup>4</sup>, tente de créer une nouvelle réalité dans laquelle les saisies illégales de terres sont présentées comme une «justice historique», les déportations d'enfants comme une bagatelle. Une «nouvelle réalité» où les guerres préventives, les frappes préventives, les assassinats préventifs générés par l'IA ne sont plus de la science-fiction. Un monde sous le regard des caméras et des drones. En guerre comme paix. À Minneapolis comme à Beijing<sup>5</sup>.

Face à cette «nouvelle réalité», les Ukrainien·nes nous ont montré et nous montrent la voie du refus. Une armée «ouvrière» riposte à l'agression russe<sup>6</sup>; une classe de

---

3. Téléchargeable sur le site des Éditions Syllepse, sur celui du [Comité belge du Resu](#), sur celui du [Centre Tricontinental](#) ou encore sur le site des [Utopiques](#), la revue de l'Union syndicale Solidaires.

4. Voir aussi dans ce numéro, «Les menaces croissantes de Trump contre Cuba», p. 60.

5. Voir *Adresses*, n° 8, spécial «Chine», 12 janvier 2025 et dans ce numéro: «Que reste-t-il de la gauche chinoise?», p. 40.

6. Voir dans ce numéro, «Socialisme européen, militarisme et défense de l'Ukraine», p. 29 et «Le peuple ukrainien contre l'envahisseur russe», p. 35.



travailleur-euses refuse les mesures gouvernementales ordonnées par le FMI. Elle maintient debout un État chancelant. Combattre les armes à la main l'impérialisme russe au sein des forces armées ukrainiennes et lutter en même temps contre l'ordre néolibéral défendu par le gouvernement ukrainien est un de ces traits de lumière dont la gauche de transformation devrait être à l'affût. Ce double combat est la voie étroite de l'espérance en un avenir simplement possible.

Cette transformation du monde, ces bouleversements d'équilibres, cette « nouvelle réalité » ont été abordés dans d'importants textes d'analyse. Nous pensons notamment à ceux qui traitent de la multipolarité impérialiste, un concept popularisé par Kavita Krishnan<sup>7</sup>. L'imbrication des chaînes de production et des lignes de financement à l'échelle mondiale, la concurrence exacerbée par l'innovation, comme l'intelligence artificielle, la toujours plus difficile extraction de la plus-value ainsi que les conflits excluant toute négociation ne pouvaient que conduire au pire.

7. Voir « Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes », *Adresses*, n° 0, janvier 2024. Voir également Joey Ayoub, Romeo Kokriatski, Kavita Krishnan et Promise Li, « Contre l'impérialisme multipolaire », *Adresses*, n° 2, 1<sup>er</sup> mai 2024.



Mais nous n'avions jamais assisté encore, dans cette nouvelle période, à l'explosion d'une guerre régionale qui implique maintenant l'ensemble du monde. Une « *unjustified war* » (comme le dit la presse états-unienne) guerre injustifiée, aux répercussions politiques, économiques, écologiques qui s'étendent sur la totalité de la planète. Une guerre incertaine non seulement par son issue militaire mais surtout par sa durée, ses suites politiques et économiques, ses victimes innocentes. Une guerre de pilonnages aériens, terrible pour les populations civiles, qui pourrait engendrer des effondrements sociaux, des famines dans les pays les plus fragiles, une inflation record et une crise économique dans les autres. Le détroit d'Ormuz contrôlé par les Gardiens de la révolution iraniens (une milice antipopulaire au cœur du fonctionnement du régime des mollahs) est un nœud coulant pour le trafic des produits pétroliers qui étouffe une grande partie de l'économie mondiale.

C'est à cette aune qu'il faut apprécier les articles de Frieda Afary<sup>8</sup> et celui de Sepehr Haghighi<sup>9</sup> sur l'Iran et leurs appels aux progressistes du monde entier. C'est toujours à cette aune qu'il faut entendre l'appel que

8. Voir « La guerre contre l'Iran : quelle approche pour une gauche socialiste attachée à ses principes ? », p. 9.

9. « Le capitalisme politique iranien et les hésitations de la gauche occidentale : une révolte filtrée par l'idéologie », p. 15.



lancent les Kurdes d'Iran aux nations opprimées<sup>10</sup> et celle de la Confédération syndicale iranienne<sup>11</sup>.

C'est évidemment à cette aune qu'il faut comprendre les appels aux progressistes d'Occident à sortir des vieilles références pour aborder les situations actuelles et que lutter contre la guerre de Trump et de Netanyahu ne peut que signifier dénoncer et combattre le régime des mollahs en criant encore plus fort « Femme, vie, liberté<sup>12</sup> ».

C'est aussi à cette aune - et c'est un trait de lumière dans l'obscurité - qu'il faut mesurer la lutte des femmes afghanes pour l'éducation des enfants et la préservation de la culture<sup>13</sup>.

Dans cette situation politique globale, souvent mal appréciée ou dessinée à grands traits, la difficulté réside à tracer un chemin, une espérance. Articuler la recherche et la pratique dans une lutte constante pour

ouvrir des perspectives comme en Argentine même sous Milei, dans l'Inde de Modi est indispensable<sup>14</sup> ou encore dans les États-Unis de Trump<sup>15</sup>.

De manière générale, les grandes proclamations ne suffisent plus, les équations électorales paraissent dérisoires, le temps est à l'autodéfense des peuples contre les pays agresseurs, des salarié·es contre les exploit·eurs, des démocrates contre les fascistes. Cadres unitaires, autodéfense sociale et politique, auto-organisation pour défendre ensemble les intérêts de la majorité des populations. Sans oublier l'indispensable démocratie de la base au sommet au sein des mouvements populaires, ce que semblent oublier ou négliger certain·es.

Dans ce ciel sombre d'orage, il faut suivre le plus petit trait de lumière.

10. « Les Kurdes d'Iran lancent un appel à l'unité des nations opprimées », p. 25.

11. « Déclaration de la Confédération syndicale iranienne », p. 26.

12. « Ni turban ni couronne, mais femme, vie, liberté », p. 21.

13. « Comment les Afghanes reconstruisent le savoir en dehors des institutions », p. 51.

14. Voir « L'économie des travailleur·euses confronté au libéralisme », p. 43 et « Ce que la nuit enseigne : vers une nouvelle gauche indienne à l'ère de la non-liberté », p. 55.

15. Trait de lumière dans le monde trumpien : le 28 mars, le troisième et plus imposant « No Kings Day », avec ses 3 200 événements dans 50 États et ses 8 millions de participant·e dans les villes, y compris les plus petites, apporte une lueur d'espoir. Tout comme les 500 000 manifestant·es dans les rues de Londres. Mais Trump, pendant ce temps, jouait au golf en Floride. Sur les mouvements de résistance au trumpisme, voir [Adresses](#), n° 18, n° spécial « Free America », 23 février 2026.



**IRAN**

# La guerre contre l'Iran : quelle approche pour une gauche socialiste attachée à ses principes ?

Frieda Afary

## **Que s'est-il passé depuis que les États-Unis et Israël ont lancé leur dernière guerre contre l'Iran ?**

Les États-Unis et Israël ont entamé une nouvelle vague de bombardements contre l'Iran le 28 février. Depuis lors, ils ont bombardé des dépôts de pétrole, des installations pétrolières, l'île de Kharg, qui est la plaque tournante de l'exportation de 90 % du pétrole iranien (4 à 5 millions de barils par jour), des sites militaires, des installations de missiles et de drones, des locaux de police, des banques, une école de filles à Minab, des hôpitaux, des immeubles d'habitation, des usines de dessalement d'eau et des sites classés au patrimoine mondial.

Le premier jour des bombardements, Israël a pris pour cible le complexe résidentiel d'Ali Khamenei, le «Guide suprême», le tuant ainsi que sa femme, sa belle-fille, son petit-enfant et divers dirigeants gouvernementaux. Le 17 mars, Israël a tué Ali Larijani, le plus haut responsable de la sécurité nationale iranienne, et Gholamreza Soleimani, le chef de la force paramilitaire Basij. Le 18 mars, il a tué le ministre iranien du Enseignement, Esmail Kahtib, lors d'une autre frappe aérienne.

À l'heure actuelle, les États-Unis comptent plus de 50 000 soldats dans la région du Moyen-Orient et viennent d'y envoyer 2 500 marines supplémentaires. Ils ont déployé des chasseurs-bombardiers et des navires d'assaut dans la région. Au cours des six premiers jours, ils ont dépensé 11 milliards de dollars pour cette guerre et continuent d'y consacrer plus d'un milliard de dollars par jour. Trump a également évoqué l'envoi de forces terrestres américaines en Iran.

Israël a recommencé à bombarder le Liban et y envoie des troupes terrestres. Il poursuit sa guerre génocidaire contre les Palestiniens à Gaza et le nettoyage ethnique en Cisjordanie.

L'Iran a riposté en tirant des missiles et des drones sur des bases et des installations militaires américaines dans la région. Ses cibles israéliennes étaient initialement des cibles militaires. Aujourd'hui, l'Iran équipe ses missiles balistiques de munitions à fragmentation pour bombarder les habitations, les parcs, les commerces et les routes de Tel-Aviv. L'Iran a également pris pour cible des installations pétrolières, des pétroliers, des hôtels, des aéroports et des usines de dessalement dans la région du Golfe. Il a bloqué le détroit d'Ormuz et a commencé à y poser des mines. Mujtaba Khamenei, le fils d'Ali Khamenei, a été nommé comme nouveau «Guide suprême». Depuis janvier 2026, le gouvernement iranien a coupé l'accès à Internet pour la population.

Plus de 2 000 civils ont été tués dans la région à ce jour. Plus de 1 200 d'entre elles et eux sont des Iraniens. Les autres victimes civiles se trouvent principalement au Liban. Dans les États du Golfe, les victimes sont principalement des travailleurs et des travailleuses migrantes.

Plus de 3,2 millions de personnes ont été déplacées en Iran et plus d'un million au Liban.

Jusqu'à présent, cette guerre a eu des conséquences non seulement économiques, avec une hausse de 35 % du prix du pétrole et le blocage du transit d'autres biens essentiels tels que les denrées alimentaires et les engrais, mais aussi humanitaires. Des dégâts considérables, voire irréversibles, ont été

causés aux ressources en eau et à la qualité de l'air, en particulier en Iran où la pollution atmosphérique et la pénurie d'eau étaient déjà graves. Nous avons également constaté des dégâts sur des sites classés au patrimoine mondial, comme le palais du Golestan à Téhéran.

Un langage apocalyptique fondé sur le fondamentalisme chrétien, islamique et juif est utilisé pour motiver et recruter des combattants.

L'intelligence artificielle est utilisée de diverses manières, que ce soit pour les bombardements, le tir de missiles ou la création de fausses vidéos visant à promouvoir la désinformation.

À l'échelle mondiale, le gouvernement russe a tiré profit de cette guerre car le prix du pétrole a augmenté et l'administration Trump a levé les sanctions sur les ventes de pétrole russe. La Russie a également tiré profit du fait que les systèmes antimissiles que l'Ukraine et l'Europe achetaient aux États-Unis pour aider à défendre l'Ukraine contre l'invasion impérialiste brutale de ce pays par la Russie sont désormais acheminés vers le Moyen-Orient. La Russie aide également le gouvernement iranien en partageant des informations secrètes sur des cibles américaines.

Le gouvernement chinois a également tiré profit de cette guerre, car le gouvernement américain accordera moins d'attention à la région du Pacifique et pourrait même permettre à la Chine de poursuivre ses plans visant à prendre le contrôle de Taïwan.

### **Contexte : l'Iran de 1979 à nos jours, les États-Unis, Israël et les changements mondiaux**

Depuis sa fondation à la suite de la révolution populaire iranienne de 1979 contre une monarchie brutale et autoritaire, la République islamique a défini sa raison d'être comme l'opposition à Israël et aux États-Unis. Il s'agit d'une entité chiite fondamentaliste religieuse et nationaliste persane qui s'est également fortement appuyée sur la misogynie et le patriarcat. Des slogans anti-impérialistes, voire anticapitalistes et révolutionnaires, ont été utilisés pour promouvoir l'autoritarisme et détruire toute opposition progressiste.

Ainsi, en mars 1979, peu après que la révolution eut renversé la monarchie brutale de Mohammad Reza Pahlavi, l'ayatollah Khomeini et ses partisans ont commencé à réprimer les manifestations de la Journée internationale des femmes contre le port obligatoire du hijab nouvellement imposé. Au cours de ce mois-là, un référendum populaire a proclamé l'Iran République islamique. Le nouveau gouvernement a également commencé à réprimer brutalement un soulèvement des Kurdes en faveur de l'autonomie dans le Nord. Une grande partie de la gauche a continué à défendre la République islamique en tant qu'anti-impérialiste au cours des deux premières années qui ont suivi la révolution. La République islamique a toutefois réprimé la gauche et tué et exécuté des milliers de ses membres à partir de 1981. Elle a également tué des milliers d'autres prisonnier-es politiques de gauche après la fin de la guerre Iran-Irak en 1988. Elle a continué à réprimer toute opposition progressiste et a instauré un État policier.

Depuis 2009, l'Iran a connu cinq vagues de manifestations populaires, qui ont toutes été brutalement réprimées. La première, en 2009, à la suite d'une élection frauduleuse, visait à réformer le système. Les autres, en 2017, 2019, 2022 et la dernière en 2026, avaient pour objectif de renverser la République islamique. Le soulèvement de 2022, connu sous le nom de mouvement Femme, vie, liberté, a retenu le plus l'attention du monde entier car il était mené par des femmes brûlant leurs foulards et comportait un fort contenu émancipateur. Il a mobilisé des militant-es syndicales/syndicaux et des jeunes, ainsi que des minorités nationales telles que les Kurdes, les Baloutches et les Arabes. La dernière vague de manifestations populaires, en 2026, a rassemblé plus d'un million de personnes à travers le pays et a été réprimée de la manière la plus brutale qui soit. En l'espace de trois jours, en janvier 2026, le gouvernement a tué au moins 7 000 personnes, voire 20 000 ou plus.

L'Iran affiche le taux d'exécutions le plus élevé au monde après la Chine et compte de nombreuses et nombreux prisonniers politiques.

Le régime iranien s'est également servi de son discours anti-impérialisme américain et anti-Israël pour écraser l'opposition

progressiste dans les pays où il exerce son influence.

Le projet impérialiste régional de l'Iran a débuté au début des années 1980 avec son rôle dans la création du Hezbollah au Liban, puis ses interventions en Irak, en Syrie et au Yémen. Dans le cas de la Syrie, il a soutenu pendant 13 ans le régime brutal de Bachar al-Assad en envoyant des troupes terrestres et en écrasant le soulèvement syrien avec l'aide de la Russie. Il a dépensé des milliards pour financer le Hezbollah, le Hamas et les milices chiites en Irak et en Syrie. Son soutien aux Palestiniens se limite à la promotion de ses propres ambitions régionales et n'inclut ni la démocratie ni les droits humains pour le peuple palestinien. Ces dernières années, il a vendu des drones et des missiles à la Russie pour la guerre impérialiste de cette dernière contre l'Ukraine. Il a également soutenu une faction de l'armée soudanaise dans la guerre civile soudanaise. Il soutient actuellement les talibans tout en encourageant la haine contre les réfugiés afghans en Iran.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a été fondé par l'ayatollah Khomeini en tant qu'armée distincte de l'armée régulière. Après la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988, un conflit sanglant et destructeur de huit ans au cours duquel plus d'un million de personnes ont été tuées ou blessées, le CGRI s'est développé et est devenu le plus grand détenteur de capitaux et investisseur d'Iran, ainsi que l'incarnation de l'unité du parti, de l'armée et de l'État. Il compte 180 000 gardes et fait partie de l'armée et des forces de police iraniennes, qui totalisent 1,5 million d'effectifs. L'Iran possède la 8<sup>e</sup> armée la plus importante au monde.

Le CGRI a consacré une somme inconnue au programme nucléaire iranien. En juin 2025, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a annoncé que l'Iran disposait de suffisamment d'uranium enrichi à 60 % pour fabriquer dix bombes. Après la guerre destructrice et illégale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran en juin 2025, cette capacité nucléaire a été gravement affaiblie.

En ce qui concerne les États-Unis et Israël, il ne fait aucun doute qu'ils poursuivent leurs ambitions impérialistes brutales dans la région. Le gouvernement Netanyahu veut écraser la lutte palestinienne pour

l'indépendance et massacrer le peuple palestinien. Le gouvernement Netanyahu s'oppose également à tous/toutes les Juifs/Juives israéliennes qui croient en une coexistence pacifique entre Juifs/Juives et Palestiniens fondée sur l'égalité.

Washington a toujours soutenu l'ancien régime monarchique iranien. Les États-Unis sont également responsables des invasions ultérieures de l'Afghanistan et de l'Irak dans la région, qui ont causé la mort et blessé des millions de personnes.

Les États-Unis et Israël se sont tous deux orientés vers le fascisme. Aux États-Unis, avec le deuxième mandat de Trump, nous avons un gouvernement fasciste qui contrôle la présidence, le Congrès et la Cour suprême. Lorsque je parle de fascisme, je me réfère à la définition de Robert Paxton dans *L'Anatomie du fascisme*. Les caractéristiques distinctives du régime fasciste sont le rejet massif de la raison et de la logique, l'adhésion massive au darwinisme social ou à la croyance en la supériorité de sa propre nation ou race, et la soi-disant «loi du plus fort». Le régime fasciste a également besoin de la complicité des élites qui s'y soumettent. Le nationalisme extrême et le racisme fascistes s'expriment dans un processus de «purification» interne consistant à diaboliser, déshumaniser, emprisonner et tuer les membres d'un ou de plusieurs groupes considérés comme l'«Autre» ou l'«ennemi intérieur». Ce processus va de pair avec l'expansion impérialiste/la guerre à l'extérieur, la misogynie, la désinformation, l'effacement de l'histoire et le pouvoir d'un homme fort. À l'aune de ces critères, en Israël aussi, le gouvernement Netanyahu est dirigé par des fascistes.

Les États-Unis et Israël souhaitent tous deux collaborer avec les États du Golfe et la Turquie pour remodeler le Moyen-Orient en une entité capitaliste totalement autoritaire, sans même faire semblant de respecter la démocratie ou les droits humains.

L'administration Trump pensait qu'elle bombarderait l'Iran pendant quelques jours et conclurait un accord avec une partie du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) afin d'instaurer un régime docile en Iran. Le CGRI, cependant, planifie des attaques de représailles depuis de nombreuses années et mise sur l'affaiblissement des États-Unis et d'Israël en prolongeant la



guerre. Il compte également sur un monde multipolaire où la Russie et la Chine renforcent leur puissance impérialiste.

Pour la Russie, qui est un État fasciste et impérialiste, l'Iran est un État allié auquel elle vend des centrales nucléaires et des armes, et dont elle obtient des missiles, des drones et des services pour promouvoir la désinformation et la terreur à travers le monde.

Pour l'impérialisme capitaliste chinois, l'Iran est une source de pétrole, de produits pétrochimiques et de minerais bon marché, ainsi qu'un allié autoritaire. La Chine et l'Iran ont signé en 2021 un accord de 25 ans en vertu duquel la Chine obtient pour 400 milliards de dollars de pétrole iranien à un prix fortement réduit en échange de la construction d'installations pétrolières et gazières et d'autres infrastructures pour l'Iran.

Au vu de la doctrine stratégique de l'administration Trump, de son alliance ouverte avec Poutine dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et de son indifférence actuelle face à une éventuelle invasion chinoise de Taïwan, il semble que ces trois superpuissances soient pour l'instant parvenues à un accord sur leurs sphères d'influence. Cela ne signifie pas pour autant que ces sphères d'influence soient éternelles. Le capitalisme n'est pas un système stable. Il s'agit de pôles de capital qui se font concurrence pour l'extraction et l'accumulation de valeur monétaire à

partir des êtres humains et de la nature, et qui s'engagent dans des guerres de plus en plus destructrices au cours de ce processus.

Une guerre en cours au Moyen-Orient, qui absorbe les ressources militaires et autres des États-Unis et les affaiblit, est également tout à fait dans l'intérêt de la Russie et de la Chine, qui se concentrent sur leurs propres projets impérialistes et l'exploitation capitaliste de leurs sujets.

Face à cette réalité, il est essentiel de bien comprendre les acquis, les limites et les possibilités des forces progressistes en Iran.

### **Réalisations, limites et perspectives des forces progressistes en Iran**

La réalisation la plus importante a été le mouvement Femmes, Vie, Liberté de 2022, qui a formulé des revendications émancipatrices explicites concernant les femmes, le travail, l'éducation et les droits des minorités opprimées. Ce mouvement a été brutalement réprimé, avec 20 000 arrestations et l'assassinat de plus de 500 participant·es.

Au cours des vingt dernières années, nous avons assisté à la montée d'une organisation syndicale indépendante en Iran parmi les travailleurs/travailleuses du secteur pétrolier et pétrochimique sous contrat temporaire, les travailleurs/travailleuses de la canne à sucre, les chauffeurs de bus, les enseignant·es et les infirmières.

Les femmes représentent 60 % des diplômées de l'enseignement supérieur et défendent avec force leurs droits, bien qu'elles vivent sous un gouvernement autoritaire et fondamentaliste religieux et ne détiennent qu'une part de 16 % dans l'économie officielle.

Les prisonnier-es politiques s'organisent à l'intérieur des prisons et rédigent des lettres et des manifestes.

Les intellectuel·les iraniens ont produit diverses traductions d'ouvrages clés sur la philosophie et la critique de l'économie politique, tels que les *Manuscrits économiques et philosophiques de 1844* et *Le Capital* de Marx dans une nouvelle traduction, ainsi que certains ouvrages importants sur le féminisme. D'autres ouvrages importants sur l'histoire, la sociologie, la politique, les relations entre les sexes et les droits des minorités en Iran ont été rédigés par divers-es intellectuel·les, en particulier à l'étranger où elles et ils disposaient de plus de ressources et de liberté.

Parmi les principales limites des progressistes iraniens, on peut citer les suivantes :

- le nationalisme persan s'oppose à toute tentative visant à proposer un projet de reconnaissance et de codification des droits des minorités nationales à l'usage de leur langue et à l'exploitation de leurs ressources naturelles ;

- le patriarcat et la misogynie continuent d'entraîner des taux élevés de féminicides, de violences sexistes et d'abus ;

- la gauche iranienne réduit principalement le concept de socialisme au contrôle étatique de la propriété, sans chercher à s'attaquer à l'aliénation inhérente au mode de production capitaliste lui-même. Elle en reste donc à prôner simplement le remplacement de la propriété privée par la propriété d'État.

Beaucoup de membres de la gauche continuent de réduire l'impérialisme à l'impérialisme occidental uniquement, et refusent d'accorder une attention égale à l'impérialisme russe et chinois, ainsi qu'aux interventions impérialistes régionales menées par le gouvernement iranien lui-même au cours des quatre dernières décennies.

Compte tenu de ces limites, diverses entités rétrogrades ont séduit les masses iraniennes, notamment en recourant à la désinformation sur les réseaux sociaux et les

chaînes de télévision par satellite. Ainsi, lors du soulèvement de janvier 2026, alors que plus de 7 000 mort-es avaient été confirmés par le régime, de nombreuses personnes, même parmi la classe ouvrière, scandaient des slogans monarchistes et appelaient Reza Pahlavi, le fils du roi déchu, à revenir en Iran pour leur apporter la prospérité. Certaines personnalités intellectuelles progressistes de premier plan, y compris des féministes, ont également déclaré leur alliance avec Reza Pahlavi. Reza Pahlavi, quant à lui, n'a pas seulement soutenu l'invasion militaire américaine et israélienne. Il appelle également depuis plusieurs années le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) à se joindre à lui en échange d'une grâce totale et d'une pleine participation au nouveau régime.

Cinq partis kurdes ont récemment formé une coalition afin de se préparer à la chute du régime. Bien qu'on ignore s'ils envisagent ou non de combattre aux côtés des forces américaines et israéliennes, il est évident qu'ils sont profondément déçus par la prédominance du nationalisme persan dans la société iranienne.

L'Iran compte des intellectuel·les courageuses/courageux et engagé·es dont on n'a pas entendu parler récemment, car elles et ils sont soit en prison, soit assigné·es à résidence, soit en permission de sortie ou en liberté conditionnelle. La plus notable est Nasrin Sotoudeh, une avocate féministe spécialisée dans les droits humains qui est prisonnière politique depuis de nombreuses années et se trouve actuellement en liberté conditionnelle. Pakhshan Azizi, militante kurde iranienne pour les droits des femmes, risque toujours la peine de mort et dénonce ouvertement le régime ainsi que l'intervention militaire américaine. Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, est une autre militante féministe qui est pour l'instant réduite au silence en prison.

Compte tenu de la guerre brutale et croissante qui sévit actuellement, ainsi que de ces problèmes réels au sein de la société iranienne et de la région, que peuvent faire aujourd'hui les progressistes internationaux ?

## Que peuvent faire les progressistes internationaux aujourd'hui ?

1) Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour mettre fin à cette guerre. Sensibilisez, exprimez-vous, manifestez, faites pression sur vos représentant·es gouvernementaux et sur les intellectuel·les indépendant·es. Aux États-Unis, l'opinion publique est actuellement à 60 % contre cette guerre. La plupart des personnes ne veulent pas envoyer leurs enfants se battre au Moyen-Orient. La moitié de la population adulte s'oppose aux attaques de l'administration Trump contre des immigrant·es innocent·es, ainsi qu'à leur détention et à leur expulsion. Il existe également une grande colère face à la manière dont des hommes pour la plupart riches, dont Trump, d'autres politiciens et même des universitaires, ont collaboré avec le réseau de feu Jeffrey Epstein et en ont tiré profit pour le trafic de femmes et de filles à des fins de viol et d'abus sexuels. Toutes ces questions doivent être abordées pour formuler un message antiguerre.

2) Tendez la main aux progressistes du Moyen-Orient ou aux progressistes originaires du Moyen-Orient vivant à l'étranger. Ne vous limitez pas à ne parler que d'une seule lutte ou d'un seul pays du Moyen-Orient.

3) Opposez-vous au «campisme», prenez clairement position contre toutes les puissances capitalistes-impérialistes mondiales et régionales et défendez les droits et l'humanité des peuples que ces puissances oppriment.

4) Aborder les questions clés qui freinent nos luttes : la discrimination raciale et ethnique, le patriarcat, l'exploitation capitaliste et l'aliénation capitaliste.

Source : *Zabalaza for Socialism* (Afrique du Sud) et *New Politics* (New York) 18 mars 2026. Traduction DE.

---

Frieda Afary est irano-américaine. Traductrice, elle a publié *Socialist Feminism: A New Approach* (Pluto Press, 2022). Elle publie un blog consacré à l'Iran, *Iranian Progressives in Translation*.



# Le capitalisme politique iranien et les hésitations de la gauche occidentale : une révolte filtrée par l'idéologie

Sepehr Haghighi

Le « capitalisme politique » iranien fusionne souveraineté et accumulation, alimentant des révoltes récurrentes. Les sanctions et la répression créent un brouillard épistémique, tandis que le campisme et l'activisme « sans levier » étouffent la solidarité de la gauche occidentale et méconnaissent l'agentivité des soulèvements.

15

Les vagues récurrentes de révolte en Iran sont souvent décrites comme une succession de « crises » sans lien entre elles : un choc économique ici, un point chaud culturel là, une explosion de colère qui « s'apaise » ensuite. Ce cadre ne tient pas compte de la continuité. Depuis des décennies, les Iraniennes vivent dans un ordre politico-économique où le pouvoir n'est pas seulement politique, mais aussi une condition préalable à l'accumulation, à la sécurité et à la survie sociale. Lorsqu'un État coercitif et idéologique se heurte à une précarité croissante, il en résulte non pas un soulèvement unique, mais un cycle répété de protestations, de répression meurtrière, d'épuisement, de réorganisation et de nouvelles protestations. Cet essai traite de l'économie politique comme d'un contexte nécessaire, mais il se concentre principalement sur une deuxième énigme : pourquoi certains courants campistes de la gauche anglophone se sont montrés prudents, discrets ou ambivalents face à la répression de masse.

## **Accumulation axée sur le pouvoir, rente, sanctions et crise comme clientélisme**

La nature de l'économie politique iranienne constitue un point de départ utile. L'Iran n'est pas simplement une société

capitaliste dotée d'un État autoritaire, ni une « économie corrompue ». Il se rapproche davantage de ce que les théoricien·nes décrivent comme le capitalisme politique : un régime d'accumulation dans lequel l'accès à la richesse, la sécurité des investissements et les privilèges commerciaux sont structurellement subordonnés à la proximité avec les lieux de souveraineté et de coercition. Dans ce type de système, l'accumulation ne génère pas de manière fiable le pouvoir ; c'est le pouvoir qui génère l'accumulation. Les travaux de [Mehrdad Vahabi](#) (2017 et 2022) sont particulièrement utiles ici, car ils traitent la coercition et la protection non pas comme des « distorsions » externes de l'économie, mais comme des mécanismes constitutifs à travers lesquels les ressources sont appropriées et coordonnées – ce qu'il qualifie de « capitalisme politique islamique » dans l'Iran contemporain.

La dynamique rentière est au cœur de ce système. Le pétrole et d'autres rentes affaiblissent la dépendance de l'État vis-à-vis de la société et font de la coercition un substitut plus viable au consentement que dans les États dépendants des impôts, même si les conditions de vie quotidiennes se détériorent. Dans la vague de protestations actuelle, le rapport d'[Amnesty](#) situe l'éruption initiale du 28 décembre 2025 dans un contexte de forte chute de la monnaie, d'inflation et de détérioration des conditions de vie, décrivant la rapidité avec laquelle les griefs économiques peuvent se transformer en révolte directe contre le régime.

Les sanctions interagissent alors avec cette structure d'une manière que les débats moralisateurs occidentaux ont souvent tendance à simplifier à l'excès. Quelle que soit

l'opinion que l'on ait des raisons invoquées en matière de politique étrangère pour justifier les sanctions, l'économie politique des sanctions tend à accroître l'opacité, la rareté et l'arbitraire. Lorsque le commerce et la finance formels se restreignent, les canaux «parallèles» prennent de la valeur; les acteurs/actrices bénéficiant d'une couverture institutionnelle, d'une protection coercitive ou d'un accès aux renseignements sont structurellement avantagés pour les exploiter. Dans ces conditions, la gestion de crise peut se transformer en clientélisme. La pénurie n'est pas seulement endurée, elle est administrée, et cette administration devient une opportunité pour des réseaux connectés de tirer profit de la situation. Un détail politique spécifique (règles d'échange «un pour un», etc.) n'est pas nécessaire pour que cette logique s'applique; ce qui importe, c'est que l'accès contrôlé aux devises fortes, aux autorisations d'importation et à la logistique protégée devienne le terrain où la proximité politique se transforme en avantage matériel.

Enfin, la répression et le contrôle de l'information ne sont pas des ajouts; ils font partie intégrante de la manière dont le système survit aux chocs de légitimité. Human Rights Watch a documenté comment la coupure nationale d'Internet lors de la vague actuelle a dissimulé l'ampleur des meurtres et des détentions massives, précisément en dégradant la documentation et la communication (Human Rights Watch, 2026). Les exposés de l'ONU ont également souligné la nécessité d'enquêtes indépendantes sur les meurtres et ont mis en garde contre la dynamique d'escalade autour des manifestations (Nations unies, 2026; Office des Nations unies à Genève, 2026). Le point essentiel pour la suite est que la répression n'est pas seulement de la violence; c'est aussi un contrôle épistémique, un environnement d'incertitude contrôlé.

Tel est le contexte. La question est de savoir comment cette réalité est reconnue de manière sélective – ou non – par certaines parties de la gauche occidentale.

### **Ce qui circule déjà au sujet de l'hésitation de la gauche**

Plusieurs explications ont déjà été avancées par des journalistes et des auteurs/autrices de gauche.

L'une d'elles est le «campisme»: une forme d'anti-impérialisme qui réduit la politique à un seul axe où la puissance occidentale est toujours l'actrice principale et où les régimes non occidentaux sont principalement considérés comme réactifs. Dans ce modèle, les luttes populaires contre les États autoritaires non occidentaux peuvent devenir suspectes à moins qu'elles ne puissent être recodées comme une résistance anti-occidentale. Le reportage de Beckerman (2026) décrit comment cela peut dégénérer en insinuations selon lesquelles les manifestations sont essentiellement des opérations de «changement de régime» orchestrées par des puissances étrangères plutôt que des révoltes endogènes.

Une deuxième crainte est celle de l'instrumentalisation de la guerre. Compte tenu des exemples de l'Irak et de la Libye, de nombreuses et nombreux acteurs de gauche se méfient de tout discours susceptible d'être intégré dans des programmes interventionnistes. Les exposés de l'ONU pendant la crise actuelle, qui font explicitement référence au risque d'escalade, rendent cette préoccupation compréhensible (Bureau des Nations unies à Genève, 2026; Nations unies, 2026). Mais une crainte compréhensible peut toujours servir de justification à la non-intervention: passer de «s'opposer à l'intervention» (une position cohérente) à «éviter de parler de répression massive» (un choix qui a des conséquences).

Le troisième facteur est la concurrence entre les différents enjeux, en particulier dans le contexte de Gaza. Beckerman rapporte une logique qui fonctionne comme un raccourci pratique. Ici, les militant·es se mobilisent lorsqu'il existe un levier politique national clair (par exemple, les transferts d'armes), tandis que l'Iran est considéré comme déjà «couvert» par les sanctions, ne laissant «aucun levier» et donc aucune campagne (Beckerman, 2026). C'est là que la critique peut aller au-delà de l'hypocrisie: elle souligne un changement structurel dans ce que devient l'«internationalisme» dans la pratique.

Enfin, le quatrième facteur est la fragmentation organisationnelle induite par la répression, ce qui signifie que le soulèvement est souvent perçu à l'étranger à travers des acteurs/actrices de la diaspora disproportionnellement visibles et une image de marque



géopolitiquement lisible. Cela peut faciliter la méconnaissance de la révolte comme étant «de droite» ou comme un «théâtre de changement de régime» - et donc faciliter pour certains anti-impérialistes de la traiter comme «contaminée» et de s'en retirer (Bekerman, 2026).

Il s'agit là de dynamiques réelles, qui expliquent beaucoup de choses. Mais énumérées séparément, elles peuvent occulter la manière dont elles se renforcent mutuellement, en particulier dans des conditions de brouillard épistémique et de capture des représentations.

Cet essai s'efforce de synthétiser la manière dont ces raisons peuvent devenir un système, comment le silence (ou la restriction de la parole) émerge comme le résultat de conditions politico-économiques et discursives interdépendantes.

### **Rentes de représentation : une économie politique de la narration**

Tout d'abord, il existe une économie politique de l'attention et de la représentation qui est parallèle à l'économie politique de l'accumulation à l'intérieur de l'Iran. Tout comme les initié-es peuvent contrôler l'accès

économique grâce à une proximité coercitive, la narration externe peut être dominée par celles et ceux qui ont accès aux médias, aux réseaux institutionnels et à une image géopolitique reconnaissable. Lorsque la «fenêtre» internationale par défaut sur un soulèvement est produite par des fractions de la diaspora très visibles, en particulier celles qui apparaissent aux médias occidentaux comme bellicistes, monarchistes ou alignées sur des projets géopolitiques conservateurs, la révolte est plus facilement méconnue par les étranger-es comme étant «de droite» ou comme un «théâtre de changement de régime».

Ce qui importe ici, ce n'est pas seulement l'optique, mais aussi la structure. Certains des projets les plus visibles de la diaspora ne se contentent pas de s'opposer à l'ordre politico-capitaliste existant; ils peuvent finir par refléter sa disposition sous-jacente envers le pouvoir et l'«ordre»: une préférence pour les solutions descendantes, la permutation des élites, une gouvernance axée sur la sécurité et une politique qui traite la société comme un objet à gérer plutôt que comme une agente collective à organiser. En ce sens, la différence peut ressembler à un changement de personnel ou de symbolisme, tandis

que la logique sous-jacente – la politique comme accès, protection et contrôle – reste compatible avec le modèle politico-capitaliste même auquel s’oppose le soulèvement (Vahabi, 2022). C’est l’une des raisons pour lesquelles le problème de la représentation n’est pas superficiel : lorsque des « représentant·es » externes reproduisent des habitudes de pouvoir familières, il devient plus facile pour les personnes extérieures de confondre la révolte elle-même avec une simple rotation des élites plutôt qu’avec une rupture avec le régime d’accumulation coercitif qui a produit la révolte au départ (Beckerman, 2026).

### **Brouillard épistémique : quand l’incertitude récompense les *a priori***

Deuxièmement, les sanctions et la répression créent un environnement épistémique qui amplifie le filtrage idéologique. Les sanctions renforcent l’opacité et encouragent les voies de contournement ; la répression accentue les conditions de *black-out*, la peur et la rareté des documents. Ensemble, elles nuisent à la vérification et augmentent les gains liés aux *a priori* préexistants. Si l’on interprète déjà la dissidence non occidentale à travers un scénario orchestré par l’étranger, un environnement informationnel nébuleux peut faciliter le maintien de cette hypothèse préalable, car moins de signaux crédibles parviennent à traverser le *black-out*.

Ici, la dynamique politique et capitaliste interne (pénurie, clientélisme, coercition) et la dynamique discursive externe (cadrage conspirationniste, peur de l’instrumentalisation de la guerre) ne sont pas des voies distinctes. Elles peuvent se renforcer mutuellement. Le rapport de Human Rights Watch sur le *black-out* Internet souligne que les restrictions en matière de communication ont dissimulé l’ampleur réelle des atrocités ; cette dissimulation n’est pas seulement une urgence en matière de droits humains, c’est aussi une condition épistémique qui permet aux modèles idéologiques de prendre le pas sur les preuves (Human Rights Watch, 2026). Il en résulte une politique d’interprétation où l’« incertitude » ne conduit pas nécessairement à une solidarité prudente, mais peut conduire à la suspicion et au retrait.

Un élément connexe (et peu discuté) est la manière dont la prudence institutionnelle

peut involontairement renforcer la dépolitisation. Lorsque les organismes internationaux mettent l’accent sur les contraintes de vérification – et ils doivent le faire –, ils façonnent également l’environnement de signalisation pour les militant·es qui considèrent le langage institutionnel comme le seuil de « ce qui est réel ». Les exposés de l’ONU qui insistent sur la nécessité d’une enquête indépendante et mettent en garde contre une escalade sont essentiels, mais dans une économie de l’attention polarisée, ils peuvent être perçus non pas comme un appel à la solidarité dans l’incertitude, mais comme une permission de reporter la clarté morale jusqu’à ce qu’un moment parfait pour apporter des preuves se présente (Nations unies, 2026 ; Office des Nations unies à Genève, 2026). Ce report est en soi un effet politique de la répression.

### **Internationalisme domestiqué : la solidarité comme lobbying national**

Troisièmement, la logique du « levier politique » n’est pas seulement une excuse pragmatique ; elle signale une domestication de l’internationalisme. Dans ce mode, la solidarité est moins considérée comme un engagement de principe envers les personnes victimes de répression que comme une forme de lobbying national : on se mobilise lorsque son propre État a un rôle évident et immédiat à jouer et lorsqu’il existe une revendication claire qui peut se traduire en pression. Beckerman rapporte également ce raisonnement dans le cas de l’Iran : comme les États occidentaux ont déjà sanctionné l’Iran, il n’y a pas de « demande » supplémentaire et donc pas de campagne (Beckerman, 2026). Le changement est ici évident. L’attention est moins organisée autour de la question « qui est abattu·e, emprisonné·e, disparu·e ? » qu’autour de « que puis-je exiger de mon gouvernement cette semaine ? ».

Il convient d’ajouter que cela ne réduit pas seulement la mobilisation, mais peut également normaliser le silence en transformant la politique punitive de l’État en substitut à la solidarité. Si les sanctions sont considérées comme la « mesure » par défaut, les militant·es peuvent se retrancher derrière l’idée que « quelque chose est déjà fait », même si les sanctions et la répression renforcent ensemble l’opacité et la pénurie, et même si

les conditions de *black-out* rendent la responsabilisation plus difficile. En ce sens, la posture «sans levier» peut s'inscrire dans le problème plus large de la méconnaissance. Plutôt que d'amplifier une révolte endogène contre un ordre politico-capitaliste coercitif, l'attention est redirigée vers une posture politique préexistante qui est politiquement difficile à remettre en question et facilement absorbée dans un cadre interventionniste. Le résultat est paradoxal. La même posture de sanctions qui est censée «faire quelque chose» peut devenir une justification pour ne pas faire la seule chose que la solidarité peut faire sous la répression : s'aligner publiquement avec les victimes et amplifier leur pouvoir d'action.

### **Le cadre de la «révolution colorée» : au-delà du silence**

Au-delà du silence, il existe une démarche plus corrosive : recoder la révolte iranienne comme une «révolution colorée». Il ne s'agit pas simplement d'hésitation, mais d'une délégitimation active. Cela transforme la dissidence de masse en un scénario écrit de l'extérieur et traite la répression comme une réaction défensive à la manipulation étrangère. Les critiques de *Left Renewal* à l'égard des réponses partisans aux manifestations actuelles décrivent cette démarche : le réflexe de qualifier la révolte de «révolution colorée» plutôt que de la considérer comme une politique venue d'en bas, produite par la crise matérielle et la violence étatique (Chapel, 2026 ; Shahabi, 2026).

Ce cadrage est important car il peut inverser les responsabilités. Non seulement il ne dit rien, mais il nie l'action des insurgé-es et rejoint le discours du régime sur les «instigateurs/instigatrices étranger-es». De plus, il ne s'agit pas d'une idée idiosyncrasique confinée à une sous-culture. Dépeindre les manifestations comme des «révolutions colorées» orchestrées depuis l'étranger est un trope de désinformation largement documenté utilisé pour délégitimer les mouvements populaires. EUvsDisinfo a répertorié ce discours récurrent dans différents contextes : les manifestations sont présentées comme des «révolutions colorées» provoquées par l'Occident afin d'effacer les griefs locaux et de préformer l'espace informationnel contre la dissidence (EUvsDisinfo, 2020).

Le point logique crucial est que le soutien opportuniste des buses n'implique pas qu'ils en soient les auteurs. Le fait que des acteurs/actrices extérieur-es puissent tenter d'instrumentaliser un soulèvement ne fait pas de ce soulèvement un spectacle de marionnettes. Considérer l'opportunisme comme une preuve d'orchestration, c'est précisément la manière dont les modèles idéologiques prennent le pas sur la réalité.

### **Ce que la synthèse ajoute, et pourquoi c'est important**

Une fois assemblé, le mécanisme se présente comme suit : la capture représentative donne l'impression que la révolte est «appropriée» sur le plan géopolitique ; le brouillard épistémique rend les preuves plus difficiles à stabiliser ; l'internationalisme domestiqué dépriorise les luttes sans leviers nationaux clairs ; et le trope de la «révolution colorée» offre une issue toute faite qui transforme l'incertitude en rejet. Dans ces conditions, le silence n'est pas seulement de l'hypocrisie. C'est le résultat émergent d'une économie de l'attention fonctionnant sous un brouillard épistémique, où la loyauté narrative remplace la recherche, et où la réalité est contrainte de se conformer à l'histoire que l'écosystème sait déjà raconter.

Ici, le problème n'est pas seulement la «mauvaise foi», mais une méconnaissance systématique dans laquelle une partie de la gauche adapte des réalités complexes à des récits préexistants, car l'alternative – avoir deux opinions à la fois, s'opposer à l'intervention impériale tout en reconnaissant la révolte contre la tyrannie non occidentale – exige un travail analytique et politique plus important que ne le permet le modèle. Sous le brouillard épistémique et le bruit des représentations, ces modèles deviennent des paramètres par défaut. Ils ne se contentent pas d'interpréter les événements, ils décident à l'avance quels types d'action peuvent être reconnus comme légitimes.

Il en découle une implication pratique : si la capture des représentations, le brouillard épistémique et le raisonnement «sans levier» affaiblissent conjointement la solidarité, alors la contre-mesure la plus durable n'est pas un meilleur slogan, mais des institutions intermédiaires plus solidement enracinées – des réseaux de la société civile

capables de corroborer les affirmations dans des conditions de *black-out*, de préserver les preuves et d'élargir l'éventail des voix crédibles qui façonnent la «fenêtre» internationale sur les événements. Ce type d'infrastructure réduit le brouillard, résiste à la dérive vers un internationalisme de lobbying national en donnant à la solidarité une forme organisationnelle transnationale et un pouvoir de négociation, et dilue les rentes représentatives en rendant plus difficile pour un projet de marque de diaspora unique de se substituer à une révolte hétérogène (Human Rights Watch, 2026 ; Center for Human Rights in Iran, 2026 ; Sabet, 2026).

Une alternative fondée sur des principes n'est pas compliquée, mais elle est exigeante : s'opposer à l'intervention et aux punitions collectives tout en insistant sur la solidarité avec la révolte venue d'en bas ; refuser l'apologie du régime sans alimenter le discours islamophobe ; rejeter l'emprise de la diaspora sans laisser la visibilité de celle-ci annuler l'action de millions de personnes. La tâche éthique et analytique consiste à faire la synthèse, ce à quoi le campisme a tendance à s'opposer.

Source : [Radio Zamanet.com](https://www.radiozamanet.com), 30 janvier 2026. Traduit par DE

---

Installé en Norvège, [Sepehr Haghighi](https://sepehrhaghighi.com/) est musicien et ingénieur du son : <https://sepehrhaghighi.com/published-work>.



# Ni turban ni couronne, mais femme, vie, liberté

## Maryam Namazie

21

Une nouvelle vague de protestations s'est répandue à travers l'Iran depuis le 28 décembre 2025. Initialement déclenchée par un effondrement économique aigu (chute libre de la monnaie, forte hausse des prix des produits de première nécessité et retour de la pénurie), elle s'est rapidement transformée en une vague de manifestations ouvertement anti-régime, comme cela avait été le cas lors des soulèvements précédents. L'inflation, le chômage et les pénuries sont le résultat de la corruption, des monopoles de l'État sécuritaire et de la répression comme mode de gouvernance. L'État a réagi avec son répertoire habituel : recours à la force meurtrière, arrestations massives, menaces de poursuivre les détenu·es en tant que *mohareb* («ennemi·es de Dieu») et coupures généralisées d'Internet. La coupure n'est pas fortuite ; elle vise à empêcher toute coordination, à dissimuler les meurtres et à isoler les personnes les unes des autres alors que la répression s'intensifie.

Une vidéo horrible circulant en ligne, qui aurait été prise le 8 janvier à l'extérieur du centre de médecine légale de Kahrizak, montre des rangées de corps alignés tandis que des familles recherchent leurs proches disparus, et pendant ce temps, d'autres corps arrivent par camion.

Depuis plus de deux semaines maintenant, les Iranien·nes continuent de descendre dans la rue pour réclamer la fin du régime islamique. Ces manifestations s'inscrivent dans la continuité du soulèvement de 2022 qui a suivi le meurtre de Mahsa Jina Amini, un soulèvement qui a profondément bouleversé la société iranienne. Le non-respect du port obligatoire du hijab, le mépris ouvert de l'autorité cléricale et la normalisation des

discours publics anti-régime comptent parmi ses acquis durables. Mais la révolution «Jin, Jijan, Azadi» ou «Femme, vie, liberté» n'a pas encore atteint son objectif.

Cependant, si vous suivez la plupart des médias grand public et de la diaspora, vous pourriez penser que «Femme, vie, liberté» a été remplacé par «Vive le roi» et que les revendications matérielles pour une société meilleure ont été remplacées par l'image de marque et le spectacle.

Ce schéma est terriblement familier. Lors de la révolution de 1979 contre la monarchie Pahlavi, des slogans tels qu'«Indépendance, liberté» ont été progressivement remplacés par «Indépendance, liberté, République islamique» et des chants proclamant «Ruhollah [Khomeini], tu es notre leader». La mémoire révolutionnaire a été réécrite en temps réel.

Aujourd'hui, certains médias, comme Iran International, sont allés jusqu'à renommer le soulèvement de Jina «Révolution nationale iranienne», un acte stratégique de dépolitisation qui efface son contenu féministe, classe et révolutionnaire. Ainsi, l'héritier de la dynastie Pahlavi, Reza Pahlavi – un homme soutenu par des voyous fascistes qui attaquent les opposant·es lors de manifestations à l'étranger et défendent l'ancienne police secrète du régime Pahlavi – est amplifié par des personnalités telles que Donald Trump et Benjamin Netanyahu et présenté comme l'alternative.

L'objectif est clair : détourner un processus révolutionnaire ancré dans la lutte de masse vers le fétichisme du leader et la consolidation du pouvoir par le haut. Une révolution née du courage et du sacrifice est réorientée vers une figure unique et malléable,

acceptable pour les blocs de pouvoir mondiaux et le capital.

## On se croirait revenu en 1979

Lors de la conférence de Guadeloupe cette année-là, les dirigeant-es des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne de l'Ouest ont conclu que le Shah ne pouvait être sauvé. Elles et ils craignaient l'effondrement de l'État, l'influence de la gauche et le contrôle des travailleurs/travailleuses sur le pétrole et l'industrie, et ont cherché une issue conforme aux stratégies de la guerre froide qui considéraient l'islamisme comme un rempart contre le communisme. Dans ce contexte, le transfert de Khomeini en France et son accès illimité aux médias internationaux ont contribué à présenter la révolution comme un choix binaire : le Shah ou Khomeini.

En 2026, le message est étrangement similaire : Khamenei ou le Shah. L'objectif est de renforcer la légitimité, d'écarter le slogan «Femme, vie, liberté» et d'empêcher une réorganisation révolutionnaire de la société par le bas, qui menace non seulement le pouvoir clérical, mais aussi les relations sociales répressives et l'autorité patriarcale.

Pahlavi apparaît désormais sur toutes les grandes chaînes satellite et les slogans «Vive le Shah» dominent les manifestations qui nous sont montrées. De plus en plus d'éléments indiquent que certaines images diffusées en ligne ont été manipulées pour amplifier ce discours, illustrant ainsi comment la fabrication du consentement sert à vaincre l'imagination et les possibilités politiques. Pahlavi est présenté comme un sauveur afin de restreindre l'avenir imaginable, un avenir résolument féminin.

Dans toute situation révolutionnaire, la classe dirigeante tente de préformer les résultats afin de rétablir son contrôle idéologique et de neutraliser l'émergence d'organisations et de dirigeant-es autonomes et radicaux. Le quartier des femmes de la prison d'Evin regorge de telles dirigeantes.

Le soutien apporté à Pahlavi en tant que «leader» sert un objectif précis. Il signale une évidence aux femmes et au peuple iranien qui ont osé réclamer «Femme, vie, liberté» : vous vouliez la libération, vous obtenez à la place le fils d'un dictateur. Le résultat est déjà décidé. Adaptez vos attentes.

La rapidité avec laquelle la création d'images remplace la lutte politique par le spectacle est stupéfiante, effaçant l'action collective et infantilisant les personnes en leur faisant croire qu'ils ont besoin des conseils d'une figure paternelle imposée par le haut.

---

### Le faux dilemme entre Khamenei et le Shah est conçu pour étouffer l'imagination révolutionnaire.

---

C'est ainsi que les révolutions sont vidées de leur substance afin de garantir le maintien du statu quo. La révolution ouvre un espace grâce au courage et à la lutte des masses ; les médias et les élites réduisent les options ; le leadership est imposé ; les forces populaires sont cooptées et démobilisées.

Reza Pahlavi n'est pas une préparation à la libération de l'Iran ; il est une préparation à l'endiguement de la révolution. Les révolutions ne sont pas vaincues uniquement par les balles et les matraques ; elles sont également vaincues par de faux récits et des avènements prédéterminés. Le régime islamique n'a même pas été renversé, mais les revendications fondamentales de la révolution sont déjà reportées.

Pour ceux qui sont au pouvoir, un roi dont la légitimité repose sur sa lignée et la reconnaissance étrangère est bien plus sûr que «Jin, Jiyan, Azadi», un slogan né de la lutte féministe kurde et devenu un cri de ralliement de masse à travers l'Iran pour réorganiser la société autour de la liberté des femmes, de l'amélioration matérielle et du pouvoir collectif. L'apartheid sexuel en Iran, y compris le port obligatoire du hijab, est également une politique économique. Il discipline la main-d'œuvre, dévalorise le travail des femmes et garantit des soins non rémunérés et la reproduction sociale en temps de crise. L'appel à la liberté des femmes est donc un appel à la libération de tous et toutes.

Le choix binaire «Khamenei ou Pahlavi» ne reflète pas cette réalité ; il est imposé pour empêcher la consolidation d'alternatives révolutionnaires. Une fois que les gens acceptent qu'il ne peut y avoir qu'une seule alternative, la révolution est déjà contenue. Une fois le *leadership* imposé, la répression des femmes, des personnes LGBT, des

libres-penseurs/penseuses, des militant-es de gauche et des travailleurs/travailleuses peut être justifiée comme nécessaire pour «protéger la transition». Une révolution qui confie le pouvoir à des personnalités choisies par le haut renonce à ses espoirs, à ses revendications et à son avenir. C'est ainsi que les révolutions sont vaincues.

Que pouvons-nous faire pour défendre notre révolution «Femme, vie, liberté» lorsque ceux qui détiennent le pouvoir prétendent en avoir déjà décidé l'issue ?

Une défense éprouvée consiste à insister sur des revendications minimales non négociables : liberté d'organisation et droit de grève ; libération des prisonniers politiques ; abolition immédiate des exécutions et de la torture ; droits et égalité des femmes et des personnes LGBT ; laïcité ; abolition des lois et institutions patriarcales et religieuses ; démantèlement des organes coercitifs sous le contrôle populaire ; liberté d'expression et de conscience ; protection des secteurs stratégiques contre la privatisation ; contrôle des prix et des loyers des produits de première nécessité ; garanties salariales ; protection sociale et soins de santé. (Voir, par exemple, [la Charte Femme, vie, liberté](#).) Ces revendications nécessitent une organisation par le biais d'assemblées de quartier, de comités sur les lieux de travail, de coordination des grèves et de représentant-es révocables ancrés dans la lutte.

Le piège classique consiste à faire passer les élections avant les droits des femmes et la justice sociale. Sans garanties contraignantes, les élections deviennent un moyen de fermer les ouvertures révolutionnaires, et non d'exprimer la volonté populaire.

La révolution au Rojava, au Kurdistan syrien, offre des leçons essentielles pour résister à ce piège. Cette révolution a été jugée dangereuse précisément parce qu'elle a réorganisé concrètement le pouvoir autour des femmes grâce à des structures autonomes féminines, à un leadership partagé et à des systèmes intégrés de défense et d'auto-organisation.

Dans les moments révolutionnaires, les femmes sont célébrées comme des figures courageuses dans la rue ; leur répression devient un moteur moral. Mais lorsqu'il s'agit du pouvoir, l'autorité est toujours masculinisée. L'ascension de Reza Pahlavi n'est pas

uniquement due à une nostalgie illusoire de la monarchie. Il s'agit de restaurer l'autorité masculine, de neutraliser la politique de classe et de supprimer l'autonomie révolutionnaire des femmes.

L'histoire ne se répète pas par hasard. Elle se répète à travers des interventions, le changement de nom des luttes, le report des revendications de libération et les changements de régime imposés par le haut.

«Femme, vie, liberté» est un défi concret à la manière dont le pouvoir est organisé en Iran, dont le travail est discipliné, dont la reproduction sociale est imposée, dont l'obéissance est garantie par la loi patriarcale et la violence. C'est précisément pour cette raison qu'il est remplacé par le nationalisme «Homme, nation, prospérité», par le Shah, par le fantasme d'un sauveur. Le passage du programme à la personnalité, des revendications aux marques, n'est pas neutre. Il s'agit d'un mécanisme conçu pour mettre fin à une révolution menée par des femmes.

La tâche historique qui nous attend n'est pas de choisir entre le turban et la couronne, mais d'empêcher que la révolution de Jina ne soit ensevelie sous de fausses fatalités. Cette révolution ne survivra que si son sens est défendu : contre les rois, contre les religieux, contre les sectes comme l'Organisation des Moudjahidine du peuple iranien, contre les futurs fabriqués par les médias et contre toute exigence que les femmes et les gens attendent leur tour. Il n'y a pas de libération qui vienne plus tard. Il n'y a pas de liberté qui vienne d'en haut.

---

**Ni turban ni couronne ! Ni religieux ni roi ! Jin, Jiyan, Azadi !**

---

Source : [The Freethinker](#), 12 janvier 2026.  
Traduction DE.

---

**Maryam Namazie est une militante politique, activiste et blogueuse.**

## Remettre Bread and Roses TV à l'antenne

Partout en Iran et au sein de la diaspora mondiale, des personnes ont tout risqué pour «Femme, Vie et Liberté», réclamant une société fondée sur les droits, l'égalité et la dignité humaine.

Aujourd'hui, ces aspirations font face à une pression renouvelée. Les forces autoritaires, qu'elles se drapent dans la religion ou s'enveloppent de drapeaux nationalistes, se font de plus en plus entendre, tandis que les voix progressistes, féministes et laïques sont reléguées en marge.

Partout dans le monde, l'espace dédié à la libre pensée, à la laïcité et au débat ouvert est soumis à une pression croissante. Les médias indépendants, capables de contester le pouvoir, de défendre les droits et de donner une voix à la dissidence, n'ont jamais été aussi essentiels.

Bread and Roses TV, animée par Maryam Nazmie et Fariborz Pooya, s'apprête à reprendre ses émissions à partir de mai 2026 en persan et en anglais, offrant ainsi une plateforme pour un débat ouvert et une discussion critique.

Pour revenir à une diffusion entièrement indépendante, y compris par satellite vers l'Iran et dans toute la région, nous devons collecter 10 000 livres sterling d'ici le 30 avril.

Ces fonds permettront de couvrir les frais de diffusion par satellites indispensables pour une année, ainsi que le matériel et les logiciels de studio.

Sans ce financement, Bread and Roses TV ne pourra pas reprendre ses émissions.

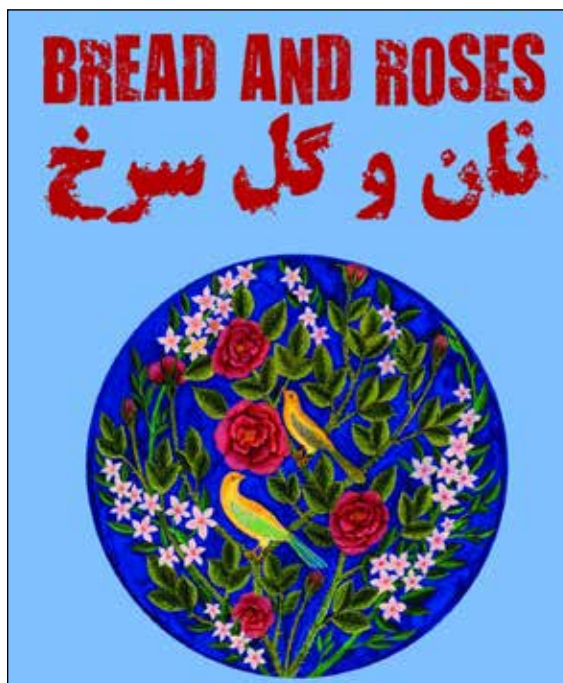
Bread and Roses TV a pour vocation de défendre les principes fondamentaux de «Femme, Vie, Liberté» et de promouvoir la liberté d'expression, la laïcité et le droit de penser, de remettre en question et de s'exprimer sans crainte.

Elle offre un espace indépendant où les idées peuvent être remises en question, débattues et entendues, sans aucune censure.

Si vous pensez que les médias indépendants et respectueux des droits sont importants, nous vous demandons de faire un don dès aujourd'hui.

Que vous puissiez donner 25, 50 ou 10 livres sterling, votre soutien aidera Bread and Roses TV à reprendre ses émissions.

Faites un don ici.  
[Bred and Roses](#)



## Les Kurdes d'Iran lancent un appel à l'unité des nations opprimées

L'Alliance des partis kurdes d'Iran exhorte les «nations opprimées d'Iran» et les forces prodémocratie à faire preuve de solidarité active et plaide pour une transition démocratique qui repose sur trois piliers essentiels: les droits nationaux de chaque peuple, l'égalité réelle entre les citoyens et la garantie des libertés fondamentales (expression, association, culte, etc.).

L'Alliance des partis politiques du Kurdistan iranien a publié une déclaration importante le 14 mars 2026, appelant à une unité renforcée face à la crise persistante en Iran.

Dans ce texte, l'Alliance exhorte les «nations opprimées d'Iran» - incluant les Kurdes, les Azéris (Turcs azerbaïdjanais), les Baloutches, les Arabes d'Ahwaz et d'autres groupes ethniques marginalisés - ainsi que toutes les forces pro-démocratie à travers le pays, à faire preuve de solidarité active.

Elle plaide pour une transition démocratique qui repose sur trois piliers essentiels: les droits nationaux de chaque peuple, l'égalité réelle entre les citoyens et la garantie des libertés fondamentales (expression, association, culte, etc.).

### **Un appel spécifique aux Turcs azerbaïdjanais**

Un passage clé de la déclaration s'adresse directement à la nation turque azerbaïdjanaise (Azerbaïdjanais iraniens).

L'Alliance rappelle la longue histoire de coexistence pacifique entre Kurdes et Azéris dans les régions mixtes (notamment en Azerbaïdjan iranien et au Kurdistan oriental). Elle propose d'instaurer une gouvernance démocratique conjointe dans ces zones partagées, fondée sur:

- le respect mutuel et l'égalité des droits pour toutes les communautés.
- une administration locale partagée et inclusive.
- le dialogue politique permanent entre les forces kurdes et azéries.

Pour étayer cette proposition, l'Alliance fait référence au pacte d'amitié historique signé en 1946 entre la République du Kurdistan (dirigée par Qazi Muhammad) et le gouvernement national d'Azerbaïdjan (dirigé par Seyid Jafar Pishvari).

Ce document, issu de la brève période d'autonomie post-Seconde Guerre mondiale, est présenté comme un modèle et un cadre de référence pour les relations futures entre les deux peuples.

Contexte et position globale de l'Alliance

Cette déclaration intervient dans un moment critique: l'Iran traverse une phase d'instabilité marquée par des protestations massives, une guerre ouverte depuis fin février 2026 (impliquant des frappes américaines et israéliennes), et des attaques répétées du régime contre les bases kurdes en Irak (missiles et drones visant des camps civils et militaires des partis membres).

L'Alliance, formée officiellement le 22 février 2026 (avec des adhésions ultérieures comme celle de Komala début mars), regroupe les principaux partis kurdes iraniens exilés ou actifs: PDKI (Parti démocrate du Kurdistan iranien), PAK (Parti de la liberté du Kurdistan), PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), Khabat, Komala des travailleurs du Kurdistan, et d'autres.

L'Alliance réaffirme explicitement qu'elle ne cherche pas la désintégration de l'Iran, mais la

reconnaissance des droits des peuples dans un cadre décentralisé et démocratique.

Elle s'engage aussi pour une coexistence pacifique avec les États voisins (Turquie, Irak, etc.), conditionnée au dialogue et au respect mutuel, loin de toute aventure militaire ou séparatiste unilatérale.

Cette déclaration vise à consolider les alliances internes à l'opposition iranienne élargie. Elle répond à la faiblesse croissante du régime de Téhéran, perçu comme incapable de réprimer durablement les soulèvements multiethniques.

En tendant la main aux Azéris - le plus grand groupe minoritaire après les Perses - l'Alliance espère créer un front uni capable d'accélérer une transition post-régime.

Cette initiative pourrait marquer un tournant dans la dynamique de l'opposition iranienne, en transformant les luttes ethniques isolées en un mouvement national inclusif pour la démocratie et les droits collectifs. Reste à voir si cet appel trouvera un écho concret parmi les forces azéries et les autres composantes de l'opposition.

Source: [Kurdistan au féminin](#), 14 mars 2026.

## Déclaration de la Confédération syndicale iranienne (à l'étranger)

L'assassinat d'Ali Khamenei, ainsi que d'un certain nombre de personnalités du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et de l'appareil dirigeant, est un événement exceptionnel dans la trajectoire actuelle de l'Iran. C'est un coup décisif porté au cœur de la machine répressive et à l'épine dorsale de la République islamique. Pour des millions de personnes en Iran, la mort d'un homme qui a symbolisé pendant des décennies le massacre, la répression, la pauvreté, le militarisme et le gouvernement par le sang a déclenché un moment de libération, un mélange de colère longtemps contenue et de soulagement explosif.

La présence des gens dans les rues et la réaction sociale révèlent la profondeur de la haine que des années de massacres ont accumulée au sein de la société.

Ce n'est pas la joie de la guerre. Ce n'est pas la joie des bombardements ou du meurtre d'enfants. Ce n'est pas la joie de l'intervention étrangère. C'est le triste soulagement de voir apparaître des fissures dans un monstre qui, il y a seulement deux mois, a plongé le pays dans le sang et transformant la société en un océan de douleur et de colère.

Les personnes qui respirent aujourd'hui sont les mêmes que celles qui, hier, ont été battues, frappées et jetées en prison.

Pourtant, il faut affirmer clairement la réalité : ce coup porté aux sommets de l'État s'est produit dans le cadre d'une guerre lancée par le haut et en dehors de la volonté populaire. Une guerre qui menace des vies, transforme des villes en zones de mort et tente de paralyser la société par la peur et la ruine.

Les États-Unis et Israël ont joué un rôle direct à travers leurs attaques et doivent être

condamnés sans réserve. Aucun prétexte de «sauvetage», aucune explication «défensive» ne peut effacer le meurtre de civils.

Dans le même temps, il faut le dire clairement : la République islamique et le CGRI ne sont pas les victimes de cette guerre, ils en sont parmi les principaux architectes. Un État qui, pendant des années, a utilisé la société comme bouclier pour ses projets militaires et nucléaires paie aujourd'hui le prix de ces politiques par un effondrement interne.

La mort de Khamenei ne signifie pas que la crise est terminée, mais elle démontre sans équivoque que ce système ne peut plus reproduire son autorité antérieure. Une structure dont le dirigeant a été destitué, qui est désormais en guerre et qui fait face à une société saturée de colère et de haine est entrée dans une phase d'instabilité irréversible.

Nous devons également être attentifs à un fait crucial : une rupture au sommet ne signifie pas automatiquement que la volonté populaire se réalise. C'est précisément dans des moments comme celui-ci que sont activés des scénarios conçus pour contenir la société, la «transition contrôlée», le remaniement des élites et la promotion d'alternatives descendantes visant à détourner la révolution et à retirer la direction des événements des mains du peuple.

Les accords secrets, la reproduction de la même structure sous un nouveau visage, ou l'imposition de gouvernements fantoches sous les slogans de «stabilité» et de «transition» sont autant de tentatives visant à neutraliser l'élan révolutionnaire et à bloquer le pouvoir populaire direct. Ces scénarios ne représentent pas la fin de la République islamique, mais la poursuite du même ordre répressif sous une nouvelle forme.

La seule force capable de bloquer ce résultat est une organisation indépendante, nationale, ascendante.

Dans un moment comme celui-ci, la tâche centrale n'est pas simplement l'«opposition à la guerre». La véritable question est de savoir si la société peut consciemment utiliser l'ouverture créée par la rupture au sommet pour faire avancer le renversement révolutionnaire par le bas. La guerre sert à effrayer la société et à suspendre la révolution; la réponse du peuple doit être de reconstruire et d'organiser son propre pouvoir social au milieu de cette crise.

Les travailleurs, les salariés, les jeunes, les femmes et toutes les forces sociales doivent comprendre une vérité fondamentale: aucune puissance étrangère ne peut «libérer la liberté». La seule force capable de faire tomber définitivement ce système est une société organisée. Rejoindre les organisations sociales existantes, renforcer les organisations indépendantes de travailleurs, construire des conseils, des comités locaux et des réseaux d'entraide n'est pas un «choix» aujourd'hui, c'est une nécessité urgente, tant pour protéger des vies humaines en temps de guerre que pour prendre le contrôle collectif de l'avenir de la société.

La République islamique est blessée et instable. Ce n'est pas le moment d'être spectateur ou d'hésiter; c'est le moment d'agir. La véritable fin de cette guerre ne passera pas par des accords entre États, mais par le renversement révolutionnaire d'un ordre qui a transformé la vie elle-même en un champ de mort.

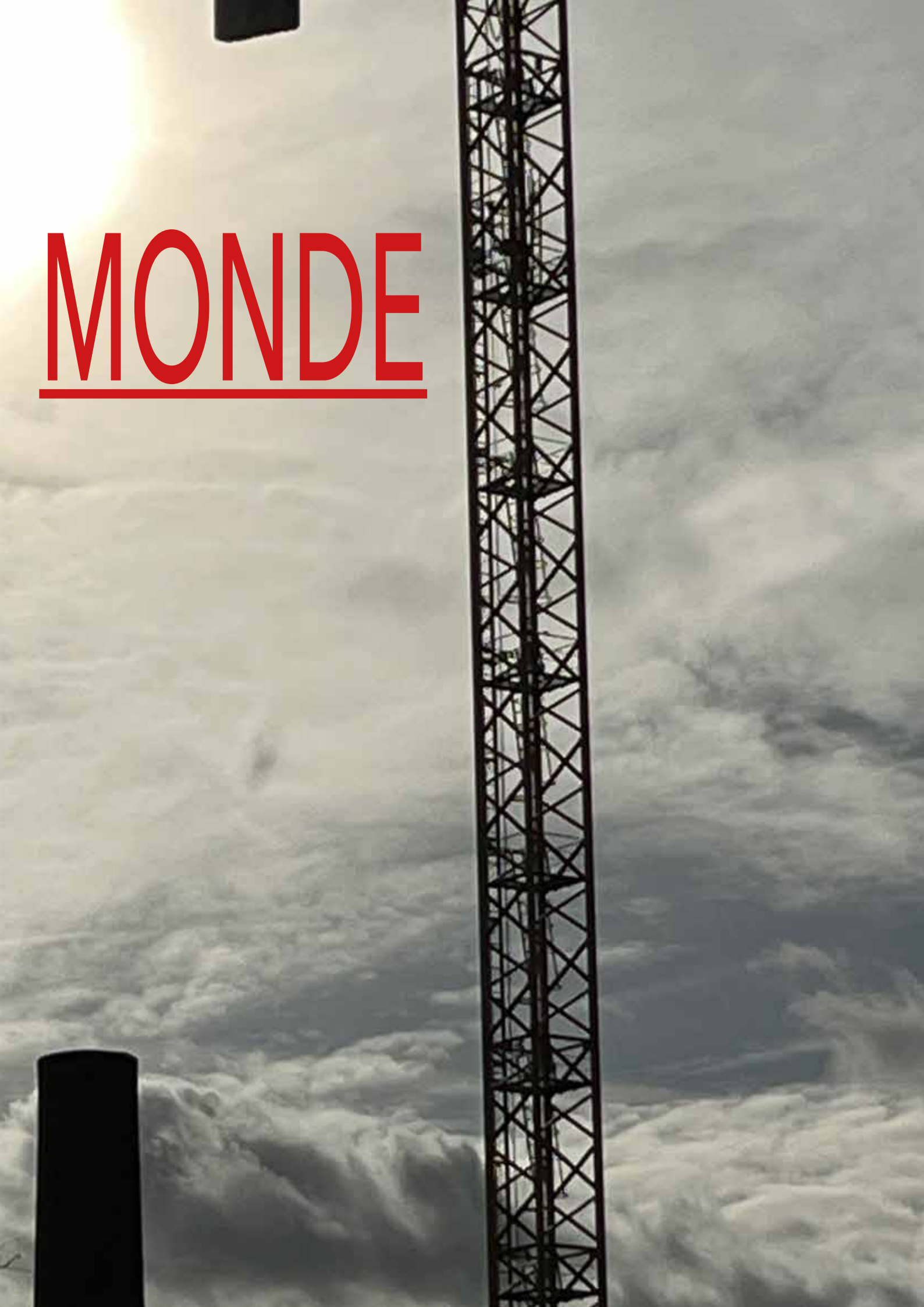
Nous appelons les peuples du monde entier, les mouvements ouvriers et les forces éprises de liberté à se ranger du côté du peuple iranien, et non des États et des machines de guerre. La véritable solidarité signifie soutenir le droit du peuple à renverser la République islamique et à construire un ordre humain, libre et égalitaire.

La lutte est entrée dans une nouvelle phase. La répression s'est effondrée, la peur a été ébranlée et la possibilité d'avancer s'est ouverte. Une société qui a tant payé en sang a le droit – et le devoir – de construire son propre avenir.

Source : [Iran Labour Confederation](#), 1<sup>er</sup> mars 2026.



MONDE



# Socialisme européen, militarisme et défense de l'Ukraine

Simon Pirani

29

Les bombardements russes sur les infrastructures civiles et les immeubles d'habitation ukrainiens se sont poursuivis sans interruption ce mois-ci, tandis que l'attention a été détournée par l'aventure militaire criminelle américano-israélienne en Iran. Les villes ukrainiennes sortent de leur hiver le plus difficile, au cours duquel la Russie a tout tenté pour les geler jusqu'à la capitulation.

Savoir si, et comment, les socialistes européens parviendront à appréhender les défis politiques et pratiques posés par la guerre de la Russie figure assurément très bas sur la liste des préoccupations de la plupart des Ukrainiens en ce moment.

J'en écrirai néanmoins ici, car si le «socialisme» doit signifier quelque chose, la manière dont les socialistes européens répondent à la guerre la plus meurtrière sur ce continent depuis quatre-vingts ans importe énormément.

Je soutiendrai que les quelques petits pas que nous avons faits pour soutenir la résistance ukrainienne dans un esprit d'internationalisme sont éclipsés par notre échec collectif à comprendre et à discuter des profonds changements causés par la guerre russe, et à élaborer des réponses efficaces.

Par «nous», j'entends les socialistes qui ont soutenu dès le début la résistance ukrainienne à l'attaque impérialiste. Dans ce premier article, je propose un bilan de ce que nous avons fait et n'avons pas fait. Dans un second article, je reviens sur l'influence persistante de ceux qui s'opposent, en pratique, en paroles ou les deux à la fois, à la résistance ukrainienne.

Les petits pas que nous avons accomplis peuvent se résumer ainsi. Premièrement, certaines sections du mouvement syndical

organisé ont apporté un soutien direct et matériel à leurs homologues ukrainiens sous forme de matériel médical et d'autres fournitures. Bien que ce soutien ne représente probablement qu'une part relativement faible du flux global de soutien en provenance de la société civile et des Ukrainiens vivant en Europe – allant jusqu'aux équipements militaires et aux soldats volontaires –, il n'en demeure pas moins significatif.

Deuxièmement, nous avons cherché à unir le soutien à la résistance ukrainienne face à l'impérialisme russe – et au minuscule mouvement antiguerre féroce réprimé en Russie – avec le vaste mouvement antiguerre qui s'était opposé au soutien des gouvernements occidentaux au génocide israélien à Gaza. Nous avons élevé la voix contre l'hypocrisie des gouvernements qui cherchaient à réduire violemment au silence les voix pro-palestiniennes tout en permettant les voix ukrainiennes.

Les demandes adressées aux gouvernements occidentaux depuis le sein du mouvement syndical, pour qu'ils prennent des mesures spécifiques plus fortes en soutien à l'Ukraine – en rendant les sanctions économiques plus efficaces ou en libérant des livraisons de certains types d'armes –, ont été à mon sens moins efficaces, en raison de la faiblesse relative du mouvement syndical sur le plan politique et de la crise des partis social-démocrates à travers l'Europe.

Notre échec le plus grave, cependant, réside à mon sens dans l'absence d'une discussion approfondie sur la manière dont la guerre russe a transformé l'Europe, et sur ce que cela signifie pour le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux.

On prête trop peu d'attention aux tentatives de critique des socialistes ukrainiens. Toute discussion significative sur les questions militaires qui nous crèvent les yeux est presque totalement absente, en Grande-Bretagne du moins. Une réflexion claire sur ce que la guerre et ses effets signifient pour la société, pour les mouvements sociaux, pour les travailleurs en tant que force motrice du changement – par opposition à ce qu'elle signifie pour l'État – est rarement articulée.

Une des conséquences de cet échec est que nos réponses à l'«anti-impérialisme» grossier qui rend la résistance ukrainienne invisible – exprimé récemment, par exemple, par Zarah Sultana – sont insuffisamment robustes<sup>1</sup>.

Parmi les critiques des socialistes ukrainiens, il y a un défi implicite qui nous est lancé, à nous dans les pays occidentaux, dans les réflexions de Taras Bilous sur les quatre dernières années de guerre, qui prolongent sa «lettre à la gauche occidentale» largement diffusée, écrite le jour de l'invasion russe<sup>2</sup>.

Interrogé sur les perspectives d'une paix négociée et des garanties de sécurité – dont l'absence constitue, selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, un obstacle central à tout règlement –, Bilous a déclaré :

Dans le contexte de l'effondrement de l'ordre international, aucune garantie de sécurité écrite n'est fiable. Pour l'Ukraine, il existe deux principales garanties de sécurité : l'armée, et le fait que la Russie a subi de lourdes pertes dans cette guerre. Maintenant, ils y réfléchiront à deux fois avant de nous attaquer à nouveau.

Bilous souligne d'un côté la portée des négociations directes Russie-Ukraine en cours, par opposition à la farce des «grandes

puissances» américano-russe. De l'autre, il ne voit aucun signe que Poutine ait abandonné son projet de détruire l'État ukrainien, et considère que les appels à céder à la Russie la partie non occupée du Donbas constituent potentiellement «un simple pas vers» cette fin.

Ces avertissements sans équivoque impliquent des dilemmes pour les socialistes à travers l'Europe. Si les seules véritables «garanties de sécurité» sont la force des armes, qu'est-ce que cela signifie pour l'Estonie ? La Lituanie ? La Pologne ? Et plus à l'ouest ?

Hanna Perekhoda, socialiste ukrainienne vivant en Suisse, a soutenu l'année dernière que toute perspective de gauche devait partir non pas de l'État-nation ou de la communauté européenne, mais de la «classe ouvrière mondiale». Il lui faut «garder à l'esprit que ni la vie humaine, ni les droits des travailleurs, ni l'environnement ne peuvent être protégés» dans un État pris au piège dans la «zone d'influence» de puissances impériales extractivistes telles que la Russie, la Chine ou les États-Unis<sup>3</sup>.

À son sens, cela exige des socialistes européens, d'abord, d'«assurer la survie structurelle d'un espace démocratique» et, ensuite, de «combattre depuis l'intérieur de cet espace pour en redéfinir le contenu politique et social». Dans les États baltes, en Pologne et en Finlande, cela signifie «reconstituer leurs stocks [d'armements] et renforcer les infrastructures». Elle poursuit :

Quand ton voisin est la deuxième puissance militaire mondiale, bombarde des villes quotidiennement, consacre un tiers de son budget à la guerre et qualifie ton pays d'«erreur historique», la capacité à se défendre n'est pas une course aux armements. C'est une question de survie.

Les États d'Europe de l'Est ne peuvent mener cette tâche qu'avec l'aide de leurs alliés d'Europe de l'Ouest, écrit Perekhoda. En Europe de l'Ouest, «la menace est différente. Moins liée à une invasion, davantage à

---

1. Zarah Sultana est une députée travailliste britannique de gauche qui s'est prononcée publiquement contre le soutien aux livraisons d'armes à l'Ukraine. La lettre ouverte à laquelle renvoie ce lien est signée par la poète ukrainienne Galina Rymbu. Voir Réseau Bastille, «[Galina Rymbu. Lettre ouverte à Zarah Sultana](#)», 31 octobre 2025.

2. Taras Bilous est un socialiste, historien et militant ukrainien, membre de Sotsialnyi Rukh. il s'est engagé dès le début de l'invasion dans l'armée ukrainienne. Sa «Lettre à la gauche occidentale depuis Kyiv», écrite le jour de l'invasion à grande échelle (24 février 2022) a été largement diffusée à l'échelle internationale. Voir [À l'Encontre](#), 26 février 2022.

---

3. Hanna Perekhoda, «La vulnérabilité militaire de l'Europe : un angle mort de la gauche occidentale», [ESSF](#). Voir également Hanna Perekhoda, «L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne», [Lignes de mire](#), n° 1, juin 2025.



la montée de l'extrême droite»; et la défense signifie :

[C]ombattre la désinformation, protéger les infrastructures, bloquer les financements étrangers en politique, se défendre contre les cyberattaques, le sabotage et le chantage énergétique. Et aider ceux qui ont immédiatement besoin d'armes pour leur survie.

Perekhoda soutient que les socialistes ne devraient pas s'opposer à la production d'armes; le véritable enjeu est celui du contrôle; «le problème, c'est de laisser le marché décider de ce qui est produit, pour qui, selon quelles règles».

Si nous, en Europe de l'Ouest, ne débattons pas de ces questions, à quoi jouons-nous? Ce n'est pas aux camarades ukrainiens de régler nos problèmes. Ils ont bien d'autres soucis. C'est à notre honte collective qu'Oleksandr Kyselov, socialiste ukrainien établi en Suède, a marqué le quatrième anniversaire de la guerre totale en protestant que :

Trop de membres de la gauche européenne s'affairent à étirer de vieux schémas familiers sur un monde transformé. Comme si, en continuant à espérer que, pour peu qu'ils nient, condamnent et dénoncent assez fort, pontifiant sélectivement sur l'internationalisme tout en renforçant les frontières de leurs unités nationales, ils

seront épargnés par la nouvelle réalité du monde<sup>4</sup>.

La discussion que nous devons avoir comporte (au moins) deux volets: l'un («politique») concernant tout effet que nous pourrions avoir sur la situation actuelle, où toutes les décisions en matière militaire sont effectivement entre les mains de la classe dirigeante, de son État et de ses politiciens fantoches; l'autre (que j'appellerai «centré sur les mouvements»), portant sur les principes autour desquels construire un mouvement suffisamment fort pour à la fois contrer l'État et opérer une transformation sociale.

Sur le plan politique, les socialistes des pays nordiques ont une longueur d'avance sur nous au Royaume-Uni, peut-être parce qu'ils sont géographiquement plus proches de la Russie.

Bjarke Friborg, de l'Alliance rouge-verte (Enhedslisten) au Danemark, a souligné dans un récent entretien la menace «très réelle» que représente le régime de Poutine, «pas nécessairement sous la forme de "chars roulant vers Paris", mais certainement comme une menace pour la démocratie, la souveraineté et le principe selon lequel les frontières ne peuvent pas être modifiées par la force brute». Il a ajouté :

4. Oleksandr Kyselov est un socialiste ukrainien établi en Suède et membre de Sotsialnyi Rukh. Voir Brigades éditoriales de solidarité et Comité français du RESU, [Sotsialny Rukh: une organisation socialiste ukrainienne](#).

Nous nous opposons à l'impérialisme russe tout comme nous nous sommes opposés à l'impérialisme américain et à celui de l'OTAN: non pas en soutenant un bloc contre un autre, mais en défendant le droit des peuples à l'autodétermination et en soutenant les forces démocratiques et progressistes en Russie et dans son État client, la Biélorussie.

Friborg a soutenu que «s'opposer au militarisme» et reconnaître «la nécessité pour les peuples de résister à l'agression» sont parfaitement compatibles, et a formulé cela en termes de «défense populaire - une défense démocratique fondée sur les citoyens et enracinée dans la société civile, non dans un appareil d'État militarisé au service des intérêts des entreprises, de l'industrie de l'armement et des interventions impérialistes». L'alternative à la «défense populaire», c'est laisser le champ libre aux puissances autoritaires.

**«Il n'y a aucune contradiction entre le soutien militaire à l'Ukraine et la critique de l'OTAN et de l'industrie de l'armement.»**

Où en sont les socialistes au Royaume-Uni? En octobre dernier, un groupe d'entre nous a tenu une discussion (restreinte, non publique) sur le thème «Comment soutenir efficacement la résistance ukrainienne tout en s'opposant au réarmement général de l'Europe». Un ami qui a ouvert la discussion - appelons-le Gerald a commencé par dire qu'il ne pensait pas que ce soit possible; que nous ne pouvions pas faire l'un sans l'autre (contrairement à la position de Friborg)<sup>5</sup>.

À ce que j'en ai compris, Gerald estime que les dépenses militaires des nations européennes ont été relativement faibles ces dernières années, et que sans investissements de plusieurs milliards d'euros dans des systèmes d'armement, elles seraient incapables de contrecarrer le militarisme russe en Europe de l'Est.

---

5. Sur le débat au sein de la gauche européenne autour du réarmement et de la défense ukrainienne, voir aussi: Adam Novak, «Stop ReArm Europe et le besoin d'un mouvement contre toutes les agressions impérialistes», [ESSF](#).

Les technologies militaires (sur lesquelles je sais très peu de choses) ont également été évoquées lors de notre discussion. La mesure dans laquelle les États-Unis, les pays européens, Israël et d'autres s'appuient mutuellement sur ces technologies est pertinente.

Par où commencer pour former un point de vue collectif sur ce sujet difficile? Les mouvements ouvriers et socialistes peuvent et doivent choisir quelles actions de l'État capitaliste ils soutiennent, et lesquelles ils combattent. Nous devons choisir les technologies.

Nous soutenons la construction d'écoles et l'embauche de personnel de santé; nous nous opposons à la construction de nouvelles pistes d'aéroport. Pourquoi ne pourrions-nous pas soutenir la fourniture de systèmes de défense antiaérienne à l'Ukraine, tout en nous opposant à l'engloutissement de milliards dans Trident et les porte-avions? Pourquoi ne pourrions-nous pas exiger du gouvernement qu'il refuse d'acheter des systèmes d'armement de fabrication israélienne?

Pour développer une approche socialiste dans ce sens, nous avons besoin, pour commencer, d'une évaluation honnête de l'étendue et de la nature de la menace militaire russe: (i) envers l'Ukraine, (ii) envers les autres États d'Europe orientale et centrale, et (iii) envers l'Europe de l'Ouest (vraisemblablement sous forme de cyber-sabotage et d'autres formes de sabotage, de soutien occulte aux partis d'extrême droite, etc.)<sup>6</sup>.

Il nous faut en outre une évaluation honnête des limites de la «démocratie» européenne qui prétend défendre l'Ukraine - cette même «démocratie» qui renforce le pouvoir des entreprises contre les travailleurs, qui a soutenu bec et ongles le génocide israélien et qui maintient une «forteresse» contre des réfugiés sans défense. C'est la question que pose sans détour Hanna Perekhoda, comme je l'ai mentionné plus haut.

C'est cette «démocratie» qui contrôle les technologies militaires. Ses affirmations selon lesquelles l'investissement dans les

---

6. Sur les réalités de la pression militaire russe, la dynamique du réarmement européen et la réponse de la gauche, voir Oleksandr Kyselov, «L'Ukraine et la gauche française. Lutte pour la paix ou lâcheté myope?», [ESSF](#).

systèmes militaires est justifié par le soutien à l'Ukraine doivent être évaluées dans ce contexte. Nous savons que ce soutien est strictement rationné, et qu'il coexiste avec le maintien du commerce des armes avec Israël, les États du Golfe et d'autres régimes autocratiques.

À mon sens, les demandes politiques adressées aux «démocraties» européennes pour qu'elles fournissent à l'Ukraine les armes défensives dont elle a besoin doivent s'intégrer dans une opposition plus large au militarisme impérialiste, comme le fait Friborg. L'appel à un embargo européen sur les ventes d'armes en dehors de l'Ukraine, mentionné par Taras Bilous, pourrait-il constituer un point de départ ?

Un homme politique britannique a timidement laissé entendre qu'il existe de bonnes et de mauvaises livraisons d'armes : John Swinney, premier ministre d'Écosse. En septembre dernier, il a levé les restrictions sur l'utilisation du soutien public à la production de munitions «à la lumière de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la guerre continue qu'elle y mène», mais a bloqué tout nouveau versement de fonds publics aux entreprises de défense commerçant avec Israël, en raison des «preuves plausibles de génocide» à Gaza<sup>7</sup>.

Un engagement très limité, certes. Mais pourrait-il constituer un premier pas vers un ensemble d'approches politiques radicales ? La distinction entre armement pour l'Ukraine et armement pour les régimes génocidaires pourrait-elle être intégrée dans des initiatives telles que le «Plan pour une alternative à l'occupation russe», publié l'année dernière par des députés travaillistes, des dirigeants syndicaux et d'autres personnalités, et soutenu par l'Ukraine Solidarity Campaign (Campagne de solidarité avec l'Ukraine) ?

Le Plan préconise l'augmentation des livraisons d'armes et le renforcement des sanctions contre la Russie, et appelle à l'annulation de la dette internationale de l'Ukraine et au transfert des avoirs financiers russes gelés à l'Ukraine.

Il préconise également la convocation d'un «sommet d'urgence "Sauvons l'Ukraine"»

des nations européennes et alliées», pour «le soutien militaire et financier nécessaire». C'est, à mon sens, une boîte de Pandore.

Comment le mouvement ouvrier, et/ou les politiciens qui lui sont liés, pourraient-ils empêcher qu'un tel sommet devienne le vecteur par lequel les gouvernements européens contraignent l'Ukraine à se plier à leur volonté ? Que peut-on apprendre de l'expérience des conférences sur la reconstruction économique de l'Ukraine en 2022-2023, où les entreprises européennes se disputaient la première place dans les programmes financés par l'UE d'après-guerre ?

Il y a une pénurie criante de discussions franches et sérieuses sur la logique de telles demandes politiques.

Nous avons également besoin d'une discussion sur les liens entre ces demandes politiques concernant les livraisons d'armes – adressées au gouvernement britannique et aux autres gouvernements réactionnaires – et les principes socialistes plus larges sur lesquels peut se fonder le développement du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux. (C'est ce que j'entendais plus haut par approches centrées sur les mouvements. Elle repose sur l'idée que le socialisme implique la transformation de l'ensemble de la société, par la société, avec la classe ouvrière en son centre, par opposition aux changements politiques dans l'État.)

L'opposition au militarisme impérialiste et le soutien à tous ceux qu'il attaque doivent être au cœur de cette démarche, selon moi. Cela signifie, pour commencer :

- Œuvrer à unir le soutien européen à la résistance ukrainienne et le soutien à la résistance palestinienne au colonialisme et au génocide israéliens – c'est-à-dire travailler à unir les mouvements de libération humaine des deux côtés de la fracture géopolitique.
- Au Royaume-Uni et en Europe, défendre les droits humains de tous les réfugiés et demandeurs d'asile face à la manipulation raciste et divisive des gouvernements, qui instrumentalisent les règles pour opposer les réfugiés ukrainiens à ceux venus d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.
- Articuler ces principes internationalistes de base avec la lutte pour enrayer les assauts contre les niveaux de vie de la classe ouvrière et les services publics au

7. John Swinney est Premier ministre d'Écosse depuis mai 2024. Il a succédé à Humza Yousaf à la tête du Parti national écossais (SNP).

Royaume-Uni et en Europe - c'est-à-dire orienter la lutte sur ces questions contre le capital, pour contrer les tentatives de l'extrême droite de dresser les travailleurs européens contre l'Ukraine et/ou contre les réfugiés et les migrants.

- Coopération et coordination avec les organisations du mouvement ouvrier et de la société civile ukrainiennes, qui sont alliées au gouvernement de droite de Zelensky contre l'agression russe, mais en conflit avec lui dans leurs efforts pour étendre les droits sociaux et civils, résister à l'autoritarisme et à la corruption de l'État ukrainien, et s'opposer aux politiques économiques conçues pour servir les intérêts des entreprises occidentales.

Ces principes fondamentaux ne se font pas entendre assez fort. Notre bannière « De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime » est chaleureusement accueillie dans les manifestations, mais reste le slogan d'une minorité. Des voix comme celle d'Adeeb Shaheen, qui identifie la communauté de luttes contre les impérialismes occidental et russe, doivent être amplifiées<sup>8</sup>.

Si le soutien à la résistance ukrainienne n'est pas ancré dans de tels principes, il y a

8. Adeeb Shaheen est un auteur palestino-ukrainien. Le lien renvoie à un projet de mémoire sur son expérience d'un double déracinement - de Palestine, puis d'Ukraine à la suite de l'invasion russe à grande échelle.

un danger qu'il soit transformé en annexe du militarisme travailliste.

Telle semble être la mission actuelle de Paul Mason, le journaliste passé de gauche à droite, qui parade son soutien aux livraisons d'armes à l'Ukraine tout en exprimant sa « fierté » devant le soutien travailliste au génocide israélien, en applaudissant la répression autoritaire des manifestations pro-palestiniennes et en déplorant que les électeurs de gauche sanctionnent le Parti travailliste. Mason conseille au gouvernement que le programme général de réarmement du Royaume-Uni peut être bénéfique à la société.

Assimiler la lutte ukrainienne au militarisme impérialiste est incompatible avec une véritable solidarité envers la résistance ukrainienne, et constitue le miroir de l'opposition « campiste » à cette résistance, que j'analyse dans un second article.

Source : [People and Nature](#), 12 mars 2026.  
Traduit pour [ESSF](#) par Adam Novak.

[Simon Pirani est historien et chercheur en énergie britannique. Professeur honoraire à l'École des langues et cultures modernes de l'Université de Durham et ancien chercheur principal à l'Oxford Institute for Energy Studies \(2007-2021\), il est l'auteur de \*Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption\* \(Pluto Press, 2018\) et tient le blog \*People and Nature\*.](#)

## Lignes de mire

### Les gauches et la question militaire

Cliquer sur les images pour télécharger les documents

**LIGNES DE MIRE**  
LES GAUCHES ET LA QUESTION MILITAIRE  
CRITIQUE ET PRATIQUE DES SYSTÈMES MILITAIRES

N°1 / 1<sup>ER</sup> JUIN 2025

Le Réseau Bastille a pris l'initiative d'organiser une table ronde sur le thème « Les gauches et la question militaire » mercredi 14 mai. Elle a réuni une trentaine de participant·es d'horizons divers de la gauche qui se sont penché·es sur la question : « Que devrait être une politique militaire de gauche ? »

Question étudiée depuis de trop nombreuses années et que nous devons impérativement nous poser dans les pires conditions : guerre impérialiste russe en Ukraine, multipolarité impérialiste multipliant les conflits et les menaces, montée des forces postfascistes en Europe et division systémique de la « gauche ».

Nouvelle situation sans rapport avec des périodes historiques connues. Il est donc impossible de répéter invariablement les mêmes mots d'ordre souvent vides de sens et de contenus. Deux analyses devraient nous permettre d'avancer dans notre réflexion commune : les enseignements de la lutte de résistance de l'Ukraine face à l'agression russe et les positions des différents courants de ce qu'on appellera la « gauche nordique ».

La réunion s'est ouverte sur la contribution des au-



Au fil de la discussion, les formes de mobilisation, de formation sont abordées, l'organisation démocratique des structures de défense (syndicats, élections des responsables) apparaît comme un point central.

Chaque approche a permis d'avancer dans la réflexion sans éluder la complexité.

Evidemment, le succès et la richesse de la discussion nous à obliger à organiser la poursuite de la recherche collective.

**LIGNES DE MIRE**  
LES GAUCHES ET LA QUESTION MILITAIRE  
CRITIQUE ET PRATIQUE DES SYSTÈMES MILITAIRES

N° 2 / 30 AOÛT 2025

**POINTS DE MIRE**  
Michel Lanson

La première réunion que nous avons tenue sur le thème « Les gauches et la question militaire » a surtout permis de comprendre à quel point les questions de défense populaire et de conscription ont été absentes de la réflexion des gauches depuis plusieurs dizaines d'années. Questions battues d'un revers de déclarations sur la paix, la guerre est un drame pour la population... Reprenant souvent des arguments des années 1950 sans même voir que l'URSS qui les distillait avait disparu en 1992.

La population ukrainienne est pour la paix ; elle voudrait travailler, s'aimer, se divertir, vivre en paix. Les Ukrainien·nes pensent, savent, ressentent dans leur chair que la guerre est un drame. Mais que faire lorsque votre pays est attaqué par l'impérialisme uni-



Peut-on confier cette défense à une armée composée de mercenaires et commandée par une longue tradition d'extrême droite ? C'est une contradiction majeure ou, pire, un mensonge volontaire pour se glisser dans les institutions du monde existant.

# Le peuple ukrainien contre l'envahisseur russe

Marc Bonhomme

35

Épine dorsale de la lutte mondiale des peuples contre l'impérialisme

A-t-on saisi que la lutte du peuple ukrainien contre l'envahisseur russe est devenue l'épine dorsale de la lutte mondiale des peuples contre l'impérialisme? L'hégémonie des États-Unis comme gendarme du monde s'est grandement affaiblie par suite de ses défaites cuisantes au Moyen-Orient et de la montée en puissance techno-économique de la Chine devenant un nouvel impérialisme. Les grandes et moyennes puissances tentent de se tailler une place dans l'émergence d'un colonialisme renouvelé se traduisant par une redivision du monde en zones d'influence quand ce n'est pas en tentatives d'en revenir aux colonies d'antan. Les victoires des peuples irakien et afghan, malheureusement sous direction réactionnaire pour ne pas dire barbare en Afghanistan, ont ébranlé les colonnes du temple. La donne mondiale en est devenue fluide comme elle l'était avant la Deuxième guerre mondiale.

## **Face à l'envahisseur russe le binôme américano-israélien guerroye pour saisir le centre du monde**

Sous Trump, les États-Unis tentent, en s'appuyant sur le génocidaire gouvernement israélien et dans une moindre mesure sur les royautés absolues du Golfe arabo-persique apeurées par les conséquences, de reprendre pied au Moyen-Orient, centre géostratégique et pétrogazier du grand continent euro-asiatique si ce n'est mondial. On y perçoit le parti-pris trumpien tous azimuts pour l'extractivisme fossile aux dépens de celui tout-électrique du rival chinois. La consolidation de cette tentative étatsunienne de contrôler le centre du monde passe par la

mise au pas de l'Iran jusqu'à et y compris la guerre à dénoncer de toute urgence malgré la confusion politique d'une partie de la diaspora iranienne pro-Pahlavi qui soutient les bombardements israélo-étatsuniens.

Cette puissance moyenne religio-fasciste, affaiblie par la défaite de ses alliés syrien, libanais et palestinien, n'arrive à se maintenir à flot, malgré une base réactionnaire réelle, que par un massacre de sa population suffoquant au sein d'une économie en perdition et écrasée par une répression assassine. Tout en dénonçant la guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran qui permettrait soit au régime de se maintenir si ce n'est se consolider soit au régime militariste pro-américain Pahlavi de revenir, la gauche ne peut que soutenir par ailleurs la lutte héroïque du peuple iranien contre son gouvernement barbare et qui en plus subit les bombardements étatsuniens et israéliens.

## **Les points chauds du globe ne manquent pas mais ils sont démocratiquement bloqués**

Ce ne sont pas les points chauds du globe qui manquent. Il y a le Soudan où s'enlise une guerre civile confinant au génocide, encore une fois, au Darfour et où s'immiscent les pays du Golfe et l'Égypte sous l'œil des grandes puissances qui s'y lorgnent. Pensons à cette guerre permanente dans la région des Grands lacs africains où s'affrontent par pays africains interposés les États-Unis et la Chine pour le contrôle des mines de minerais indispensables aux filières batterie et militaire. Au Sahel jusqu'au Nigeria, le pays le plus peuplé de l'Afrique, les milices islamistes font la pluie et le beau temps dans une large zone où les intérêts de la Russie, de la France et

des États-Unis sont malmenés avec la Chine en embuscade. En Asie du Sud-Est, la Birmanie est plongée dans une guerre civile depuis 2021 suite au coup d'État de l'armée, soutenue surtout par la Russie et par la Chine jouant au faux arbitre entre les belligérants. Quant à l'alliance multinationale de lutte armée issue du renversé gouvernement élu et des petites armées des minorités nationales, l'Occident la soutient à peine, surtout pas par les armes dont elle aurait rudement besoin.

L'évolution des rapports de forces dans ces points chauds soit ne modifierait pas les zones d'influence au départ flous des uns et des autres dans un sens progressiste, soit ne laisse voir aucun débouché démocratique sur un horizon prévisible. Cette pénible réalité ne justifie en rien un refus de solidarité que ce soit par exemple aux forces démocratiques birmanes et aux comités de base soudanais qui ne sont pas disparus. On ne peut non plus excuser l'abandon humanitaire de leurs populations par les États riches - on connaît le sous-financement devenu chronique des organismes d'aide humanitaire de l'ONU - peu poussés par leurs populations à la compassion et à la justice internationale. Peut-on s'y attendre de la part de gouvernements qui cautionnent le génocide sioniste et des populations qui y sont atones ?

### **L'envahissement de l'Ukraine démarque clairement la contradiction impérialiste centrale**

Tel n'est pas le cas de la tentative de recolonisation militariste de l'Ukraine par une Russie émergeant amochée de l'éclatement de l'URSS. La Russie crypto-fasciste de Poutine a manifesté depuis le tout début de son règne sa volonté de reconstituer son empire construit sous le tsarisme et élargi sous le stalinisme. La guerre d'écrasement de la Tchétchénie annonçait la suite des choses en Géorgie et en Biélorussie. Mais la Russie sans l'Ukraine, la «petite Russie», c'est l'équivalent du Canada sans le Québec. Tant que le gouvernement ukrainien penchait vers la Russie aux dépens de l'Union européenne (UE), son indépendance était tolérable. Quand le peuple ukrainien, en 2014, a renversé ce gouvernement mal élu pour en élire un nouveau nationaliste, avec ses bons et mauvais côtés, et pro-UE, puis un nouveau (Zelensky) au départ plus réconciliateur mais refusant

la dépendance tout en étant aussi perclus de néolibéralisme et de corruption oligarchique, c'en était trop pour le régime poustinien.

Il a envahi l'Ukraine qu'il dit fasciste, oubliant de se regarder dans le miroir, lui qui fédère une grande partie de la mouvance néofasciste ce que minimise le prochain rassemblement antifasciste de Porto Alegre au Brésil. L'Ukraine ne pourrait prétendre au droit à l'autodétermination, selon Poutine, parce que ces «petits frères» font partie de la grande nation russe - *idem* pour le Québec au sein du grand Canada *dixit* sa Constitution. Décontenancée par la résistance courageuse et inattendue du peuple ukrainien qui a forcé la main de son gouvernement et dont elle attendait un accueil à bras ouverts, la Russie de Poutine, tout en terrorisant et en frigorifiant les villes ukrainiennes et en rusifiant les territoires occupés y compris en exportant des enfants en Russie, envoie à l'abattoir les plus pauvres des Russes et surtout les citoyens non-russes dont la misère est monnayée. Ce carnage arrive à grignoter la ténacité de l'armée ukrainienne que Trump refuse de soutenir en armes, sauf si elles sont achetées par surtout la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Trump cherche à ouvrir la Russie aux intérêts économiques étasuniens tout en l'arrachant à l'alliance chinoise alors que l'anticipée promenade militaire devenue une longue guerre meurtrière déployant de grandes armées a transformé l'économie russe en économie de guerre la rendant dépendante comme jamais de la Chine et par là renforçant l'alliance stratégique Russie-Chine.

### **Où se situe le maillon faible en ces temps où impérialisme se conjugue avec néofascisme ?**

La gauche internationaliste cherche par définition à vaincre la résurgence de l'impérialisme. Dans la conjoncture actuelle cette lutte mondiale se quasi confond avec la lutte contre le néofascisme qui définit à géométrie variable toutes les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Inde) et bon nombre de puissances moyennes (Israël, Iran, Turquie, Arabie saoudite) sans compter que cette idéologie imprègne et menace de plus en plus les pays du vieil impérialisme. Où est le maillon faible de ce gigantesque

combat sans la victoire duquel est inévitable le dérapage de l'humanité dans l'enfer de la terre-étuve? La question n'en est pas une morale à savoir où réside le maximum de souffrance, ce qui ouvre la porte à des comparaisons odieuses, mais une stratégie à savoir quelle lutte anti-impérialiste spécifique peut le plus facilement faire reculer l'impérialisme mondial.

Une victoire anti-impérialiste de type afghan ou irakien mène à cet égard à un cul-de-sac réactionnaire malgré l'impact bénéfique à court terme de l'arrêt de la guerre qui bien souvent reprend de plus belle avec de nouveaux belligérants. Un renversement du fascisme chiite iranien au bénéfice du clan Pahlavi, ce qui est loin d'être prédéterminé malgré la grande faiblesse des alternatives démocratiques à soutenir, serait tourner en rond même s'il ne faut pas minimiser à court terme la fin des massacres. Débarrassé du dictateur Khadafi, la Libye est-elle mieux en point aujourd'hui? Les soulèvements dans le monde arabe depuis 2010 vont-ils resurgir, après avoir été écrasés ou pervertis, pour enfin contrer le binôme Israël/États-Unis? À voir, la situation y reste explosive à tous les égards mais il ne semble pas y avoir de signes en ce sens malgré la grande instabilité de la région charnière du monde. Idem pour la Birmanie malgré la bravoure et les succès tactiques des insurgés. Quant aux drames de l'Afrique noire, on assiste plutôt au pourrissement des conflits ou à des débouchés en cul-de-sac.

### **Le point de départ de la lutte anti-impérialiste d'aujourd'hui est la lutte pour la démocratie**

La lutte anti-impérialisme d'antan se menait de facto en faveur de forces néostalinienne ou nationalistes de gauche ce qui n'a jamais empêché la mobilisation anti-impérialiste même si ce fut avec beaucoup d'illusions que ce soit, par exemple, l'Algérie, le Vietnam, l'Afrique portugaise ou l'Amérique centrale. C'est justement cette domination du champ politique de gauche par le néostalinisme et la social-démocratie qui par des chemins sinueux a menée à la domination de la politique mondiale par la droite de plus en plus extrême. C'est là le point de départ de la lutte anti-impérialiste d'aujourd'hui. Dans cette nuit noire entreluit le gouvernement

démocratique ukrainien, néolibéral, corrompu et aux prises avec les pressions droitières de ces soutiens financiers et militaires. Il est appuyé par une population majoritairement mobilisée, même si épuisée, mais de plus en plus critique à son égard comme l'a révélé la récente mobilisation contre sa corruption.

La gauche organisée socialement et politiquement est fort réduite mais elle a pignon sur rue et est en développement depuis la grande invasion de 2022 contrairement à la Russie néofasciste où elle est emprisonnée, clandestine et exilée. Voilà où trouver le point d'appui de la lutte anti-impérialiste d'aujourd'hui si fragile soit-il. Si la priorité hier était de tout faire pour arrêter le génocide sioniste-étatsunien en Palestine, qui continue larvé comme celui en Ukraine particulièrement dans les zones occupées, l'heure est venue de braquer le projecteur sur l'Ukraine. Cette priorisation n'empêche pas de continuer, tant s'en faut, de réclamer la fin des exportations d'armes à Israël, directement ou en passant par les États-Unis, du libre-échange avec lui dont le bureau d'affaires avec le Québec, et des dons jouissant de remises fiscales.

### **Renoncer, sans militarisme, à l'anti-impérialisme de jadis dont la cible était les États-Unis et ses alliés**

La tâche paraît à première vue plus facile parce que les gouvernements «occidentaux», sauf les États-Unis ce qui n'est pas peu dire, dont celui canadien appuient le gouvernement ukrainien. C'est en fait là la difficulté car cet appui conduit à la passivité militante qui permet, *a contrario*, au campisme de se costumer en antimilitarisme quand ce n'est pas se doter d'une façade révolutionnaire contre «notre impérialisme» de l'OTAN. Celui-ci, certainement en pointe génocidaire en Palestine, aurait forcé ou excuserait la Russie pour sa guerre alors que c'est elle qui a finalement sauvé et renforcé l'OTAN en perdition. L'OTAN ne voulait rien savoir d'admettre l'Ukraine dans ses rangs malgré une momentanée velléité étatsunienne refusée en bloc par ses alliés européens étant donné les risques. Cette mascarade n'est même pas nécessaire pour le plat pacifisme de la coalition québécoise Échec à la guerre. Ce campisme confond peu ou prou anti-impérialisme avec anti-américanisme faisant



fi de la transformation mondiale de l'hégémonie étatsunienne en pluri-impérialisme dont les États-Unis restent toutefois le chef de file. C'est d'ailleurs la perte d'hégémonie des États-Unis, autant sinon plus que le trumpisme suprémaciste blanc, qui fait des États-Unis une superpuissance enragée et aventureuse.

La tactique centrale de la gauche campiste et pacifiste est de dénoncer les hausses substantielles des dépenses militaires que n'ont pas manquées de faire les pays européens et le Canada dont le but réel est de booster une économie enlisée qui ne redémarre pas et qui se noie dans une spéculation

billionnaire, gavée à l'Intelligence artificielle, à la veille de crever. Le prétexte du danger russe est problématique pour l'Europe et ridicule pour le Canada menacé de devenir le 51<sup>e</sup> État des États-Unis. Dans la mesure où effectivement danger il y a, en particulier pour les pays d'Europe de l'Est, surtout baltiques, et du Nord, la défense antirusse la plus efficace est justement de soutenir à fond l'Ukraine pour non seulement que la Russie ne gagne pas mais que l'Ukraine gagne. Une victoire russe serait un signal aux autres grandes puissances tentées de conquérir des pays plus faibles. La Chine, en particulier, interpréterait le laisser-faire étatsunien

envers la Russie comme un encouragement pour mettre la main sur Taïwan. Vice versa, nul doute que l'actuelle guerre d'anéantissement contre l'Iran décourage le soutien à l'Ukraine.

Ce soutien réclame peut-être une augmentation des dépenses militaires - alors il faut la faire financer par les riches et leurs entreprises et non sur le dos des dépenses sociales - mais il faudrait commencer par arrêter net les exportations d'armes à Israël et même à tous les autres pays surtout au Moyen-Orient, dont plusieurs usent contre leurs propres peuples ou ceux voisins, afin de tout canaliser vers l'Ukraine. À commencer par des armes antiaériennes efficaces pour mettre fin aux barbares bombardements des infrastructures énergétiques quitte à les acheter aux États-Unis s'il le faut. Chose certaine, la prétendue paix trumpienne ne serait qu'un arrêt momentané de la guerre sans retrait des troupes russes et sans remettre en question l'économie de guerre russe devenue la planche de salut de Poutine. Si Trump n'a pas pu jusqu'ici imposer sa pseudo-paix à l'Ukraine, contrairement à la fausse paix trumpienne imposée à la Palestine, c'est que le gouvernement et le peuple ukrainiens sont encore debout et non pas des victimes impuissantes.

### **Exiger un soutien de gouvernement à gouvernement mais surtout en bâtir un de peuple à peuple**

Dans ce contexte, la tâche de la gauche anti-impérialiste est double. D'un, faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils accentuent l'aide financière, humanitaire et militaire au gouvernement ukrainien, pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement trumpien afin qu'il reprenne son soutien surtout militaire et non s'en servir comme une occasion d'enrichissement, pour que ces gouvernements renoncent à tout endettement et annulent les dettes déjà contractées. Quoi de plus cynique que d'endetter un pays luttant pour son existence contre un envahisseur néofasciste! Ce macabre cynisme illustre la substantifique moelle du capitalisme: l'accumulation sans entrave du capital. Les pays occidentaux doivent hausser le soutien à l'Ukraine au même niveau que l'ex-URSS et la Chine maoïste l'ont fait vis-à-vis le Vietnam ce qui n'a pas peu contribué à sa

victoire de petit pays pauvre contre l'hégémon étatsunien d'alors.

De deux, construire des liens de peuple à peuple, de parti de gauche à parti de gauche, de mouvements féministe et étudiant à ceux ukrainiens et surtout de même au niveau syndical. Dans maints pays européens, dont la France, des centrales syndicales ou des coalitions syndicales organisent des convois de soutien à leurs semblables en Ukraine et parviennent à organiser des manifestations qui pour l'instant restent modestes. C'est au prorata de la mobilisation de la gauche sociale et politique ukrainienne, qui ne cesse de se renforcer depuis le début de l'invasion, appuyée par la gauche mondiale, que les politiques démobilisantes du gouvernement Zelensky sont et seront battues en brèche. Non seulement la résistance pourrait ainsi aboutir à une république démocratique mais aussi sociale. Pour cet appui, au Québec tout est à faire. Ces convois syndicaux se combinent avec des visites réciproques débouchant sur des tournées qui contribuent à désintoxiquer le peuple-travailleur vis-à-vis la propagande russe prétendant au nazisme ukrainien, à la volonté de paix poutiniste, à l'unicité du grand peuple russe, à son anti-américanisme masqué en anti-impérialisme. Cette nécessaire désintoxication ne signifie pas qu'il n'y a pas à faire des critiques solides au nationalisme ukrainien comme d'ailleurs à celui québécois. Qui aime bien châtie bien... mais il faut d'abord aimer par une solidarité sans faille.

Source: [Presse-toi à gauche](#), 1<sup>er</sup> mars 2026.

[Marc Bonhomme est animateur du site Pour une gauche anticapitaliste acide\\* au sein de Québec solidaire.](#)

# Que reste-t-il de la gauche chinoise ?

## Au Loong-yu

Avec l'arrivée au pouvoir de Trump, de nombreuses régions du monde basculent vers l'extrême droite. C'est le défi le plus urgent auquel nous sommes actuellement confrontés. Mais quelle est la situation de la gauche en Chine ? Et où se situe l'extrême droite chinoise ?

### **La gauche depuis 1989**

Il y a environ vingt-cinq ans, au tournant du siècle, le choc provoqué par le massacre du 4 juin 1989 sur la place Tian'anmen commençait à s'estomper et la vie politique redevient légèrement active, en particulier dans les milieux universitaires. Les débats reprenaient, les positions se divisant entre les « libéraux » et la « nouvelle gauche ».

Mais les plus virulents n'étaient ni les libéraux ni les membres de la gauche. Les premiers étaient plutôt des néolibéraux, plus intéressés par une plus grande « marchandisation » que par la démocratie libérale. Cela s'expliquait en partie (et c'est compréhensible) par un souci pour leur sécurité, et en partie par une croyance sincère dans le marché (capitaliste).

Les seconds étaient pour la plupart des nationalistes qui défendaient le parti-État (après le massacre !) et le considéraient comme le protecteur de l'« intérêt national » ou de l'intérêt économique du « peuple », mais certainement pas de ses droits politiques.

De plus, le développement de l'internet a également permis aux voix du *minjian*, ou « peuple », de se faire entendre, des « maoïstes » aux « trotskistes » ou aux « sociaux-démocrates ».

C'était aussi l'époque des ONG, qui travaillaient et militaient pour différentes causes.

Les milieux universitaires et les organisations de la société civile de Hong Kong ont joué un rôle important à ce niveau. Même si ces ONG ne faisaient pas de politique, elles étaient quand même surveillées de près par l'État (surtout celles qui étaient actives sur les questions liées au travail), par crainte qu'elles ne se radicalisent.

La multiplication des débats politiques et des ONG a incité beaucoup de gens à croire que l'ère de la libéralisation était arrivée. Mais c'est le contraire qui s'est produit. En 2015, Xi Jinping a éliminé et interdit la plupart des ONG syndicales en Chine continentale, et fait arrêter des avocats spécialisés dans les droits humains. En 2018, des étudiant·es maoïstes ont lancé une campagne de solidarité avec les travailleurs de l'usine Jasic, qui voulaient créer un syndicat sur leur lieu de travail. Ils ont rapidement été arrêtés (ou ont tout simplement été kidnappés), puis les « sociétés marxistes » organisées par des étudiant·es dans différentes universités ont été interdites. En réalité, la répression contre les maoïstes avait commencé il y a plus de vingt ans, lorsque quelques personnes avaient critiqué le défunt président Jiang Zemin pour avoir permis à des capitalistes d'adhérer au parti. Cela avait radicalisé une partie des maoïstes, qui avaient fondé le « Parti communiste maoïste ».

Mais peu de temps après, en 2009, leur leader Ma Houzhi a été condamné à dix ans de prison. Avec la répression à grande échelle qui a frappé Hong Kong en 2020, Pékin a voulu prendre sa revanche sur sa population qui avait osé résister à son projet de loi d'extradition un an plus tôt. Il a éradiqué toute opposition politique et tous les

mouvements sociaux, notamment les syndicats et les petits cercles de gauche.

Parmi ceux-ci, le petit groupe trotskiste était symbolique: il était l'opposition de gauche au PCC la plus ancienne et la plus conséquente, depuis presque un siècle. Avant la vague de répression, l'ancienne colonie avait permis à un large éventail de dissidents politiques chinois de bénéficier d'une seconde chance et de survivre.

En Chine continentale, il n'y a pas eu d'opposition organisée depuis 1949. À partir de 1979, un fort courant libéral a vu le jour, mais il n'a pas été autorisé à s'organiser. Depuis 2017, date à laquelle Liu Xiaobo, le principal représentant du courant libéral, est mort en prison, l'influence des libéraux a diminué sous la répression de Xi, même s'ils ont réussi à se faire entendre à quelques occasions. Seuls les nationalistes se sont renforcés, car ils bénéficient du soutien du régime. Aujourd'hui, il ne reste plus trace d'aucun courant de gauche. Plus terrible encore: malgré des années de persécution, le Falun Gong est resté le courant le plus audible et le mieux organisé à l'étranger (probablement avec une présence clandestine en Chine). Cette secte religieuse, qui exige une loyauté personnelle envers son chef suprême, a une orientation politique qui ne peut être d'aucune aide pour les travailleurs.

### **Qu'est-ce que ce régime ?**

Comment caractériser un régime qui réprime tous les opposants, des libéraux à toutes les nuances de courants de gauche et aux associations civiques indépendantes? Avant de lui donner un nom, examinons brièvement ses caractéristiques fondamentales:

1. Le pouvoir de l'État est illimité. Non seulement toutes les affaires publiques peuvent être contrôlées en dernier ressort par l'État, mais aussi la vie privée, depuis la fertilité des femmes jusqu'à la détention d'un passeport, en passant par l'arrestation de jeunes qui fêtent Halloween.
2. L'État est à son tour sous le contrôle absolu du parti qui ne se donne jamais la peine d'organiser des élections libres et ouvertes. Et le parti, à son tour, est dirigé par un dirigeant suprême qui peut modifier la constitution du pays à sa guise pour se proclamer autocrate à vie.

3. Il existe un contrôle de la pensée et un endoctrinement à l'idéologie du parti, dont l'essence est simple: *tingdanghua*, *gendangzou*, autrement dit «écouter le parti et suivre le parti».

4. son nationalisme chinois est ethnocentrique. Il considère la nation comme un tout homogène et le parti comme son agent naturel. Son chauvinisme han a maintenant engendré le racisme, notamment le génocide culturel et l'incarcération massive des Tibétains et des Ouïghours.

5. Le parti considère également la société chinoise comme un tout homogène, de sorte que les dissident-es constituent une menace pour la nation qui doit être réprimée. Non seulement l'opposition organisée n'est pas autorisée, mais même l'opposition individuelle, dès lors qu'elle devient influente, est réduite au silence.

6. Pour atteindre l'objectif de zéro opposition politique, le parti-État recourt à une surveillance à grande échelle et au tristement célèbre système du crédit social. La monnaie numérique créée par l'État renforce encore davantage la société orwellienne.

7. Depuis le milieu des années 1950, sa stratégie économique a toujours consisté à privilégier les investissements dans les infrastructures et les industries lourdes et de pointe plutôt que la consommation courante et le bien-être de la population, comme l'ont montré le Grand Bond en avant et la Grande Famine. Depuis 1979, le parti a réintroduit le capitalisme en Chine, entraînant un afflux massif de capitaux étrangers. Cela a permis au parti d'atteindre ses objectifs d'industrialisation rapide et celui de nourrir la population. La pauvreté relative (proportion du revenu national revenant aux travailleurs) a toutefois augmenté, car la bureaucratie du parti a utilisé son pouvoir absolu pour s'approprier et commercialiser des ressources vitales afin de s'enrichir. Il s'agit d'une bureaucratie bourgeoise.

8. Ses investissements à l'étranger se classent parmi les cinq premiers au monde depuis de nombreuses années, et il aspire à la réussite commerciale et au pouvoir géopolitique - ce qui n'est pas

pire que d'autres pays capitalistes, mais pas mieux non plus. Cela a nécessairement conduit Pékin sur la voie de l'expansionnisme économique mondial. Cela a été suivi d'un expansionnisme politique, car il se considère comme le successeur légitime de la Chine impériale et du Kuomintang (KMT), avec les «territoires» qu'il estime lui avoir appartenu. C'est pourquoi il a repris à son compte la revendication fallacieuse du KMT sur une grande partie de la mer de Chine méridionale, avec sa «ligne en neuf traits».

### Un régime impérialiste d'extrême droite

Il n'y a que les régimes d'extrême droite qui présentent toutes ces caractéristiques. Alors que Trump en est encore à la première étape de la mise en place d'un régime autocratique, l'autocratie orwellienne de Xi Jinping est déjà passée à la version numérique, précisément parce que son parti exerce déjà un contrôle total. Considérer Pékin comme fondamentalement plus progressiste que l'administration Trump est l'une des plus grandes illusions qui soient.

Alors que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine fait rage, un certain

nombre de membres de la gauche internationale se réjouissent que Pékin «tienne tête à Trump». Si nous pouvons momentanément nous réjouir de l'échec de Trump, nous ne devons pas oublier que toute victoire de Xi dans sa contre-offensive se fait toujours au détriment du peuple. Et, confronté à la fois à la guerre commerciale (une pression extérieure) et aux problèmes internes de la Chine en matière de surcapacité et de chômage, Xi a décidé d'accélérer les exportations chinoises. Cela ne fait que déplacer le problème ailleurs, sans le résoudre. En fait, cela ne fera qu'amplifier la crise mondiale.

Fondamentalement, Xi ne lutte pas contre l'impérialisme. Il se contente plutôt de son programme personnel de *haodaxigong* – une quête de grandeur et de gloire, au service de l'intérêt collectif de la bureaucratie bourgeoise. La question de savoir si Pékin a réussi à égaler la puissance américaine est importante, mais secondaire. La question principale est que l'expansionnisme mondial de Pékin s'est engagé sur la voie de l'impérialisme. Les socialistes honnêtes n'attendent pas que Pékin ait pleinement atteint son objectif pour mettre en garde le monde contre ce danger.

Avec son régime d'extrême droite établi de longue date, sans aucun contre-pouvoir interne ni opposition ou mouvement social externe, Pékin représente un grave danger pour le peuple chinois et pour le monde. Oui, l'impérialisme américain est beaucoup plus fort militairement et économiquement, et il est aujourd'hui plus nuisible pour le monde. Mais la Chine pourrait également causer d'immenses dégâts. Personne ne pourrait empêcher Xi de déclencher une guerre injuste (tout comme Deng Xiaoping a envahi le Vietnam en 1979) ou de faire passer sa volonté de domination avant les intérêts de son peuple, comme Mao l'a fait. Je n'ai pas de réponse à ce défi colossal, mais le moins que nous puissions faire est de donner à ce Léviathan son nom de monstre.

Source : [Amandla](#), n° 100, décembre 2025.  
Traduit pour [ESSF](#) par Pierre Vandevoorde.

Au Loong-yu a publié (en français) : *La Chine : un capitalisme bureaucratique* (Syllepse, 2013) et *Hong Kong en révolte* (Syllepse, 2021).



# L'économie des travailleur·euses confronté au libertarisme

Richard Neuville

43

Créé en 2007 à l'initiative de chercheur·euse de l'université de Buenos Aires impliqués·es dans l'accompagnement du processus de récupération d'entreprises par les travailleur·euses (ERT) en Argentine, le Réseau international de l'économie des travailleuses et des travailleurs<sup>1</sup> a tenu sa 10<sup>e</sup> rencontre du 27 au 29 novembre 2025 dans la ville de La Rioja en Argentine. Dans cet article, nous revenons sur les objectifs de ce réseau et le déroulement de sa dernière rencontre mais également sur les évolutions des ERT, telles qu'observées lors de la dernière étude publiée par le programme Facultad Abierta. Enfin, nous évoquons l'impérieuse solidarité internationale avec l'autogestion en Argentine en butte au libertarisme personnifié par Javier Milei.

## **Un outil d'articulation entre la réflexion théorique et la pratique**

Lors de ces rencontres, il s'agit de dépasser le strict travail académique en confrontant les différentes analyses sur les expériences autogestionnaires, à la fois celles des travailleur·euses impliqués·es et celles d'universitaires. L'objectif est d'articuler la réflexion théorique et la pratique dans un espace de débat qui réunit des travailleur·euses, des syndicalistes, des militant·es sociaux et politiques, des intellectuel·les et des universitaires sur les problèmes et de réfléchir sur les potentialités des expériences rencontrées par les travailleuses et les travailleurs. Elles sont basées sur l'autogestion et la défense des droits et des intérêts de la population

qui vit de son travail, dans les conditions actuelles du capitalisme mondialisé néolibéral. Les axes de débat sont définis au regard des expériences d'autogestion générées par les travailleurs, comme les entreprises récupérées, les mouvements coopératifs de travailleur·euses, les expériences de contrôle ouvrier et de cogestion, l'économie solidaire et les autres luttes pour l'auto-organisation du travail et l'autogestion de l'économie. Les rencontres de l'Économie des travailleur·euses tentent de mettre en débat la lutte des travailleurs et des travailleuses dans les différents contextes nationaux, régionaux et internationaux sous hégémonie néolibérale mondiale. L'un des objectifs est de rechercher des perspectives des expériences d'autogestion économique des travailleur·euses avec différents acteurs des entreprises récupérées, des expériences autogestionnaires du travail, des coopératives, des travailleurs ruraux, des mouvements sociaux, des courants politiques et des intellectuels. Avec le temps, ce réseau s'est doté d'outils d'échanges permanents et se réunit en distanciel régulièrement. Pour la France, l'Association pour l'autogestion et l'Union syndicale Solidaires en sont membres et sont représentées à ce titre aux différentes rencontres.

## **La rencontre internationale de la Rioja**

Elle a réuni plus de 200 participant·es venu·es d'une douzaine de pays des Amériques et d'Europe, membres d'entreprises récupérées et autogérées, de fédérations de coopératives, de mouvements sociaux de l'économie populaire, d'organisations syndicales, de collectifs universitaires et d'autres collectifs liés à la classe ouvrière autogérée.

1. Richard Neuville, «L'économie des travailleur·euses, un réseau international et un concept en construction», *Adresses*, n° 11, avril 2025, p. 60-62.

Symbole du maillage des entreprises récupérées par les travailleur·euses en Argentine, la province très peu peuplée de La Rioja (330 000 habitant·es) compte 17 ERT sur son territoire. Pour des raisons politiques et économiques, la participation et la diversité des représentant·es ont été moindres que lors des précédentes rencontres. Ainsi nombre d'ERT, de coopératives n'ont pas pu y participer pour des raisons purement économiques. Mais plus globalement, des délégations étrangères, habituellement assez importantes à l'image de celles venues du Mexique ou d'Uruguay, ont envoyé un nombre de représentant·es bien plus réduit cette année, principalement des universitaires. À relever cependant la vitalité et la jeunesse de la délégation chilienne, principalement issue de la fédération de coopératives de travail et solidarité (Trasol) qui était très étoffée avec 35 représentant·es, très majoritairement de femmes et qui a joué un rôle très actif.

Les débats ont porté sur les problèmes et les potentialités de l'économie autogérée dans un contexte de rudes attaques contre les travailleur·euses liées à la progression des droites radicales et du néofascisme dans le monde. Comme le rappelle la déclaration finale, il a été réaffirmé que «face à cette menace contre les peuples du monde, la classe ouvrière doit surmonter la fragmentation à laquelle la soumet le capitalisme ultralibéral, renforcer son auto-organisation pour la défense de ses intérêts et, surtout, défendre ses expériences les plus avancées d'auto-organisation et d'autogestion<sup>2</sup>». Ces pratiques doivent également être développées comme une forme alternative d'organisation du travail, de la production et de la soutenabilité de la vie à celle que le projet ultralibéral tente d'imposer. Comme lors des précédentes, la rencontre a été de nouveau un outil d'échanges et d'apprentissages dans une perspective d'esquisses d'alternatives autogérées à partir des expériences concrètes de la classe ouvrière dans différents contextes et régions du monde.

Les débats se sont répartis entre tables rondes et ateliers en partant du plus général

vers le plus particulier avec comme thématiques: «Analyse de la situation de la classe ouvrière dans la crise politique, économique et écologique du capitalisme global. L'autogestion face aux défis des nouvelles et vieilles droites»; «Autogestion comme pratique et comme projet alternatif. Expériences internationales»; «Les entreprises récupérées par les travailleur·euses sous le gouvernement de Milei»; «L'économie des travailleur·euses dans une perspective de genre»; «État et politiques publiques dans l'économie des travailleur·euses»; «La sécurité sociale dans les coopératives»; «Analyse collective sur les interactions économiques et impacts sur les pouvoirs décisionnels»; «Expériences d'autogestion populaire, genre et éducation»; «Défis en termes d'organisation et politique pour le syndicalisme et autres formes d'organisation de travailleur·euses face au capitalisme néolibéral global»; «Production industrielle, commercialisation et articulation dans le secteur coopératif - Production agricole autogérée et communautaire»; «Expériences d'autogestion et récupération d'entreprises en Argentine. Les défis de l'autogestion dans le contexte ultralibéral».

En outre, différents livres ont été présentés tels que: *Produire dans la nouvelle mondialisation*; *Les droites de droite. La victoire du capitalisme mondialisé* de Mario Hernández; *L'autogestion comme forme de lutte. Questions pour construire un chemin commun* de la fédération Trasol.

Pour Andrés Ruggeri, les débats se sont concentrés principalement sur l'Amérique latine et ont manqué de perspectives internationales sur l'autogestion<sup>3</sup>. La faible participation des Européens et le peu d'expériences en cours sur notre continent peuvent expliquer ce constat. Il a également expliqué que le mouvement des entreprises récupérées en Argentine est actuellement en grave danger, avec une diminution de 30 entreprises récupérées, une perte de 10 % des emplois et une réduction des salaires pouvant aller jusqu'à 50 %, principalement à cause des politiques économiques ultralibérales de Milei. La pénétration des idées libertariennes de Milei au sein des collectifs de travail pose

2. «Declaración final del "x encuentro internacional la economía de las y los trabajadores"», La Rioja, 29 novembre 2025.

3. [Webinaire de bilan](#) de la rencontre de La Rioja organisée par l'Association Autogestion et l'Union syndicale Solidaires.

des questions nouvelles sur l'impact de ces idées sur la culture de l'autogestion. Nous revenons ci-après sur ces aspects.

- Lors de la clôture, la rencontre a exprimé :
- a) sa solidarité active avec le peuple palestinien et pour la fin de l'occupation, du génocide et de l'agression constante de l'État d'Israël et de ses alliés occidentaux ;
  - b) elle s'est prononcée contre l'agression impérialiste des États-Unis contre le Venezuela et pour la consolidation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix ;
  - c) son soutien à l'autogestion de l'usine GKN de Florence, en Italie ;
  - d) son opposition à la vente aux enchères dont menace le pouvoir judiciaire l'entreprise récupérée Gráficos Asociados de la province de Mendoza, en Argentine ;
  - e) sa condamnation de la fermeture et de l'ordre d'expulsion contre l'usine récupérée La Litoraleña de la ville de Buenos Aires ;
  - f) en soutien à la poursuite du travail de l'usine récupérée Cristalería Vitrofin, de Cañada de Gómez, Santa Fe, menacée par la coupure de l'approvisionnement de gaz ;
  - g) et en soutien à la loi d'expropriation de l'imprimerie Morvillo, dans la province de Buenos Aires.

En ce qui concerne le fonctionnement de la rencontre, il a été mentionné lors de la séance plénière qu'il était nécessaire de continuer à perfectionner les mécanismes de participation et à élargir les espaces de travail, en envisageant la possibilité que ceux-ci ne soient pas subordonnés aux propositions reçues, mais qu'il y ait une planification préalable, toutes ces questions devant être traitées par le comité organisateur en vue de la prochaine rencontre. À titre d'exemple, Les questions de filières de commercialisation des produits des coopératives restent toujours en chantier.

La 11<sup>e</sup> Rencontre internationale pourrait avoir lieu en juillet 2027. Plusieurs propositions ont été formulées: Chili, Bolivie, Uruguay et Italie. Compte tenu des difficultés logistiques croissantes, de la hausse du prix des billets d'avion et d'autres questions, il a également été convenu que les rencontres régionales de 2026 n'auraient lieu que si une

proposition effective était faite par une organisation se proposant de l'accueillir. Cela doit également être examiné en fonction des conditions politiques de son organisation, en raison des persécutions croissantes de l'extrême droite dans les pays où elle gouverne. À cet égard, et bien que la rencontre se soit déroulée normalement, la visite inhabituelle d'agents de la Direction des migrations dans l'un des hôtels où étaient logés des participant·es étranger·ères participant à la rencontre a été dénoncée, comme une tentative claire d'intimidation qui ne s'était jamais produite lors des nombreuses rencontres organisées précédemment en Argentine.

En conclusion, il convient de signaler la qualité des débats, d'écoute et de tolérance entre les participant·es lors de cette rencontre. La participation de chacun·e à été active et a permis de réels échanges. Les divergences n'ont pas été esquivées, elles se sont exprimées sans jugement. Certaines questions restent en débat, certaines définitions également à l'image des notions de «récupération/reprises d'entreprises», d'«économie des travailleur·euses», etc. Dans un contexte d'offensive des droites de droite et de menace néofasciste, la dimension internationale et internationaliste a été permanente. Cette offensive a fait l'objet d'une attention toute particulière compte tenu de ses conséquences pour les classes ouvrières des différents pays. Le contexte politique et économique argentin, les difficultés rencontrées par les entreprises récupérées par les travailleur·euses en Argentine<sup>4</sup> ont compliqué l'organisation de cette rencontre d'un point de vue financier.

### **Un infléchissement du processus des entreprises récupérées par les travailleuseuses en Argentine**

En septembre 2025, le programme Facultad Abierta de la faculté de philosophie et lettres de l'Université de Buenos Aires et le Centre de documentation des entreprises récupérées ont publié le rapport 2025 sur la situation des entreprises récupérées par les travailleuseuses en Argentine. S'appuyant sur des relevés, des rapports et des

4. Richard Neuville, «[Argentine : les entreprises récupérées en butte au libertarisme](#)», Association Autogestion, 29 octobre 2025.



enquêtes de terrain, son titre reflète bien la situation : *Les entreprises récupérées sous le gouvernement de Milei. Crise et résistance du travail autogéré*<sup>5</sup>. Il s'agit du VIIe rapport rédigé par ce programme depuis 2002, ce qui atteste d'un travail inscrit dans la durée avec une base de données permanente permettant une analyse détaillée des évolutions de ce processus<sup>6</sup>. Dans un contexte de fortes tensions sociales et politiques, il pointe des évolutions notables au niveau des entreprises récupérées par les travailleur·euses, déjà perceptibles dans la précédente enquête.

Tout d'abord, pour la première fois depuis la crise de 2001, le nombre des ERT est en recul par rapport au décompte du précédent rapport de 2021. En effet, il passe du maximum relevé avec 430 unités à 398 en août 2025. Cette réduction du nombre d'ERT s'accompagne d'une perte d'emplois de plus d'un millier de postes de travail depuis le début de la pandémie, soit 6,5 % des emplois existants précédemment. C'est une situation inédite dans le processus depuis son émergence au début des années 1990. À titre

---

5. [Rapport 2025 du programme Facultad Abierta](#) ; voir également les [chiffres clés](#) de ce rapport (traduction en français : [Association pour l'autogestion](#)).

6. De nombreux textes ont été consacrés par l'auteur de cet article et ont été publiés sur le site de l'[Association pour l'autogestion](#) et sur son [blog](#).

d'exemple, une ERT aussi emblématique que celle de l'hôtel Bauen, qui avait résisté contre vents et marées à toutes les agressions et les tentatives d'évacuation judiciaires et policières aura été victime de la pandémie et contrainte d'arrêter pour des raisons économiques, tout comme l'hôtel Cacique Pismanta à San Juan.

Ensuite, depuis l'arrivée au pouvoir du président Javier Milei (décembre 2023), dans un contexte de fermetures massives d'entreprises et de précarisation du travail, seules trois ERT ont été récupérées correspondant à 21 travailleur·euses.

Ces deux paramètres révèlent un infléchissement réel dans le processus de récupération des entreprises par les travailleur·euses en Argentine depuis la pandémie et la présidence de Milei après une croissance continue pendant deux décennies.

Dans une période où «les conflits industriels et les fermetures d'entreprises continuent d'augmenter (avec entre 12 000 et 16 000 PME perdues depuis décembre 2023), cette évolution des récupérations marque une rupture avec la tendance observée lors de la crise de 2001». Les auteur·es du rapport font également remarquer qu'il y avait déjà eu «un premier infléchissement sous le gouvernement de Mauricio Macri (2016-2019)». Et d'affirmer que «dans ce contexte, la solution des coopératives ne s'est pas encore imposée comme une issue à la situation». Andrés Ruggeri, coordinateur du programme Facultad abierta, interrogé par l'Agence Ansol pour *Tiempo Argentina* confirme ce constat :

Dans le contexte actuel avec ce gouvernement, avec les choix économiques, la destruction de politiques publiques, la fermeture d'un grand nombre d'entreprises, en particulier les PME et les industries, il devrait y avoir de nouveaux processus de récupération d'entreprises, mais il n'y en a pas<sup>7</sup>.

Il fait la distinction entre la situation actuelle et celle de 2001 :

Aujourd'hui, on observe une sorte de recul du collectif vers la solution individuelle.

---

7. Agencia Ansol, «[Crisis multicausal: 3 empresas recuperadas y fuerte resistencia en la era Milei](#)», *Tiempo Argentino*, 11 octobre de 2025 :

C'est un phénomène qui est à l'œuvre. À l'époque, il n'y avait pas beaucoup d'endroits où aller si l'on perdait son emploi, il n'y avait pas beaucoup d'options. Aujourd'hui, il existe une multitude de possibilités, qui sont généralement trompeuses ou circonstancielles, comme les plateformes et les applications numériques.

Néanmoins, ce secteur continue d'occuper 13812 travailleur·euses montrant ainsi la validité de l'expérience en matière d'auto-gestion dans un contexte politique et économique défavorable au travail autogéré.

Le rapport confirme la prégnance de la localisation des ERT avec une forte concentration sur la province et l'Aire métropolitaine de Buenos Aires (AMBA) qui représentent quasiment la moitié des récupérations avec 47 % (189 cas). La Ville autonome de Buenos Aires (CABA) représente à elle seule 17 % (68 ERT). Le reste du pays est bien représenté avec un nombre important de récupérations dans les provinces de Santa Fe (33 cas), Córdoba (24), La Rioja (17), Entre Ríos (11) et Chubut (10). Seules deux provinces (Santa Cruz et Catamarca) sur 24 ne comptent aucune ERT.

La prédominance du secteur industriel (62,8 %) dans les récupérations se confirme mais elle se diversifie : les entreprises métallurgiques (63 ERT), alimentaires (55), textiles (40), graphiques (39) et frigorifiques (22). La proportion des entreprises métallurgiques est passée de 30 % du total des ERT en 2004 à 15 % aujourd'hui. En 2025, il y a une plus grande diversification des entreprises récupérées dans le secteur industriel. Parmi les entreprises de services, on trouve principalement les médias (21), la restauration (19) et les écoles (17), ainsi qu'une grande diversité d'autres secteurs d'activité.

Les auteur·es du rapport rappellent que pour pouvoir contextualiser la situation actuelle des ERT, il est important d'observer le processus dans son ensemble. Une des représentations, qui continue à être présente, est l'association avec la crise de 2001, qui fut effectivement très importante pour la visibilité du processus et son impulsion. Cependant, en Argentine, il existe des entreprises récupérées depuis les années 1950. C'est pourquoi, ils/elles distinguent différentes étapes avec différentes caractéristiques dans l'évolution du processus :



1. Une étape de cas précurseurs du processus de récupération d'entreprises à partir des années 1950, parmi lesquelles certaines existent encore aujourd'hui.

2. Une étape de formation et de résistance aux premiers effets de la mise en œuvre du néolibéralisme dans les années 1990.

3. L'étape de crise autour de 2001, qui s'étend entre les années 2000 et 2004, avec un pic d'occupations et la constitution de l'identité des ERT en tant que processus différent à la fois des conflits syndicaux classiques comme du coopérativisme traditionnel.

4. Une étape de consolidation (entre 2005 et 2015) sous les gouvernements de Néstor y Cristina Kirchner, dans un environnement macroéconomique favorable à la production, la croissance du marché interne et des politiques sociales qui ont permis la formation d'ERT, sans pour autant résoudre les problèmes de fond.

5. Une étape de résistance sous le gouvernement de Mauricio Macri, marquée par des politiques visant à contenir ou à ralentir le processus et par une détérioration notable des conditions de la production autogérée (2016-2019).

6. Une étape de baisse du nombre de récupérations sous le gouvernement d'Alberto Fernández (2020-2023), marquée par l'impact de la pandémie de Covid-19 et les signaux contradictoires envoyés par l'État, sans avancée dans la résolution des conditions nécessaires à la consolidation des ERT.

7. L'expérience ultralibérale de La Libertad Avanza (à partir de décembre 2023), avec la destruction des politiques publiques et l'aggravation des conditions macroéconomiques, phase en cours qui est analysée dans le présent rapport.

Depuis les années 1990, ce sont 555 entreprises qui ont été récupérées par les travailleur·euses, parmi lesquelles 158 ont cessé de fonctionner. Entre 1991 et 2000, il y a eu 43 récupérations; entre 2001 et 2005 : 174; entre 2006 et 2015 : 220 ; entre 2016 et 2019 : 75 ; entre 2020 et 2023 : 31 et en 2024-2025 : 1. Le mouvement de récupération a eu une période d'extension à partir de 2001, qui s'est accentuée sous les gouvernements Kirchner, puis poursuivie sous

Macri avant de baisser brutalement à partir de 2020.

L'analyse des données recueillies lors de l'enquête confirme les évolutions observées globalement et notamment un accroissement de la précarité et une paupérisation des travailleur·euses. La baisse moyenne de la production est de l'ordre de 40 %, avec des pics pouvant atteindre 80/90 %. 44 % des ERT reconnaissent une diminution du nombre d'emplois. La perte est de l'ordre de 6,5 % du total des travailleurs/travailleuses des ERT de 2023. 62 % des ERT n'ont pas réussi à maintenir les salaires de leurs travailleur·euses au niveau de l'inflation. La baisse des revenus de leurs travailleur·euses a atteint en moyenne 40 %.

Le rapport évoque également les conséquences du cumul d'emplois, telles que la fatigue au travail, l'absentéisme, le manque de ponctualité et la perte d'engagement envers l'autogestion. Dans 74 % des ERT, certain·es travailleur·euses ont dû chercher des emplois complémentaires pour maintenir leurs revenus, notamment grâce aux applications du capitalisme de plateforme. Cependant, cette situation concerne principalement les grands centres urbains. Andrés Ruggeri alerte sur une autre évolution :

Une chose que nous n'avions jamais vue auparavant était cette question de contraction économique face à la baisse des revenus et de la production. Ainsi, les travailleur·euses ne partent pas, l'entreprise ne ferme pas, mais ils gagnent beaucoup moins.

Le plus souvent, leurs revenus couvrent leurs besoins, mais dans des conditions moins favorables qu'il y a deux ou trois ans. Face à cela, on assiste à l'apparition d'un phénomène de cumul d'emplois, qui n'est pas propre aux entreprises récupérées. Par ailleurs, depuis longtemps, le renouvellement générationnel des entreprises récupérées est très compliqué et il semble également difficile d'envisager un emploi stable pour les générations qui ont aujourd'hui moins de 30 ans. Il apparaît peu attrayant d'entrer dans une entreprise récupérée.

La baisse de la consommation, l'augmentation et la dollarisation des coûts, la perte de marchés au profit des importations, la fermeture d'entreprises de la même chaîne de valeur, l'augmentation des tarifs et la

destruction quasi totale des politiques publiques destinées au travail autogéré (principalement au niveau national) sont les facteurs les plus souvent cités pour expliquer cette situation.

Bien que 54 % des ERT déclarent entretenir encore des liens avec la politique publique, il s'agit pour la plupart de programmes provinciaux ou municipaux, et pour une autre partie, du maintien dévalorisé des subventions individuelles ou des plans sociaux qui sont encore en vigueur. La quasi-totalité des programmes nationaux de soutien, d'assistance technique et de promotion du travail autogéré ont été supprimés par le gouvernement de Javier Milei. L'Institut national des associations et de l'économie sociale (INAES) a été en partie démantelé alors qu'il avait été grandement renforcé lors du précédent mandat présidentiel d'Alberto Fernández (2020-2023).

Le rapport conclut en affirmant «que le processus de récupérations d'entreprises par les travailleur-euses en Argentine traverse actuellement une crise, que nous qualifions de crise multicausal». Indépendamment des difficultés et des problèmes exposés, les auteur-es soulignent que «nous sommes encore loin de la fin de l'expérience des entreprises récupérées. Non seulement parce que, malgré toutes les difficultés, il existe encore quatre cents ERT et des milliers d'emplois autogérés, mais aussi parce que la transformation régressive du pays par l'ultralibéralisme semble également trouver ses limites en atteignant rapidement des niveaux de souffrance populaire rarement vus. Les entreprises récupérées et la création d'unités de production basées sur le travail autogéré ne sont pas une situation passagère et l'ont prouvé au cours de trois décennies d'existence, et tout indique qu'elles ont encore beaucoup à apporter à la riche histoire de la lutte de la classe ouvrière argentine».

### **La solidarité internationale avec l'autogestion en Argentine**

Considérant les menaces exercées sur les entreprises récupérées par les travailleur-euses (ERT) par la politique d'extrême droite et ultralibérale menée par Milei en Argentine depuis décembre 2023, le Réseau international de l'économie des travailleuses et des travailleurs a décidé de créer un

comité international de solidarité avec l'autogestion en Argentine en publiant un appel en juin 2025<sup>8</sup>. Il stipule notamment que :

Les entreprises récupérées par les travailleur-euses en Argentine constituent le mouvement contemporain le plus emblématique de l'autogestion du travail, non seulement en Amérique latine, mais également dans le monde entier. Apparues dans les années 1990, au plus fort du néolibéralisme, elles ont acquis une visibilité mondiale après la crise argentine de 2001, avec plus d'une centaine d'occupations d'usines et d'entreprises de toutes sortes. Aujourd'hui, le mouvement compte plus de 400 coopératives de travailleurs dans toute l'Argentine, qu'il s'agisse d'usines industrielles, de producteurs de denrées alimentaires ou de prestataires de services en tout genre, y compris des écoles et des hôpitaux. Près de 14 000 travailleurs vivent du travail autogéré de ces entreprises, qui étaient en faillite et abandonnées par le capital, et qui ont été remises en service dans le cadre de l'autogestion grâce à la lutte, à la volonté et à la créativité de leurs travailleurs. L'émergence des entreprises récupérées a remis en débat au sein de la classe ouvrière et des mouvements sociaux, l'expérience historique de l'autogestion, en la portant au-delà du coopérativisme institutionnel [...] En particulier, l'expérience des entreprises récupérées est soumise à la destruction économique, la chute de la production, la baisse de la consommation et l'agression des juges, des médias et l'intensification de la répression.

Ce processus, connu comme le «mouvement contemporain le plus emblématique de l'autogestion du travail dans le monde», est fragilisé par différents paramètres. Les travailleur-euses impliquées dans cette expérience font preuve d'une résistance héroïque mais ils/elles ont besoin de la solidarité internationale et leur avenir concerne également le mouvement social mondial.

Cet appel a été relayé en France par une quinzaine d'organisations qui lui ont apporté

8. «Appel à rejoindre le Comité international de solidarité avec l'autogestion en Argentine», Association Autogestion, 9 juillet 2025 : Blog du Comité international (onglet français):

leur soutien. Cette liste reste ouverte, il est toujours possible de soutenir l'appel. Deux campagnes internationales concrètes ont déjà été lancées : la première, en soutien à l'entreprise frigorifique Incob, située à Bahia Blanca, qui avait subi une inondation consécutive à un ouragan et la seconde, en appui à l'imprimerie récupérée Nueva Era qui nécessite des fonds pour la remise en état des machines et l'achat de pièces de rechange et des fournitures nécessaires pour démarrer la production et permettre la reprise définitive du travail de ses travailleurs associés<sup>9</sup>.

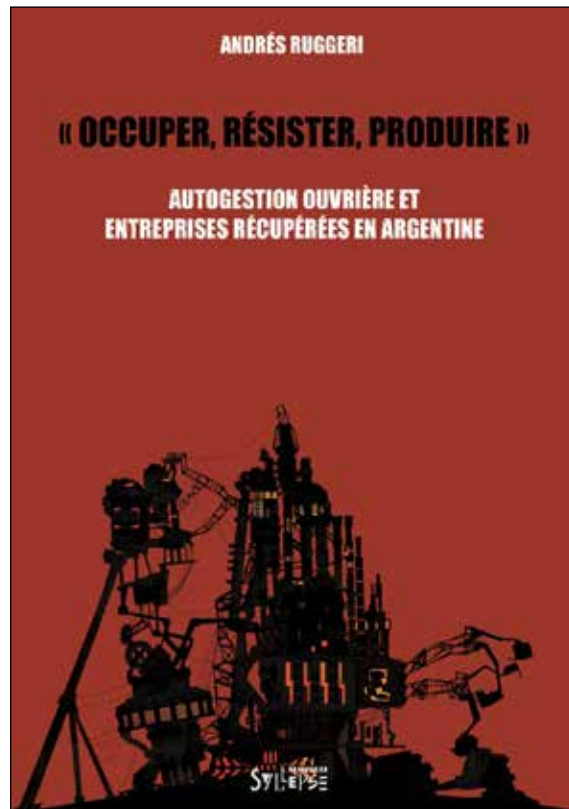
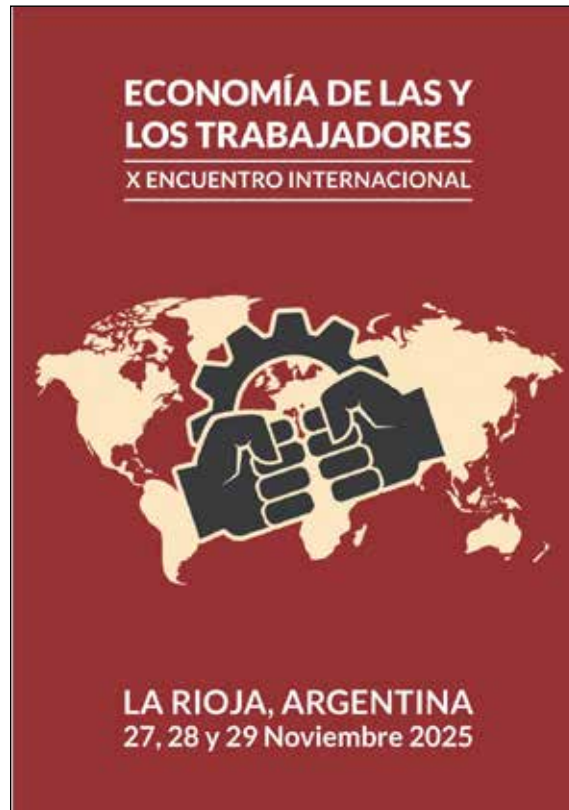
Le processus de récupérations d'entreprises par les travailleur-euses en Argentine avait été un peu médiatisé en France au cours de la période 2002-2003 à travers quelques expériences emblématiques (Zanón/FasinPat, Brukman, Bauen, etc.) relayées par des groupes politiques. Par la suite, beaucoup moins et pourtant il s'est développé avec un triplement des récupérations au cours des vingt dernières années. Avec constance, l'Association pour l'autogestion s'est évertuée à suivre ce processus, à tenter de le faire connaître et de relayer les différents appels de solidarité. S'il s'est largement étoffé, il ne s'en trouve pas moins à la croisée des chemins depuis l'accession au pouvoir de Javier Milei et son libetarisme. Plus que jamais, les travailleur-euses argentin-es impliquées dans ces expériences ont besoin d'un soutien international concret. Soyons à la hauteur de cet enjeu pour soutenir ce mouvement emblématique de l'autogestion dans le monde.

---

Richard Neuville est membre de l'[Association pour l'autogestion](#)

---

9. « Campagne de solidarité avec l'entreprise récupérée Nueva Era en Argentine », Association Autogestion, 11 novembre 2025.



# Comment les Afghanes reconstruisent le savoir en dehors des institutions

Amna Mehmood

51

À l'occasion de la Journée internationale de l'éducation des femmes et des filles, l'éducation est souvent abordée sous l'angle de son accès : qui est autorisé·e à entrer dans une salle de classe, qui se voit refuser l'accès à l'école, qui est exclu·e par la loi ou par les politiques ? Dans le cas de l'Afghanistan, ce débat est à la fois urgent et nécessaire. Pourtant, après des années passées à documenter l'exclusion, une question plus complexe sur le plan analytique se pose désormais : qu'advient-il de l'éducation lorsque les institutions ne fonctionnent plus, et qui transmet le savoir lorsque les systèmes formels s'effondrent ?

L'Afghanistan représente l'un des cas les plus extrêmes d'exclusion territoriale de l'éducation. Les universités sont fermées aux femmes et l'enseignement secondaire est suspendu, les talibans ayant systématiquement démantelé l'architecture institutionnelle de l'apprentissage. Mais l'éducation elle-même n'a pas disparu. Elle s'est plutôt reconfigurée, dépassant les salles de classe, les frontières et les autorisations de l'État.

Dans cette transformation, les femmes afghanes ne se contentent pas de préserver l'apprentissage ; elles reconstruisent activement l'éducation en tant que pratique transnationale, distribuée et dirigée par des femmes.

Il ne s'agit pas d'une histoire de survie. C'est une histoire de travail universitaire, de continuité intellectuelle et d'émergence de nouvelles formes d'éducation qui remettent en question les idées reçues sur la place du savoir et sur celles et ceux qui sont autorisés à le produire.

Pendant une grande partie de l'histoire moderne, l'éducation a été indissociable du

territoire. Les universités, les écoles, les laboratoires et les bibliothèques ont été rattachés aux États-nations, réglementés par les ministères et légitimés par des accréditations officielles. Lorsque ces structures disparaissent, on suppose généralement que l'éducation disparaît avec elles.

## **L'Afghanistan contredit cette hypothèse**

Malgré la suppression de l'accès aux institutions, l'apprentissage n'a pas cessé, mais s'est déplacé. L'éducation passe désormais par des réseaux informels, des plateformes numériques cryptées, des salles de classe de la diaspora, des chaînes de mentorat et des dispositifs d'enseignement entre égales/égaux qui s'étendent sur plusieurs continents et fuseaux horaires. Les Afghanes vivant dans le pays et dans la diaspora sont devenues les principales architectes de cet écosystème éducatif déterritorialisé.

En ce sens, l'Afghanistan est un cas d'étude en matière d'apprentissage transnational qui révèle comment les systèmes de connaissances s'adaptent dans des conditions extrêmes.

## **Les Afghanes, fondatrices de salles de classe transnationales**

Il est essentiel de noter que les femmes afghanes ne sont pas uniquement considérées comme des bénéficiaires au sein de cet écosystème. Elles sont également éducatrices, conceptrices de programmes scolaires, référentes et coordinatrices. Elles élaborent des programmes, organisent les horaires d'enseignement en tenant compte des coupures d'électricité et de l'instabilité de l'internet, encadrent des élèves qu'elles



ne rencontreront peut-être jamais en personne et utilisent l'internet pour transmettre leur expertise, acquise au cours d'années de formation officielle avant l'effondrement des institutions.

Ces efforts ne sont ni isolés ni anecdotiques. Au cours des dernières années, les membres et les organisations de la diaspora afghane ont mis en place une infrastructure éducative parallèle dense qui couvre la scolarité, la préparation à l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et le mentorat académique. Bien que leur ampleur et leur visibilité varient, ces initiatives fonctionnent ensemble comme des systèmes éducatifs distribués qui opèrent parallèlement aux institutions formelles, et souvent indépendamment de celles-ci.

Au niveau scolaire et secondaire, des programmes menés par la diaspora ont vu le jour afin de maintenir la continuité de l'apprentissage pour les filles exclues des salles de classe formelles. Parmi ces initiatives, on peut citer Learn Afghanistan, Daricha Education, Free to Learn Afghanistan et les cours Coursera. Elles proposent des programmes d'études en ligne structurés, des cours de langue et des matières académiques fondamentales. Ces programmes fonctionnent comme des systèmes scolaires parallèles de manière informelle mais systématique, garantissant ainsi que la progression scolaire ne s'arrête pas complètement.

Au-delà de la scolarisation, une part importante de l'éducation menée par la diaspora se concentre sur la préparation à l'université et la mobilité académique. Des organisations telles que Afghan Female Students for Change et des initiatives axées sur la technologie comme Code to Inspire soutiennent la formation linguistique, la rédaction académique, l'orientation en matière de candidatures et le développement des compétences professionnelles. Dans certains cas, ces efforts sont complétés par des partenariats avec des acteurs/actrices mondiaux de l'éducation, notamment des initiatives soutenues par Education Cannot Wait.

Parallèlement, des femmes afghanes issues du monde professionnel et scientifique ont mis en place des programmes de formation spécifiques à certaines disciplines, en particulier dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des

mathématiques (STIM). Des réseaux tels que Afghan Girls in STEM, le comité STEM de l'AEC, STEM for Her Afghanistan et She Codes Afghanistan proposent des cours virtuels, des ateliers et des formations axées sur la carrière. Ces initiatives se distinguent non pas par leur caractère d'urgence, mais par l'accent qu'elles mettent sur le développement intellectuel et professionnel à long terme.

### **Le tutorat en tant qu'infrastructure académique**

Le tutorat est devenu l'un des éléments les plus essentiels, mais aussi les moins visibles, de cet écosystème éducatif transnational. En l'absence de structures de supervision formelles, les femmes afghanes issues du milieu universitaire et professionnel ont endossé les rôles de mentorat traditionnellement assumés par les institutions.

Des réseaux mondiaux tels que Afghan Women in STEM mettent en relation des étudiant·es avec des tuteurs/tutrices issues de différentes disciplines, tandis que des organisations militantes telles que Women for Afghan Women intègrent l'orientation scolaire et le développement du leadership dans des cadres de soutien plus larges. Parallèlement à ces réseaux formels, des centaines d'éducateurs/éducatrices individuelles encadrent des étudiant·es de manière informelle grâce à des relations durables basées sur la confiance, souvent sans affiliation organisationnelle, sans financement ni reconnaissance publique.

Ces modèles de mentorat ne se contentent pas d'offrir des conseils. Ils reproduisent la culture universitaire : ils enseignent comment réfléchir, écrire, présenter, critiquer et persévérer. Ce faisant, ils préservent les normes épistémiques de l'enseignement supérieur, même lorsque les établissements eux-mêmes sont inaccessibles.

### **Bourses publiques et continuité intellectuelle**

Les conférences en ligne, les webinaires et les forums universitaires ont permis de maintenir la vie intellectuelle au-delà des frontières. Des plateformes telles que Afghan Women in Science et des organisations scientifiques internationales, dont l'OWSD, offrent aux femmes universitaires afghanes

un espace où elles peuvent présenter leurs recherches, échanger des idées et rester visibles dans les débats universitaires mondiaux.

Ces forums ne sont pas symboliques. Ils servent de lieux de validation des connaissances, permettant aux femmes afghanes de conserver leur identité universitaire et d'apporter leur contribution intellectuelle malgré leur exclusion des campus et des laboratoires physiques.

### **Ampleur, continuité et système parallèle**

Il est difficile de quantifier précisément l'ampleur des nouvelles offres en raison des contraintes de sécurité et de la nature informelle de nombreuses initiatives. Cependant, une synthèse prudente des informations accessibles au public indique :

- Des dizaines d'organisations actives dirigées par la diaspora se concentrent explicitement sur l'éducation des femmes afghanes ;
- Des centaines d'éducateurs : éducatrices et de tuteurs/tutrices individuelles opèrent de manière indépendante ou semi-formelle ; et
- Des milliers d'apprenantes participent chaque année à des programmes scolaires, de préparation à l'université et de formation professionnelle.

D'un point de vue analytique, ce n'est pas seulement l'ampleur qui importe, mais aussi la continuité. Bon nombre de ces initiatives fonctionnent de manière continue depuis plusieurs années, s'adaptant aux contraintes politiques et technologiques changeantes.

Ensemble, elles constituent un système éducatif transnational parallèle qui se caractérise par un leadership distribué, un enseignement transfrontalier, une accréditation informelle fondée sur la réputation et les résultats, et une forte orientation vers la production future de connaissances.

### **D'une perte nationale à une perspective mondiale**

Bien qu'ancrée dans les conditions spécifiques de l'Afghanistan, cette reconfiguration éducative revêt une importance mondiale. Alors que les conflits, l'autoritarisme, les déplacements de population et

les perturbations climatiques déstabilisent de plus en plus les systèmes éducatifs à travers le monde, ces modèles d'apprentissage transnationaux et informels sont susceptibles de se généraliser.

Les femmes afghanes sont involontairement les pionnières d'une forme d'éducation qui remet en question l'idée selon laquelle les connaissances légitimes doivent être sanctionnées par les institutions. Ce qui émerge n'est pas simplement une éducation sous contrainte, mais un prototype d'éducation sans frontières.

Le défi pour la communauté internationale consiste non seulement à rétablir l'accès à l'éducation en Afghanistan, mais aussi à reconnaître, soutenir et tirer les leçons des infrastructures éducatives mises en place par les femmes afghanes.

Pour ce faire, il faut passer d'un discours centré sur l'accès à un discours qui reconnaît les pratiques éducatives, la maternité/paternité et l'autorité au-delà des institutions.

### **L'éducation comme pratique, pas comme autorisation**

L'éducation ne commence pas par une autorisation. Elle commence par un engagement. Elle se poursuit à travers l'enseignement sans titre, le mentorat sans contrat et l'apprentissage sans salle de classe.

En cette Journée internationale de l'éducation des femmes et des filles, les Afghanes nous rappellent que lorsque les universités se taisent, le savoir ne disparaît pas. Il se déplace. Il s'adapte. Et il est transmis par celles et ceux qui refusent de laisser l'éducation prendre fin.

Source : *Zantime*, 10 février 2026. Traduction DE.

---

*Amna Mehmood est biologiste et enseignante à l'université Martin-Luther de Halle-Wittenberg, en Allemagne.*

# Ce que la nuit enseigne : vers une nouvelle gauche indienne à l'ère de la non-liberté

Sushovan Dhar

55

Quelque chose de fondamental a changé en Inde. On peut le percevoir non seulement dans les lieux évidents - le parlement, les studios de télévision, les meetings électoraux - mais aussi dans les zones plus lentes et plus silencieuses de la vie : dans les écoles, où la peur devient un langage ; autour des puits de village, où la caste décide encore de l'ordre de la soif ; dans le silence qui s'abat lorsque le nom d'une communauté religieuse minoritaire est prononcé avec colère ; et dans mille hésitations tacites qui ponctuent désormais le discours ordinaire. Les angoisses de l'ère néolibérale ont fusionné avec une machine idéologique centenaire, produisant une formation politique à la fois douloureusement familière et terriblement nouvelle.

## Un siècle en gestation

Ce phénomène n'est pas simplement la montée d'un parti de droite. C'est le triomphe d'un projet qui a patiemment attendu pendant des générations, accumulant sa force dans les *shakhas*<sup>1</sup> de quartier, les fêtes religieuses, les réseaux caritatifs et les manuels scolaires. Comme l'a montré Christophe Jaffrelot<sup>2</sup>, le *Sangh Parivar*<sup>3</sup> est moins une or-

ganisation politique qu'un vaste organisme social : il respire à travers les institutions, circule à travers les habitudes et s'installe dans les moindres recoins de la vie culturelle. Lorsque le BJP a finalement accédé au pouvoir, ce n'était pas un accident électoral mais un aboutissement idéologique<sup>4</sup>.

La nouveauté réside dans la manière dont cette vieille machinerie s'est mêlée aux décombres laissés par le néolibéralisme. Les campagnes indiennes sont hantées par les fantômes de promesses abandonnées - prix minimum de soutien, salaires stables, canaux d'irrigation qui se sont asséchés avant d'atteindre les champs. Les travailleurs, vivant sous les ponts autoroutiers, portant smartphones et dettes dans leurs poches, débordent des villes. Une génération a grandi en croyant que la modernité signifie précarité, que la mobilité signifie insécurité et que la survie signifie se battre pour des miettes. L'analyse de Kalyan Sanyal<sup>5</sup> - les vastes « zones d'exclusion » de l'Inde - ne ressemble plus à une terminologie académique ; elle décrit la texture de la vie quotidienne.

---

1. Le *shakha* (branche) est l'unité organisationnelle de base du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), où les membres se réunissent pour l'entraînement physique, l'instruction idéologique et les activités collectives. Il existe des dizaines de milliers de *shakhas* à travers l'Inde.

2. Christophe Jaffrelot est un politologue français et spécialiste éminent de la politique sud-asiatique, en particulier du nationalisme hindou. Ses ouvrages comprennent *Les nationalistes hindous* (1993) et *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique* (2019).

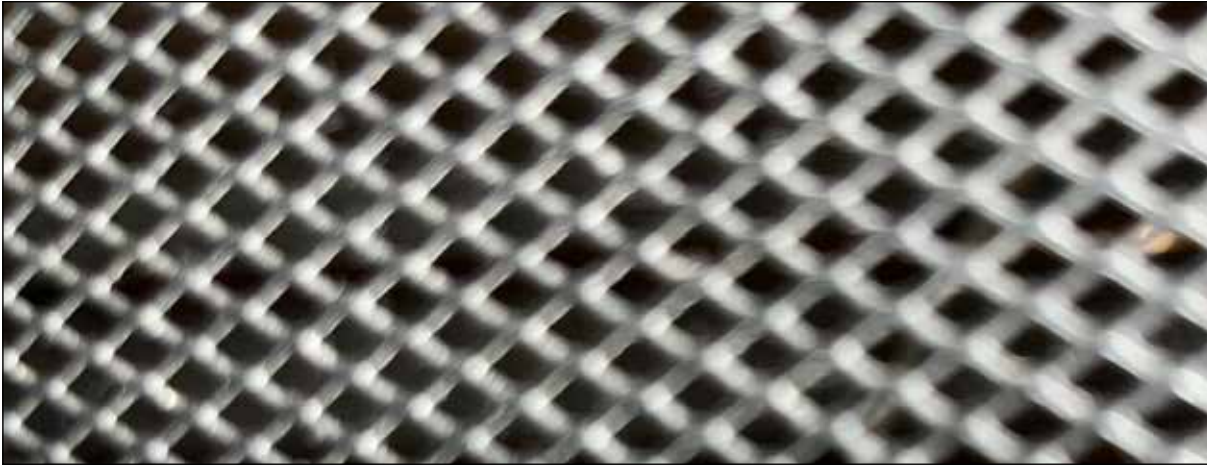
3. Le *Sangh Parivar* (littéralement « famille d'organisations ») désigne le réseau d'organisations

---

nationalistes hindoues affiliées au RSS, incluant le BJP (son aile politique), le Vishva Hindu Parishad (VHP), le Bajrang Dal, ainsi que de nombreuses organisations éducatives, syndicales et culturelles. Voir « Inde : le grand recul de la gauche », [EESF](#).

4. Voir « Inde : fascisme rampant », [EESF](#).

5. Kalyan Sanyal (1951-2012) était un économiste marxiste de l'Université de Calcutta dont l'œuvre influente *Rethinking Capitalist Development: Primitive Accumulation, Governmentality and Post-Colonial Capitalism* (2007) analysait comment le développement capitaliste en Inde crée de vastes populations exclues de la participation économique formelle.



### Ruines néolibérales, rêves autoritaires

Dans ces ruines, le nationalisme hindou a trouvé son langage. Partout où la certitude économique s'est effondrée, le ressentiment culturel s'est propagé ; partout où les emplois ont disparu, les mythes de grief historique ont grandi ; partout où l'État-providence a reculé, la politique de l'humiliation s'est installée. « Tu n'es peut-être pas en sécurité », murmure le récit majoritaire, « mais au moins tu es supérieur à quelqu'un ». C'est une moralité toxique, mais à une époque d'espoirs déplacés, elle s'est avérée efficace. Les réflexions de Dave Renton<sup>6</sup> sur le fascisme – sa capacité à transformer le désespoir en désir de purification – correspondent au moment présent avec une précision inconfortable, bien que l'autoritarisme indien porte le masque de la démocratie électorale<sup>7</sup>.

Le résultat est un hybride particulier : un ordre majoritaire autoritaire aux aspirations fascistes, opérant à travers les procédures familières de la République, tout en la vidant de l'intérieur. Les élections continuent, mais leur esprit s'estompe ; les institutions demeurent, mais leur autonomie s'érode ; les tribunaux rendent des jugements, mais la justice devient timide. Perry Anderson<sup>8</sup> a

écrit un jour que l'Inde n'avait jamais pleinement résolu les contradictions de son origine nationaliste ; aujourd'hui, ces contradictions sont revenues avec une vengeance, aiguës par les ambitions d'un mouvement qui cherche à remplacer la République par un État-civilisation.

### Les limites de l'opposition libérale

Face à cette transformation, l'opposition traditionnelle se déplace comme une somnambule. Son imagination est encore coincée dans la terminologie des années 1990 : efficacité, croissance, développement, laïcité comme rituel symbolique, protection sociale comme clientélisme, et coalitions comme objectif ultime de la politique. Elle ne voit pas que le BJP ne se contente pas de contester les élections ; il réécrit le langage même dans lequel la politique est menée. Comment un parti dont la vision du monde est épuisée, dont la laïcité est timide, dont le programme économique est indiscernable de l'ordre au pouvoir, et dont l'imagination sociale est limitée par le « bon sens » du marché, comment un tel parti peut-il affronter un mouvement qui cherche une refonte totale de la société ?

Pourtant, la crise de la gauche est plus douloureuse encore, car c'est une crise des possibles. La gauche a autrefois ancré des mouvements de masse à travers le pays, organisé travailleurs et paysans, et enseigné à des générations à lire non seulement les mots mais le monde entier. Aujourd'hui, elle est diminuée : présente mais hésitante, principielle mais fatiguée, organisationnellement répandue mais politiquement timorée. Le

6. Dave Renton est un historien et avocat britannique dont les travaux sur le fascisme incluent *Fascism: Theory and Practice* (1999) et *The New Authoritarians: Convergence on the Right* (2019).

7. Sur le développement historique du fascisme hindou et les débats autour du concept de fascisme aujourd'hui, voir « Extrêmes droites – Un spectre inquiétant hante le monde : peut-on le nommer sans le comprendre ? », EESF.

8. Perry Anderson est un historien et essayiste britannique, longtemps directeur de la *New Left Review*, dont *The Indian Ideology* (2012) a examiné de manière critique les

fondements du nationalisme indien et les contradictions de l'État post-indépendance.

Parlement est devenu le centre gravitationnel, entraînant la gauche toujours plus profondément dans des alliances qui diluent sa clarté et étouffent sa voix. Elle se comporte comme si la menace pouvait être déjouée par l'arithmétique tactique, comme si le Sangh Parivar n'était qu'un adversaire de plus dans une longue pièce parlementaire<sup>9</sup>.

Mais l'extrême droite n'est pas un adversaire parlementaire. C'est un projet civilisationnel, et seule une politique contre-civilisationnelle peut lui faire face. La gauche doit retrouver son sens de la mission historique, sa capacité à imaginer au-delà des horizons du présent, à mobiliser ceux qui vivent et travaillent dans l'ombre de l'économie, et à parler un langage qui place la dignité au cœur de la vie politique.

Pour cela, la gauche doit affronter une réalité qu'elle a longtemps reconnue mais qu'elle n'a pas toujours traitée avec l'urgence requise : la caste n'est pas un adjuvant de la classe ; c'est la grammaire même du travail en Inde. La question dalit<sup>10</sup> n'est pas une question de représentation seule ; elle concerne l'organisation du travail, l'attribution de la dégradation et la distribution de la peur. L'ordre des castes fracture la classe ouvrière avant même qu'elle puisse s'assembler. Toute politique de gauche qui ne place pas l'abolition des castes en son cœur trouvera sa base sociale étroite, ses alliances fragiles et son imagination incomplète. Les personnes mêmes qui souffrent le plus de la violence du capitalisme - travailleurs sans terre, agents d'assainissement, travailleurs informels, migrants, Dalits, Adivasis<sup>11</sup>, OBC<sup>12</sup>

9. Sur la trajectoire et les défis de la gauche indienne, voir la recension du livre d'Achin Vanaik *Nationalist Dangers, Secular Failings: A Compass for an Indian Left*.

10. Les dalits (littéralement « brisés » ou « opprimés ») sont les membres des castes historiquement soumises à l'intouchabilité et à l'exclusion de la société hindoue. Ils constituent environ 17 % de la population indienne. B.R. Ambedkar (1891-1956), l'architecte de la Constitution indienne et lui-même dalit, demeure la figure centrale de la conscience politique dalit.

11. Les Adivasis (littéralement « habitants originels ») sont les peuples autochtones ou tribaux de l'Inde, représentant environ 8,6 % de la population. Ils font face au déplacement de leurs terres ancestrales en raison de l'exploitation minière, de la construction de barrages et des politiques forestières.

12. OBC (*Other Backward Classes*) est une classification officielle pour les castes confrontées à des désavantages

et musulmans - sont celles que l'extrême droite cherche soit à coopter, soit à expulser du giron national. Par conséquent, la gauche doit construire une force de contrepoids par le bas, ciblant les zones où caste et classe s'entrecroisent le plus violemment.

### Les implications mondiales

Mais le terrain de la lutte n'est pas seulement national. Le virage autoritaire de l'Inde rayonne vers l'extérieur, laissant une marque permanente sur l'ordre mondial. Un pays qui abrite l'une des plus grandes forces de travail au monde - et peut-être la plus précaire - ne peut embrasser l'autoritarisme sans conséquences pour les luttes de la classe ouvrière mondiale. Lorsque les protections des travailleurs sont démolies en Inde, le capital mondial applaudit ; lorsque les syndicats sont affaiblis, les chaînes d'approvisionnement se resserrent ; lorsque la dissidence est criminalisée, les usines du monde deviennent plus silencieuses. Le capital mondial ne tolère pas seulement le virage autoritaire mais l'embrasse activement.

La position croissante de l'Inde comme immense marché de consommation exacerbe cette complicité. Les géants de la technologie et les conglomérats financiers traitent l'Inde comme la prochaine frontière d'expansion. Un régime qui offre déréglementation, main-d'œuvre moins chère, syndicats soumis et stabilité politique est un cadeau pour les investisseurs. Et ainsi le silence mondial s'amplifie. Les démocraties qui prêchent les droits de l'homme se taisent face à la taille de l'Inde, à son marché et à son utilité géopolitique.

Il y a ensuite la question du climat. L'Inde se trouve en première ligne de la crise climatique ; ses vagues de chaleur, cyclones, sécheresses et inondations sont les signes avant-coureurs d'un avenir planétaire. La vision développementaliste du gouvernement actuel, marquée par l'exploitation minière extractive, l'expansion du charbon et la déposssession déguisée en progrès, menace non seulement la survie écologique de l'Inde mais celle du monde. Un État autoritaire qui réprime les mouvements environnementaux

sociaux et éducatifs mais non classées comme *Scheduled Castes* (Dalits) ou *Scheduled Tribes* (Adivasis). Elles constituent environ 40 % de la population indienne.



et criminalise la résistance autochtone accélère la catastrophe.

Et géopolitiquement, l'Inde est devenue un pilier de la stratégie indo-pacifique<sup>13</sup>. Elle est courtisée comme contrepoids à la Chine, accordant au régime au pouvoir une sorte d'immunité morale. Les puissances occidentales tolèrent ce qu'elles dénonceraient ailleurs parce que l'Inde est trop grande, trop stratégique et trop centrale dans la chorégraphie de la rivalité mondiale. L'érosion de la démocratie indienne s'entremêle ainsi avec les intérêts de la puissance impériale; le combat mondial contre l'autoritarisme doit passer par l'Inde.

La crise réside dans le fait que l'Inde, un vaste pays central pour le capitalisme mondial, crucial pour la survie climatique et essentiel à l'équilibre géopolitique, glisse vers un avenir autoritaire, tandis que son opposition traditionnelle reste paralysée. L'importance de résister à cette trajectoire dépasse largement les frontières nationales. Combattre l'autoritarisme hindou, c'est défendre l'avenir de la démocratie, des droits des travailleurs, de l'écologie et du désarmement mondial.

### **Vers une nouvelle formation de gauche**

De ce point de vue, le renouveau de la gauche n'est pas simplement souhaitable; il

---

13. La stratégie indo-pacifique désigne le cadre géopolitique, principalement promu par les États-Unis, qui traite les océans Indien et Pacifique comme une seule région stratégique. L'Inde est un partenaire clé de ce cadre, notamment à travers l'alliance du Quad (comprenant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie), visant à contrer l'influence croissante de la Chine.

est nécessaire. Sa tâche n'est pas de revenir aux vieilles formules ou de s'accrocher à des habitudes organisationnelles épuisées, mais de se réimaginer comme une force capable de parler à un siècle défini par la précarité, l'effondrement écologique et l'autoritarisme identitaire. Elle doit construire de nouvelles solidarités parmi les précaires et les exclus; elle doit élaborer de nouveaux idiomes qui résonnent à travers caste, classe, religion et région; elle doit traiter l'éducation politique comme une pratique vivante plutôt qu'une mémoire archivistique; elle doit embrasser l'internationalisme, non comme un slogan mais comme une orientation stratégique.

Surtout, la gauche doit retrouver l'art qu'elle maîtrisait autrefois: l'art de nommer le monde – ses structures de violence, ses possibilités de transformation, ses fractures cachées, ses rêves réprimés. Car l'extrême droite prospère lorsque le monde est mal nommé, lorsque l'exploitation est appelée destin, lorsque la souffrance est appelée sacrifice, lorsque l'oppression est appelée tradition, lorsque la dissidence est appelée trahison.

Résister à cette marée, c'est restaurer la croyance qu'un autre ordre social est possible et que le pouvoir collectif des déposés peut briser l'horizon de l'inévitabilité. Le virage autoritaire de l'Inde n'est pas encore achevé; l'avenir reste ouvert, bien que dangereusement. La question est de savoir si la gauche peut se lever pour l'affronter, non comme une relique des luttes passées, mais comme l'architecte de nouvelles.

Si une telle gauche peut être construite, elle n'affrontera pas seulement l'extrême droite sur son propre terrain; elle parlera aussi au monde. Car la lutte qui se déroule en Inde n'est pas un drame régional; c'est l'une des grandes batailles politiques de notre temps. Son issue façonnera non seulement le destin d'une nation, mais aussi la trajectoire de la démocratie elle-même.

### **Le lent travail de renouveau**

En fin de compte, la voie la plus honnête pourrait être celle vers laquelle Achin Vanaik<sup>14</sup>

---

14. Achin Vanaik est professeur retraité de relations internationales et ancien doyen de la faculté des sciences sociales à l'Université de Delhi. C'est un éminent politologue et commentateur marxiste, auteur

fait signe avec une clarté tranquille: le travail lent, presque souterrain, de construction d'une nouvelle gauche depuis la base. Non pas une résurrection des vieux partis, ni un miracle né de l'arithmétique électorale, mais une longue saison d'accumulation moléculaire - organisation patiente dans des pièces exiguës et des champs brisés, dans des réunions syndicales, dans des collectifs de femmes, dans des *bastis*<sup>15</sup> dalits et des dortoirs de migrants, dans ces coins à moitié oubliés où les promesses de la république ne sont jamais vraiment arrivées. C'est de tels lieux que viennent les seuls cadres capables de résister aux longs hivers de l'autoritarisme - des personnes trempées par la lutte, éduquées dans l'éthique de la solidarité, guidées par une vision plus grande que l'épuisement de la démocratie libérale. Si l'histoire enseigne quelque chose, c'est que les moments de rupture soudaine se présentent dans des années d'invisibilité.

Une nouvelle gauche, si elle doit naître, viendra d'abord silencieusement, rassemblant des fragments de résistance jusqu'au jour où, lorsque les conditions mûriront et que la peur faiblira, elle émergera avec une force qui semblera avoir surgi du jour au lendemain mais qui, en vérité, aura été un siècle en gestation. Contre un mouvement qui rêve de refaçonner la nation à l'image d'un passé blessé, seule une gauche engagée dans une démocratie plus profonde, plus généreuse - une démocratie qui transcende le capitalisme plutôt que de plaider avec lui - peut offrir un horizon vers lequel marcher.

Source : [Amandla](#). Traduit pour ESSF par Adam Novak.

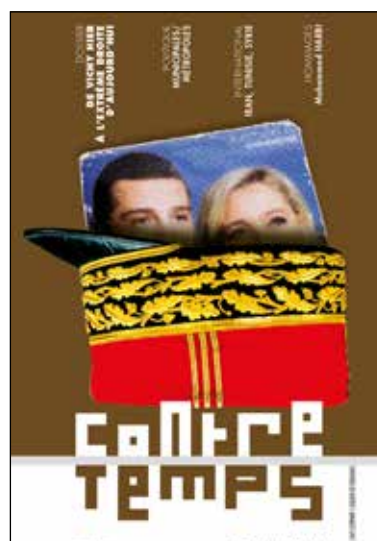
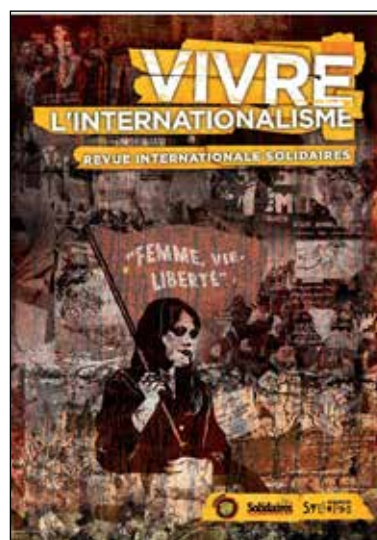
Sushovan Dhar est membre du comité de rédaction d'*Alternative Viewpoint*. Il milite et vit à Calcutta.

de *Hindutva Rising: Secular Claims and Communal Realities* (2017) et *Nationalist Dangers, Secular Failings: A Compass for an Indian Left* (2021). Voir Sushovan Dhar et Pierre Rousset, «L'Inde a-t-elle vraiment gagné son indépendance par la non-violence?», [EESF](#).

15. Quartiers urbains densément peuplés ou bidonvilles, souvent associés aux communautés marginalisées.

## ADRESSES À VISITER

[CLIQUER SUR LES IMAGES](#)



# Les menaces croissantes de Trump contre Cuba

## Entretien avec Samuel Farber

*Dans le sillage de ses attaques impérialistes contre le Venezuela, nous avons vu l'administration Trump intensifier ouvertement la pression sur Cuba. Cela doit également être replacé dans le contexte de la dernière attaque militaire non provoquée contre l'Iran et de la tentative d'y orchestrer un changement de régime. Trump a déclaré une «urgence nationale» concernant Cuba et impose un blocus pétrolier. Pourriez-vous nous parler de la nature de cette campagne d'escalade et de l'impact que vous pensez qu'elle aura sur les Cubains ordinaires ?*

Cette escalade a créé la situation la plus difficile pour Cuba depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, et il est très difficile d'envisager une solution acceptable, du moins à court terme. C'est particulièrement le cas alors que la répression gouvernementale a brisé le consensus politique minimal qui aurait permis un rejet aussi inclusif et généralisé que possible de l'ingérence impérialiste dans les affaires intérieures de Cuba.

C'est une situation effroyable. Les livraisons de pétrole en provenance du Venezuela avaient déjà été réduites avant le coup d'État et l'enlèvement menés par les États-Unis le 3 janvier. Mais aujourd'hui, elles sont complètement interrompues.

Le président brésilien, Lula, s'est fait un devoir, comme tant d'autres présidents de gauche en Amérique latine, de manifester son amitié envers le gouvernement cubain. Mais Petrobras, au Brésil, ne dit pas un mot sur l'envoi de pétrole.

Le Mexique avait commencé à envoyer du pétrole à Cuba, mais a suspendu ces livraisons car Claudia Sheinbaum ne souhaite pas s'aliéner Trump. Il est très révélateur que les

navires de la marine mexicaine aient acheminé des vêtements, de la nourriture, etc., vers Cuba, mais pas de pétrole, qui est absolument essentiel.

Je tiens à souligner que la situation avant cette crise récente était déjà très difficile. De 2022 à 2025, l'émigration a atteint au moins 1 million de Cubains, sur une population de 11 millions. Ils ont quitté le pays en masse avec l'acquiescement indirect du gouvernement, ce qui a en fait été facilité par le Nicaragua qui a accueilli des Cubains sans visa. De toute évidence, le Nicaragua n'aurait pas agi ainsi sans l'accord du gouvernement cubain. Le 8 février, le Nicaragua a annoncé qu'il mettrait fin à l'accès sans visa pour les Cubains.

La situation est donc critique. Le pays est paralysé. On ne voit pratiquement plus de véhicules dans les rues de La Havane. Toutes sortes d'interventions médicales ont été suspendues. Les coupures d'électricité étaient déjà nombreuses et longues avant le 3 janvier, mais elles sont encore pires aujourd'hui.

Dans le même temps, les États-Unis traitent les Cubains sur leur territoire presque aussi mal que les autres Latino-Américains et les réfugiés, car la xénophobie de Trump a dépassé même son anticommunisme.

*Comment décririez-vous les perspectives pour les États-Unis de provoquer un changement de direction et une cooptation du gouvernement, comme au Venezuela ?*

À court terme, je ne vois rien d'autre se produire qu'un éventuel coup d'État au sein du gouvernement – similaire mais pas identique à celui du Venezuela, car le système cubain est bien plus ancré et perdure depuis 67 ans. La structure du pouvoir cubaine

a été bien plus forte politiquement qu'au Venezuela, comparativement parlant. Elle est également beaucoup plus impitoyable dans la répression musclée de l'opposition. Il convient de noter qu'il y a environ un millier de prisonniers politiques à Cuba. De plus, selon l'Institute for Crime and Justice Policy Research du Birkbeck College de Londres, depuis plusieurs décennies, Cuba figure parmi les 10 % des pays (sur 224 pays et territoires) ayant le taux d'incarcération par habitant le plus élevé pour les délits de droit commun, bien qu'elle reste derrière le Salvador et les États-Unis.

Des rumeurs font état de négociations secrètes entre le gouvernement cubain et le gouvernement américain concernant un changement.

Le président cubain Díaz-Canel a confirmé que le gouvernement cubain avait eu des discussions avec les États-Unis au sujet de la situation actuelle.

Et, comme l'avait initialement rapporté le *Miami Herald* fin février, avant que la nouvelle ne soit reprise plus largement par les médias américains, lors d'une récente conférence de la Caricom (Communauté des Caraïbes), Marco Rubio et des membres de son équipe ont rencontré Raúl Guillermo Rodríguez Castro, petit-fils de Raúl Castro et fils de l'ancien dirigeant de longue date de GAESA (Grupo de Administración Empresarial S.A.), l'empire commercial de l'armée cubaine qui contrôle au moins 40 % de l'économie cubaine.

Rien n'a été révélé quant au contenu de cette rencontre, mais les déclarations

ultérieures de Rubio laissent entendre que le gouvernement Trump pourrait tenter de reproduire le scénario vénézuélien à Cuba. Comme l'a formulé Rubio :

Cuba doit changer. Et elle n'a pas besoin de changer d'un seul coup. Elle n'a pas besoin de changer du jour au lendemain. Tout le monde ici est mature et réaliste.

Comme à son habitude, Trump semble parfois suggérer cette approche un jour, puis adopter une ligne plus dure le lendemain. Bien que cela n'ait pas fait l'objet de larges discussions, aux yeux même des décideurs politiques de droite à Washington, Cuba diffère du Venezuela sur un point important: alors que certains Vénézuéliens ont fui vers les États-Unis ces dernières années, la grande majorité s'est rendue dans des pays comme la Colombie et le Chili. Dans le cas de Cuba, toute «résolution» violente de la crise cubaine ferait débarquer des centaines de milliers de réfugiés sur les côtes américaines.

GAESA pourrait elle-même voir son propre avenir menacé et tenter d'agir, mais il ne s'agit là que de pure supposition, car rien n'indique pour l'instant que ses dirigeants aient pris des mesures concrètes. Parmi tous les scénarios possibles à Cuba, je pense que nous pourrions assister à une sorte de transition militaire orchestrée par Raúl Castro lui-même. Raúl Castro est âgé de 94 ans, soit dit en passant, et contrairement à son frère aîné, Fidel, il a toujours fait preuve d'un pragmatisme bien plus marqué. Raúl était membre



du groupe de jeunesse du Parti communiste dans les années 1950 et était bien plus imprégné de la ligne politique traditionnelle de Moscou, et donc du pragmatisme, que ne l'était Fidel.

La presse cubaine de droite, que je suis de près, a évoqué la prise de pouvoir par un membre éminent de l'Assemblée nationale, qui pourrait être l'équivalent de Delcy Rodríguez au Venezuela. Pour autant que je sache, il pourrait s'agir d'une rumeur lancée par la CIA, sans aucun fondement, destinée à encourager les divisions au sein du régime cubain.

Mais je pense qu'il existe un élément nouveau et très inquiétant à Cuba, à savoir la montée d'un courant politique pro-américain parmi les élites intellectuelles et politiques, bénéficiant d'un soutien populaire significatif. Il n'y a aucune chance d'annexion aux États-Unis puisque le Congrès, qu'il soit dominé par les républicains ou les démocrates, ne l'approuvera jamais. Mais ce qui risque de se produire, c'est l'essor d'une politique «plattista» pro-américaine [voir explication ci-après].

Certains Cubains expriment cette attitude: «Nous en avons assez de cette crise. Que les États-Unis viennent et améliorent notre situation.» C'est inquiétant, et cela trouve son origine dans le fait que, depuis le début des années 1990, les nouvelles générations de Cubains ont vécu sans connaître de période de relative stabilité économique et de prospérité.

D'un point de vue historique, les années 1980 sont considérées rétrospectivement comme la meilleure période économique depuis la révolution du point de vue de la population dans son ensemble, en termes d'accès aux éléments de base que sont l'alimentation et les transports (pouvoir se rendre au travail et en revenir dans un délai raisonnable). Tout cela était relativement satisfaisant, selon les normes historiques et par rapport au passé cubain depuis la victoire de la révolution en 1959.

Je ne parle pas ici d'une comparaison avec d'autres pays. Cuba se situe désormais dans le tiers inférieur des pays d'Amérique latine en termes de développement économique, alors qu'elle figurait dans les 20 % supérieurs avant la révolution. Le plus important est le fait que le gouvernement cubain a

cessé de publier des données relatives aux questions de pauvreté et d'inégalité dans le pays depuis au moins deux décennies.

Ainsi, toute personne née et ayant grandi à Cuba après les années 1990 n'a connu que des crises économiques et des pénuries persistantes. Tous les indicateurs économiques actuels, comparés à ceux de 1989, sont désastreux. Ils ne représentent qu'une fraction – et souvent une fraction peu élevée. Il existe tout un groupe de personnes, âgées de 40 à 45 ans, qui n'ont jamais connu ni ne se souviennent d'aucun bien-être économique, même en termes relatifs.

Il y a également une crise démographique. La population cubaine comptait 11 millions de personnes il n'y a pas si longtemps. Aujourd'hui, les estimations s'élèvent à un peu plus de 8 millions, car, outre l'émigration massive, le taux de natalité a considérablement baissé. Cela signifie donc, d'un point de vue économique, qu'une population âgée plus nombreuse doit être prise en charge par une population jeune beaucoup plus réduite.

*Pourriez-vous expliquer à quoi vous faites référence lorsque vous parlez de la politique plattiste ?*

Je fais ici référence à l'amendement Platt. Rappelez-vous que Cuba est devenue officiellement indépendante en 1902. De 1902 à 1934, l'indépendance de Cuba était juridiquement contestable car, pour que les États-Unis quittent Cuba, l'Assemblée constituante cubaine avait dû adopter en 1901 un amendement présenté par le sénateur Orville Platt (R-CT) et approuvé par le Congrès américain. Cet amendement réservait aux États-Unis le droit d'intervenir militairement à Cuba en cas de défaillance de la sécurité susceptible de mettre en danger les intérêts américains. Finalement, après la révolution de 1933, l'amendement a été aboli en 1934, mais en échange, les États-Unis ont été autorisés à conserver la base navale de Guantánamo à perpétuité.

*Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les raisons de cette escalade actuelle et sur la manière dont vous percevez la projection croissante de la puissance militaire américaine dans les Caraïbes et en Amérique latine ?*

La pression exercée sur Cuba s'inscrit dans le cadre d'une offensive d'extrême droite beaucoup plus large en Amérique latine, non seulement sur le plan militaire mais aussi économique, et il faut replacer cela dans ce contexte. Nous venons de voir Trump se mettre en quatre pour aider le président d'extrême droite de l'Argentine, Javier Milei, afin de le sauver d'une crise économique. Il n'est pas vrai que le gouvernement ait été définitivement sauvé, mais Milei a au moins réussi à remporter les élections de mi-mandat qui ont suivi le «sauvetage» de Trump.

Au Chili, nous venons d'assister à l'élection de José Antonio Kast, un représentant de l'extrême droite. En Bolivie, nous avons assisté à la défaite du Mouvement vers le socialisme et à l'élection de Rodrigo Paz, renforçant ainsi la droite bolivienne. Il existe également un gouvernement de droite en Équateur qui vient soudainement de rompre toutes relations avec Cuba.

La gauche subit une forte pression politique au Brésil. Lula est confronté à une opposition de droite très virulente. Le mouvement évangélique brésilien est probablement le plus puissant d'Amérique latine, avec d'importantes organisations politiques à son service.

Au Mexique, Claudia Sheinbaum et son parti, Morena, sont politiquement très forts, car tant le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) que le Parti d'action nationale (PAN) ont sérieusement perdu de leur crédibilité en tant qu'alternatives politiques. Mais Sheinbaum est confrontée à un défi de taille de la part des très grands trafiquants de drogue, ainsi qu'à des défis économiques dont Trump s'est servi pour exercer une forte pression sur elle. Il convient de noter que l'Angola, pays riche en pétrole, dont le parti au pouvoir doit dans une large mesure son existence même au gouvernement cubain, n'a absolument rien fait pour aider ce gouvernement en cette période critique.

*Vous brossez un tableau objectivement pessimiste, tant en ce qui concerne la crise à Cuba que les limites de l'influence internationale face à Trump. Pourtant, nous assistons à une colère croissante contre Trump, y compris au sein de la communauté latino-américaine, face à son racisme et à sa politique anti-immigrés. Selon vous, quelles*

*sont les tâches essentielles de la gauche et des mouvements sociaux ici aux États-Unis en ce moment ?*

Les principes fondamentaux consistent à empêcher les États-Unis d'intervenir à Cuba et à s'opposer à l'arbitraire et à la suppression des droits démocratiques les plus élémentaires par le gouvernement cubain, lui-même très autoritaire, un problème majeur qui persiste depuis plusieurs décennies.

Dans la mesure où nous pouvons influencer les événements ou exercer une pression, par exemple sur les libéraux au Congrès et surtout sur toutes sortes d'organisations progressistes de la société civile, nous devons essayer de rendre toute intervention beaucoup plus coûteuse pour Trump et l'empêcher de commettre des actes terribles à Cuba.

Et d'autres doivent également faire pression sur leurs gouvernements. Trump utilise principalement la menace de droits de douane contre certains pays, le Mexique en particulier. Le Mexique pourrait tenir tête à cela. Le gouvernement mexicain est le mieux placé pour acheminer du pétrole à la population cubaine. La popularité de Sheinbaum reste très élevée, et l'opposition est en train de s'effondrer, bien que, comme je l'ai souligné précédemment, il y ait une grave crise concernant les grands cartels de la drogue.

En résumé, nous devons nous opposer à toute intervention américaine à Cuba et défendre l'autodétermination nationale de ce pays, comme nous l'avons fait dans le cas de l'Ukraine face à l'invasion russe. Nous devrions également soutenir les groupes d'opposition démocratiques à Cuba qui, comme nous, s'opposent à l'intervention américaine dans ce pays.

Source : entretien publié sur le site [Tempest](#) (Revolutionary Socialist Collective) le 16 mars 2026. Traduction rédaction [À l'Encontre](#).

Samuel Farber est membre de la rédaction de [New Politics](#) (New York). Il a notamment publié *Before Stalinism: The Rise and Fall of Soviet Democracy; Cuba Since the Revolution of 1959: A Critical Assessment*. En français : *Che Guevara : ombres et lumière d'un révolutionnaire* (Syllepse, 2017).

# La croisade de Trump : nationalisme chrétien et guerre sainte

Henry A. Giroux

«La violence est le dernier refuge des incompetents», Isaac Asimov.

La guerre d'Israël et des États-Unis contre l'Iran<sup>1</sup> est désormais un conflit que Benjamin Netanyaou<sup>2</sup> et Donald Trump présentent au travers d'un schéma moral binaire et manichéen. Selon le dirigeant israélien, il s'agit du «combat entre le bien et le mal». Pour Donald Trump, l'illégalité de la guerre n'est pas une question. Il est guidé par l'idéologie des croisades et il mène la guerre avec la cruauté et la ferveur religieuse propres à celles-ci.

Ce cadre religieux occulte en grande partie la réalité politique d'une guerre que Netanyahu a longuement préparée en présentant l'Iran en termes apocalyptiques comme le successeur du nazisme.

Mais, comme le suggère Fingan O'Toole, dans *The New York Review*, quelque chose d'encore plus inquiétant est à l'œuvre : entre les mains de Trump, la guerre est débarrassée de toute justification politique ou morale cohérente, elle est réduite à un spectacle et à un discours sans nul autre sens que celui de la destruction. Ce vide n'est cependant pas anodin. Il signale à la fois une profonde faiblesse politique et une adhésion sans retenue à la violence d'État.

Si cette politique de déshumanisation n'est pas maîtrisée, elle laisse présager la réapparition des camps comme instruments de gouvernement camouflés sous les certitudes morales du dogmatisme religieux.

La fusion de la guerre, du spectacle et du zèle religieux n'est pas une simple fioriture

rhétorique. C'est le signe d'une transformation plus profonde de la manière dont la violence est pensée et justifiée.

Le secrétaire à la défense de Trump, Pete Hegseth, donne à cette vision du monde son expression la plus effrayante. Faisant écho au langage de la guerre sainte, il a déclaré dans *The New Yorker* que la mission de l'armée était de «déchaîner depuis le ciel la mort et la destruction à longueur de journée». La guerre est ici dépouillée de toute retenue langagière, de toute référence au droit, voire de l'idée de sa nécessité tragique. Elle devient une affirmation ouverte de l'anéantissement comme vertu.

Selon le *New York Times*, cette rhétorique marque un profond glissement du cadre moral qui guide la puissance américaine. Au lieu d'invoquer la justice ou la défense, elle exalte la vengeance. Dans cette vision du monde, l'ennemi n'est pas un adversaire qu'il faut contenir ou avec lequel on peut négocier, mais un adversaire à anéantir. La guerre devient ainsi non seulement l'instrument d'une politique, mais aussi un spectacle de fureur vertueuse, un théâtre de domination où la violence est sanctifiée et où le pouvoir de faire couler le sang et d'infliger la souffrance et la mort est une preuve de force.

## La portée de cette culture guerrière s'étend bien au-delà du champ de bataille

Sa logique n'est plus restreinte à la politique étrangère, elle migre vers l'intérieur, remodèle le langage, les institutions et les pratiques de la vie politique intérieure.

La guerre a longtemps été l'expression la plus brutale du pouvoir étatique, mais dans la culture politique de Donald Trump, elle

1. *Counterpunch*.

2. Voir *The Conversation*.

a pris une signification encore plus sombre. Elle n'est plus simplement un instrument stratégique de politique étrangère : c'est désormais une culture de la guerre où la violence, le nationalisme chrétien blanc et le spectacle de la militarisation fonctionnent comme une pédagogie se donnant pour mission d'enseigner aux citoyen·nes sa propre admiration.

Dans ce registre, l'opération Epic Fury est, selon *The Hartman Report*, une barbarie remodelée qui se drape en un spectacle mettant en scène une esthétique d'impunité et un anéantissement moral. La guerre est désormais une leçon quotidienne administrée aux citoyen·ne par les images et la rhétorique.

Dans cet enseignement, la cruauté est un signe de force et les ennemis, tant extérieurs qu'intérieurs, sont indignes de reconnaissance ou de justice et doivent être soumis à l'humiliation, à la répression et à la violence.

Dans ces conditions, la violence à l'extérieur n'a plus besoin d'être dissimulée derrière le langage éculé de la nécessité de sauver la démocratie. Elle met en lumière ce que la politique étrangère américaine est depuis longtemps : l'instrument impitoyable du pouvoir impérial.

Sur le plan intérieur, cette pédagogie se manifeste quant à elle, comme nous l'avons analysé précédemment dans *Socialist Project*, par le spectacle de la force militaire dans nos rues, mais aussi par des lois, des institutions et des récits culturels qui normalisent le pouvoir autoritaire.

Les salles de classe sont redéfinies comme des lieux de discipline patriotique où l'histoire est réécrite en mythe nationaliste, où la surveillance devient un devoir civique et où les élèves apprennent que l'obéissance est une vertu tandis que la dissidence les marque comme suspects. L'éducation ne nourrit plus le jugement critique ni la responsabilité démocratique, elle devient une machine à produire des sujets qui intériorisent les valeurs du militarisme, de la hiérarchie et de l'autorité incontestée.

Cette culture guerrière reflète ce qu'Achille Mbembe appelle la «nécropolitique<sup>3</sup>», à savoir une forme de pouvoir organisée autour de la capacité à décider de la vie et de la mort des autres. La violence cesse

ainsi d'être un instrument politique pour devenir une caractéristique déterminante de l'identité politique.

Il est ainsi particulièrement alarmant de constater que pour parler de cette guerre, l'imagerie et la rhétorique des croisades ont refait leur apparition. On peut s'en rendre compte en voyant le tatouage du secrétaire à la défense et en entendant ses affirmations répétées, citées par le *Guardian*, selon lesquelles Trump a été désigné par Dieu pour exercer le pouvoir militaire contre de prétendus infidèles. [...]

La guerre est célébrée comme une preuve de force, les ennemis sont dépouillés de leur humanité et la destruction de populations entières est présentée comme le prix nécessaire du rétablissement de la grandeur nationale invoquée par le slogan «America First». Dans un tel ordre nécropolitique, l'État tire sa légitimité non pas de la protection de la vie, mais de la démonstration de sa capacité à la détruire.

Sous le régime quasi-fascisme dans lequel nous vivons, l'anéantissement de la moralité est en plein essor. La grande presse ne rend pratiquement pas compte du fait que quelque 3,2 millions de personnes sont désormais déplacées à l'intérieur de l'Iran en raison du conflit. La même insensibilité morale transparaît également dans la réaction de Trump face à la mort de soldats américains : «Nous avons trois morts, [et] nous nous attendons à des pertes, mais au final, ce sera une excellente affaire pour le monde.» [...] Hegseth a, quant à lui, critiqué les médias pour avoir trop parlé des pertes américaines «dans le but de faire passer Trump pour un sale type».

### **Le militarisme cesse d'être une exception pour devenir un principe organisateur central**

Dans de telles conditions, même le massacre de civils, y compris d'enfants, disparaît derrière la logique brutale du pouvoir et le spectacle du triomphe militaire. Les dévastations et les conséquences des bombardements sur l'Iran sont [...] largement effacées du discours officiel au profit de la démonstration triomphante de la puissance technologique et d'une rhétorique nationaliste.

Les souffrances causées par la guerre ne sont pas simplement ignorées, elles sont

3. Achille Mbembe, *Necropolitics*, Durham, Duke University Press, 2019.

ouvertement banalisées. Lorsqu'on lui a demandé sur [CBS News](#) si l'implication de la Russie dans le conflit risquait de mettre en danger des vies américaines, Hegseth a balayé cette préoccupation avec une franchise glaciale: «Ceux qui devraient s'inquiéter en ce moment, ce sont les Iraniens qui pensent qu'ils vont survivre.» [...]

Le coût économique stupéfiant de la guerre met encore davantage en évidence les priorités déformées qui fondent cet ordre militarisé: *The Atlantic* a relevé que le conflit coûtait 1 milliard de dollars par jour et que cette somme pourrait couvrir le coût quotidien de l'aide alimentaire pour les 41 millions d'Américains qui dépendent de l'aide alimentaire ou contribuer à maintenir la couverture Medicaid pour les 16 millions de personnes qui devraient perdre leur couverture santé en raison des récentes coupes budgétaires. En ce sens, la guerre ne se contente pas de dévaster des vies à l'étranger, elle prive également de ressources les programmes sociaux qui soutiennent la vie au pays. [...]

Cependant, les conséquences économiques vont bien au-delà de ses coûts immédiats. L'Iran menaçant la navigation dans le détroit d'Ormuz [...], le conflit risque de déclencher un choc économique mondial susceptible de pousser le monde vers la récession. Le fait que ces dangers soient à peine reconnus par l'administration Trump révèle l'incroyable imprudence avec laquelle cette guerre a été lancée: un mélange d'agression géopolitique et d'ignorance profonde des forces économiques qu'elle a mises en mouvement.

Il y a cependant un problème plus profond. Cette guerre ne surgit pas de manière isolée: elle reflète la logique du capitalisme gangster où le militarisme est devenu la norme. C'est désormais une caractéristique permanente de la politique nationale.

Ce schéma n'est pas nouveau non plus. Il y a longtemps que les États-Unis considèrent les dépenses de guerre comme une caractéristique permanente de leur politique nationale:

Nous savons que les guerres coûtent cher. Ayant réussi à nous extirper de conflits prolongés au Moyen-Orient il y a seulement trois ans, nous disposons de repères clairs qui ne sont pas rassurants. Le projet

«The Costs of War» de l'Institut Watson de l'université Brown estime que de la fin 2001 à l'exercice 2022, les États-Unis ont dépensé ou engagé 8 000 milliards de dollars pour les guerres post-11 Septembre: 5 800 milliards en coûts directs et au moins 2 200 milliards pour les soins des anciens combattants jusqu'en 2050. Chacun de ces dollars n'a pas été consacré aux écoles, aux ponts ou aux soins de santé.

Vue sous cet angle, la guerre contre l'Iran révèle comment le militarisme fonctionne à la fois comme spectacle, comme idéologie, comme politique et comme forme d'extorsion. La souffrance des victimes des bombardements est effacée tandis qu'on exige d'énormes sacrifices de la part du public américain. La violence devient à la fois le langage du pouvoir et la mesure de la légitimité politique dans un ordre nécropolitique qui normalise la destruction tout en rendant invisibles ses coûts humains.

### **Le fascisme progresse à petits pas**

Primo Levi nous avait avertis: il est rare que le fascisme s'installe d'un seul coup; il progresse par de petites concessions morales qui normalisent progressivement la cruauté et érodent la capacité à reconnaître l'injustice. La violence devient politiquement acceptable grâce à un langage qui la légitime, qui vide les mots de leur sens moral tout en transformant la brutalité en rhétorique de la nécessité et du destin.

Nous assistons en ce moment à ce que Toni Morrison avait rappelé dans son discours de réception du prix Nobel qu'avec leurs discours, les dirigeants qui ont du sang sur les mains «se contentant d'admirer leur propre paralysie». Ils manient un langage enivré de pouvoir, séduit par son propre narcissisme et vidé de toute responsabilité morale. Lorsque le discours politique est saturé de cette rhétorique, la violence n'a plus besoin d'être justifiée. Elle est au contraire présentée comme une fatalité, une nécessité, voire une vertu.

Peu de personnages illustrent cette imagination nécropolitique de manière aussi frappante que Pete Hegseth. [...] Dans son

livre, *The War on Warriors*<sup>4</sup>, il raconte avoir rejeté les avis d'un juriste militaire qui expliquait les règles d'engagement aux soldats qu'il avait sous son commandement en Irak : « Je ne laisserai pas ces absurdités s'infiltrer dans votre cerveau », écrit-il. Cette remarque est révélatrice non seulement de son mépris envers les contraintes juridiques régissant la guerre, mais elle dévoile sa vision idéologique du monde.

La dimension religieuse de cette rhétorique est également apparue dans la communication officielle de l'armée. Lors d'une conférence de presse au Pentagone, Hegseth a conclu son intervention en citant la Bible pour donner un cadre à la guerre contre l'Iran. [...] Désormais, la communication de l'armée fait souvent référence aux Écritures, alors que les dirigeants présentent de plus en plus les conflits géopolitiques en termes bibliques. [...]

### La frontière entre stratégie et mission religieuse s'estompe

Quand la violence politique est sanctifiée, l'État adopte la posture morale qui est celle d'une croisade plutôt que celle d'une démocratie soumise à la loi.

Ailleurs dans son livre, Hegseth lance une attaque frontale contre les lois de la guerre :

Nos guerriers sont contraints de suivre des règles arbitraires et qu'on leur demande de sacrifier davantage de vies [américaines] pour que les tribunaux internationaux se sentent mieux dans leur peau. Ne vaut-il pas mieux gagner nos guerres selon nos propres règles ? Qui se soucie de ce que pensent les autres pays ?

Ce ne sont pas là de simples fanfaronnades rhétoriques. Cela traduit un rejet profond du cadre moral qui a régi la guerre depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, à savoir les conventions de Genève. Celles-ci [...] reposaient sur un principe simple mais crucial : même en temps de guerre, il doit y avoir des limites morales. Les civils ne peuvent être délibérément pris pour cible, les prisonniers ne peuvent être torturés et des communautés

entières ne peuvent être traitées comme jetables. [...] Lorsque ces limites sont écartées comme des inconvénients ou comme des signes de faiblesse, les conséquences ne sont ni abstraites ni lointaines. Elles sont inscrites sur les corps des morts et les paysages dévastés laissés derrière. L'histoire de la guerre moderne nous offre des rappels effrayants : le massacre de My Lai au Vietnam ; les chambres de torture d'Abou Ghraib ; les prisons secrètes. [...].

Trump a non seulement étendu la portée de la violence américaine à l'étranger, il a également importé le langage et les moyens de la guerre sur le sol américain, en déployant des forces fédérales lourdement armées dans des villes américaines où elles opéraient dans une quasi-impunité. Le message était sans équivoque : la violence paramilitaire longtemps infligée à des populations lointaines, notamment en Amérique latine, pouvait désormais être tournée vers l'intérieur, effaçant la frontière entre les champs de bataille étrangers et la politique intérieure. [...]

Pour Hegseth, les contraintes juridiques et morales qui pèsent sur la guerre sont autant de faiblesses et d'obstacles bureaucratiques élevés par des élites lointaines. La fragile architecture morale laisse la place à la violence pure et à la victoire par tous les moyens.

Cette normalisation de la violence sans aucune borne légale alimente la culture guerrière plus large qui façonne l'imaginaire politique du mouvement MAGA. L'usage de la force n'est plus le dernier recours tragique mais la preuve de la vitalité nationale<sup>5</sup>. La violence devient la mesure de la masculinité et du patriotisme, tandis que la réflexion ou la retenue sont rejetées comme des signes de lâcheté. La guerre est pensée comme une force purificatrice capable de restaurer la grandeur nationale.

La logique culturelle profonde qui sous-tend cette exaltation de la force a été mise en évidence il y a déjà plusieurs décennies par Walter Benjamin<sup>6</sup>. Alors que l'ombre du fascisme descendait sur l'Europe, il avait relevé que les mouvements autoritaires cherchaient

4. Pete Hegseth, *War on Warriors*, 2024, Broadside, 2024. Le titre « La guerre contre les guerriers » est complété par un sous-titre : « La trahison de ceux qui nous permettent d'être libres ».

5. Anthony DiMaggio et Dean Caivano, « The Iran War and America's Fascist Rebirth », *CounterPunch*, 6 mars 2026.

6. Walter Benjamin, *The Work of Art in the Age of Mechanical Reproduction*, New York, Routledge, 2017.

à «esthétiser» leurs actions politiques. Ils substituaient le spectacle du pouvoir à la délibération démocratique. La guerre devenait une expérience esthétique ultime, une démonstration éblouissante de puissance technologique conçue pour submerger la réflexion morale.

Benjamin nous aide à comprendre la culture politique dans laquelle baigne Trump où la guerre est esthétisée et la violence mise en scène comme le spectacle de la puissance nationale. La propagande gouvernementale célébrant les raids aériens ressemble de plus en plus au langage visuel des jeux vidéo et des films d'action. Les explosions apparaissent comme des scènes de cinéma, les cibles disparaissent dans des éclats de lumière et la destruction devient une démonstration de maîtrise technologique plutôt qu'une catastrophe humaine. [...]

La démonstration devient encore plus claire au travers des réflexions de Guy Debord sur la «société du spectacle»: le spectacle des bombardements se substitue à l'expérience vécue par ceux qui les subissent et pousse les citoyens à accepter les représentations de la force plutôt que d'en discuter les conséquences.

De son côté, Susan Sontag<sup>7</sup> avait anticipé ce danger dans ses réflexions sur l'image de guerre. Elle affirmait que l'exposition répétée à des images de violence pouvait produire ce qu'elle appelait une forme d'anesthésie morale. Quand les spectateurs sont fascinés par la puissance visuelle de la destruction, la souffrance que ces images représentent s'éloigne progressivement de leur conscience morale. La culture visuelle entourant la guerre contemporaine illustre précisément cette dynamique. Lorsque les images de bombardements sont présentées à la manière des médias de divertissement, la frontière entre la guerre et le spectacle s'estompe. La violence devient un produit consommable.

### **Violence guerrière glorifiée et récit biblique**

Mais le spectacle ne peut à lui seul soutenir cette culture guerrière. Il faut l'accompagner

d'un récit moral qui légitime sa violence, la protège de la critique et qui la rend à la fois juste et nécessaire. C'est là qu'intervient le fondamentalisme religieux qui irrigue certaines franges du mouvement MAGA.

Plusieurs personnalités de l'entourage de Trump, ainsi que des dirigeants des pays alliés, ont présenté les conflits au Moyen-Orient en termes explicitement bibliques. L'Iran est dépeinte non pas comme un adversaire géopolitique, mais comme un ennemi spirituel au sein d'une lutte plus large entre le bien et le mal.

Comme l'observe *The Nation*, certains cercles nationalistes chrétiens interprètent ouvertement le conflit à travers les prophéties de la fin des temps, suggérant que la confrontation avec l'Iran pourrait accomplir les récits bibliques entourant l'Armageddon et le retour du Christ. [...] et qu'elle pourrait façonner la région «pour mille ans».

[...] Il y a lieu d'être très inquiet quand le militarisme se confond avec une religion apocalyptique. La guerre cesse d'être un échec tragique de la diplomatie pour devenir un drame sacré. La violence est sanctifiée en tant qu'instrument par lequel la destinée divine est censée se réaliser. [...]

Dans certains cas, la rhétorique est allée encore plus loin. Il a été rapporté que des officiers ont décrit à leurs hommes que la guerre faisait partie d'un «plan de Dieu» en invoquant les prophéties bibliques et l'Apocalypse pour suggérer que le conflit pourrait marquer le début de la fin des temps.

Selon Hannah Arendt, les systèmes idéologiques de ce type érodent la capacité humaine de jugement moral et affaiblissent les contraintes éthiques qui rendent la vie politique possible. Son analyse de la «banalité du mal» a révélé comment des individus peuvent devenir complices d'une violence immense lorsque la réflexion éthique est remplacée par les certitudes idéologiques. Lorsque la guerre est présentée comme une destinée ou une mission divine, la capacité à remettre en question son coût humain s'en trouve dangereusement affaiblie.

### **La convergence du militarisme, de la politique du spectacle et du nationalisme religieux**

[...] Dans un article de *CounterPunch*, Anthony DiMaggio et Dean Caivano décrivent la

7. Susan Sontag, *Regarding the Pain of Others*, Londres, Penguin Books, 2004

guerre contre l'Iran comme s'inscrivant dans une transformation autoritaire plus large de la vie politique américaine, où le militarisme, le nationalisme religieux et la politique du spectacle convergent pour produire à un nouveau moment autoritaire.

Que l'on accepte ou non cette caractérisation dans son intégralité, cette fusion signale indéniablement un profond glissement dans le paysage moral de la politique américaine.

L'histoire nous offre, écrivait Primo Levi, des avertissements qui donnent à réfléchir sur ce à quoi de telles conceptions peuvent mener.

Chaque époque a son propre fascisme, et nous voyons les signes avant-coureurs partout où la concentration du pouvoir prive les citoyens de la possibilité et des moyens d'exprimer et d'agir selon leur libre arbitre<sup>8</sup>.

Le danger réside précisément dans ces signes avant-coureurs. Lorsque les dirigeants politiques bafouent le droit international, célèbrent la violence et sanctifient la guerre au travers du langage de la destinée religieuse, ils normalisent une culture où la brutalité et la cruauté sont banalisées et deviennent vertu. Les fondements moraux de la vie publique commencent alors à s'éroder et à mesure que le langage du fascisme s'installe, il dépouille les principes éthiques et la vérité de leur sens. Il ne reste plus alors du concept d'humanité commune qu'un «rictus méprisant».

Ce qui devrait provoquer une indignation morale universelle, disparaît sous le spectacle des postures géopolitiques et la rhétorique du pouvoir vertueux. Ce silence révèle à quel point la culture de la guerre a pénétré la vie publique, normalisant le massacre de civils et effaçant leur souffrance de la mémoire collective.

Dans ce processus, l'amnésie historique et sociale se reproduit à travers le langage du fondamentalisme théocratique, qui présente la violence non pas comme un crime politique, mais comme faisant partie d'une lutte sacrée entre le bien et le mal.

[Cependant], le langage de la mission divine contribue à masquer les brutalités du

capitalisme lui-même, permettant à un système fondé sur le caractère jetable, la dépossession, l'exploitation et la guerre sans fin de dissimuler sa cruauté derrière le camouflage moral d'une destinée religieuse.

Chez Trump, la fusion de l'esthétique et de la violence est également évidente dans son invocation répétée du déclin national. Cette rhétorique fonctionne comme un langage codé de l'usage et de la purification raciale, présentant certaines populations comme des signes de dégénérescence tout en promettant une renaissance nationale par la restauration de l'autorité et de la force. Comme le notent [Anthony DiMaggio et Dean Caivano](#), un tel langage fusionne le vieil eugénisme avec la rhétorique fasciste du «sang et du sol» avec des appels à la hiérarchie sociale et au renouveau civilisationnel :

La rhétorique de Trump adopte le langage du déclin et de la renaissance, mais s'écarte de ce modèle classique de manière décisive. Lors de son deuxième discours d'investiture en janvier 2025, il a déclaré que «le déclin de l'Amérique était terminé». Dans son [récent] discours sur l'État de l'Union, il a également décrit qu'avant son retour au pouvoir les États-Unis étaient «un pays mort». Parler de la nation en termes biologiques, la dépeignant comme un corps sans vie et dégradée, permet de positionner le pouvoir exécutif comme la force capable d'en restaurer la vitalité. La légitimité se mesure alors en termes de vie et de mort plutôt qu'en termes de continuité institutionnelle.

Vu sous cet angle, le langage de déclin et de renaissance n'est pas une simple exagération rhétorique, mais s'inscrit dans une esthétique autoritaire plus profonde où la politique est représentée comme un drame de résurrection nationale.

Cela fait écho à la logique fasciste contre laquelle Walter Benjamin nous avait mis en garde : la nation est pensée comme un corps vivant qui doit être purifié et revitalisé par la force, tandis que ceux qui sont considérés comme indésirables sont écartés des limites de la préoccupation morale. Dans un tel cadre, la promesse de renouveau devient indissociable du pouvoir de décider quelles vies comptent et quelles morts sont jugées acceptables. Dans cette vision

8. Primo Levi, *The Black Hole of Auschwitz*, New York, Polity Press, 2017.



nécropolitique, la souveraineté ne se mesure pas à la protection de la vie mais à la capacité de la détruire.

Le langage de la purification, central dans la politique fasciste, fait écho à ce qu'écrivait Zygmunt Bauman<sup>9</sup> à propos de l'idéologie fasciste qui pense la société comme un espace à «jardiner» où ceux qui sont jugés indésirables sont traités comme des mauvaises herbes à éliminer.

Une société qui apprend à regarder la guerre comme un spectacle risque de perdre la capacité de reconnaître l'humanité qui disparaît derrière l'écran. Lorsque la cruauté devient un divertissement et que la destruction devient une preuve de force, les fondements moraux de la démocratie commencent à s'éroder. Comme le note [Fintan O'Toole](#), dans de telles circonstances, «le fascisme fonctionne en faisant passer l'extrême pour normal».

### **Résister à cette trajectoire exige plus que de s'opposer aux guerres ou à des politiques particulières**

Il faut s'attaquer à la logique culturelle et aux pratiques pédagogiques qui transforment la violence en spectacle et la domination en vertu. Les démocraties ne peuvent survivre lorsque les dirigeants sacralisent la cruauté dans le langage de la destinée et de la mission divine. Si la culture du spectacle militarisé continue de s'étendre, le danger ne réside pas seulement dans une guerre sans fin à l'étranger, mais aussi dans la corrosion constante de la démocratie chez nous, la dévastation des populations civiles et la destruction accélérée d'une planète déjà poussée au bord du gouffre par le militarisme et le capitalisme extractiviste.

### **Construire une résistance de masse**

Ce qu'il est crucial dans la lutte contre le fascisme théocratique néolibéral, c'est de comprendre que [...] le changement imaginable est en soi le fondement de la construction d'une résistance de masse. Cette bataille s'étend au-delà des formes économiques et institutionnelles de domination pour englober les modes d'hégémonie qui façonnent le

---

9. Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust*, New York, Cornell University Press, 2002.

consentement, le désir, la moralité et le sens commun quotidien.

L'enjeu est une lutte autour de la conscience, des valeurs et du pouvoir d'agir. En ce sens, tout mouvement de résistance doit placer l'éducation au centre de son activité. La lutte pour les droits économiques, politiques et sociaux est indissociable de la remise en cause des conditions qui produisent et reproduisent la culture de domination et d'exploitation.

Résister à l'expansion du fascisme théocratique néolibéral exige l'émergence d'un vaste mouvement démocratique mené par les travailleurs, les jeunes et tous ceux qui sont destinés à être rejetés par l'ordre néropolitique. Un tel mouvement dépend d'une culture formatrice capable de nourrir la conscience critique, le courage civique et de permettre de percevoir les possibilités. Il ne s'agit pas seulement d'une bataille contre la guerre et l'autoritarisme : c'est aussi la revendication d'un avenir différent, dans lequel la démocratie n'est plus synonyme de guerre permanente et de capitalisme gangster, mais où elle est réaffirmée comme un projet moral et politique ancré dans la justice, l'égalité et la raison critique.

Ce dont il s'agit, c'est d'une lutte pour réaffirmer l'éducation comme une pratique de liberté et pour réimaginer la politique comme un engagement éthique et collectif en faveur de la construction d'un monde plus juste, d'un avenir socialiste démocratique où la vie, l'égalité et la justice prévalent sur le profit, le caractère jetable et la guerre.

Source : [CounterPunch](#), 20 mars 2026.

---

Henry A. Giroux est enseignant à l'université McMaster de Hamilton au Canada où il est titulaire de la chaire Paulo Freire de pédagogie critique. Il a notamment publié *Pedagogy of Resistance: Against Manufactured Ignorance* (Bloomsbury, 2022), *Insurrections: Education in the Age of Counter-Revolutionary Politics* (Bloomsbury, 2023) et, en collaboration avec Anthony DiMaggio, *Fascism on Trial: Education and the Possibility of Democracy* (Bloomsbury, 2025).





NE PAS JETER DE JOURNAUX  
DANS CETTE BOITE